

# VILLE DE TOURNAI

## Procès-verbal du Conseil communal du 16 décembre 2014

---

PRESENTS : M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée

MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE,  
T. BOUZIANE, Echevins;  
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ,  
Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN,  
D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR,  
MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX,  
D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID,  
M. G. DENONNE, Conseillers communaux;  
M. T. LESPLINGART, Directeur général adjoint

Excusés : Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale P.-O. DELANNOIS, Madame l'Echevine  
L. DEDONDER, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux J.-M. VANDENBERGHE, M.  
C. MARGHEM, C. GUISSET-LEMOINE, A. MELLOUK et Monsieur le Directeur général D. COUPEZ

### SEANCE PUBLIQUE

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le vendredi 5 décembre 2014.

Monsieur le Directeur général D. COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur le **Président** de séance ouvre la séance publique à 19 heures 41 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance du 10 novembre 2014, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté.

D'emblée, Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, fait observer qu'au point 16 de l'ordre du jour de cette séance (modification de chemins à Blandain), elle a justifié son abstention par le fait qu'elle ne disposait pas du cadastre du maillage des sentiers communaux.

Le procès-verbal de la séance publique du 1<sup>er</sup> décembre 2014 sera soumis à l'approbation du Conseil communal en séance du 26 janvier 2015.

#### 1. Communications.

- 1) Le **Président** de séance signale qu'une question orale a été posée par Madame la Conseillère communale ECOLO, M.-C. LEFEBVRE, au sujet de la politique cyclable à Tournai. En application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin A. BOITE.
- 2) Le Conseil communal prend ensuite connaissance des points suivants :
  1. " Vu sa décision du 22 septembre 2014 de passer un marché de fournitures, par procédure négociée directe conformément aux dispositions de l'article 26 § 2, 1° d de la loi du 15 juin 2006, ayant pour objet le remplacement du central téléphonique de l'Hôtel de Ville de Tournai par une solution de type téléphonie IP dont le coût est estimé à 150.050,00 € hors TVA, soit 181.560,50 € TVA comprise; Considérant que, suite à des demandes de précisions effectuées par différentes entreprises, il s'est avéré nécessaire d'apporter des modifications dans les clauses techniques du cahier spécial des charges et de fournir un dossier technique supplémentaire; Un avis rectificatif aux documents du marché ayant pour objet le remplacement du central téléphonique de l'Hôtel de Ville de Tournai par une solution de type téléphonie IP a été publié au bulletin des adjudications le 21 octobre 2014."
  2. " Vu sa décision du 22 septembre 2014 de passer un marché conjoint Ville/Centre public d'action sociale (CPAS) de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la maintenance d'une solution logicielle de gestion de la comptabilité et des taxes communales couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS dont le coût est estimé à 285.000,00 € hors TVA, soit 344.850,00 € TVA comprise (part ville : 230.505,00 € - part CPAS : 114.345,00 €); Vu sa décision du 22 septembre 2014 de passer un marché conjoint Ville/CPAS de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la maintenance d'une solution logicielle permettant le calcul des rémunérations des agents et la gestion des ressources humaines couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS dont le coût est estimé à 268.000,00 € hors TVA, soit 324.280,00 € TVA comprise (part ville : 170.610,00 € - part CPAS : 153.670,00 €); Considérant que suite aux réunions d'informations qui se sont déroulées le 16 octobre 2014, les documents des marchés approuvés ont été complétés par des listings reprenant les réponses aux questions posées par les différentes sociétés; Considérant que ces listings consistent principalement en des précisions quant aux attentes techniques du pouvoir adjudicateur et en des modifications des inventaires (un poste ayant été omis dans ceux-ci); Des avis rectificatifs aux documents des marchés ayant pour objet l'acquisition et la maintenance de solutions logicielles comptables et de gestion des ressources humaines ont été envoyés au bulletin des adjudications et au journal officiel des communautés européennes en dates des 21 et 22 octobre 2014."
  3. Arrêté de Monsieur le Gouverneur de la province de Hainaut le 27 novembre 2014, par lequel il approuve la délibération du 10 novembre 2014 fixant la contribution financière de la Ville au budget 2015 de la zone de police, libellé comme suit :

" Vu la délibération en date du 10 novembre 2014, par laquelle le Conseil communal de Tournai arrête le montant de la contribution financière de la Ville à la zone de police pluricommunale de Tournai, Antoing, Brunehaut et Rumes pour l'exercice 2015;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, notamment, les articles 40, 66, 71 et 76;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 2005 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale, tel que modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 2008 et 18 décembre 2012;

Considérant que la tutelle spécifique telle que définie dans le chapitre V de la susdite loi du 7 décembre 1998 veille au respect des normes en matière de contribution financière communale;

Considérant que la contribution financière de Tournai prévue aux articles 33001/485-48 "dotation communale AC Tournai" et 33008/485-48 "dotation complémentaire AC Tournai" du budget 2015 de la zone de police du Tournais s'élève respectivement à 10.591.845,03 € et 311.235,49 €;

Considérant qu'en vertu de l'article 66 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'approbation de la décision relative à la contribution d'une commune à la zone pluricommunale de police ne peut être refusée que pour violation des dispositions comprises dans la susdite loi ou prises sur base de cette loi;

Considérant que les montants arrêtés par le Conseil communal de Tournai en séance du 10 novembre 2014, à titre de contribution financière à la zone de police, sont conformes aux montants inscrits au budget 2015 de la zone de police de Tournai, Antoing, Brunehaut et Rumes;

Par ces motifs,

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : la délibération du 10 novembre 2014, par laquelle le Conseil communal de Tournai arrête la contribution financière de la Ville à la zone pluricommunale de Tournai, Antoing, Brunehaut et Rumes pour l'exercice 2015, est approuvée au montant total de 10.903.080,52 €.

Article 2 : le présent arrêté sera porté à la connaissance du Conseil communal, lors de sa prochaine séance, conformément à l'article 72 § 2, alinéa 3 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 3 : le présent arrêté sera notifié :

- à Monsieur le Bourgmestre de Tournai
- à Monsieur le Ministre de l'intérieur, direction générale sécurité et prévention, direction gestion policière, boulevard de Waterloo, 76 à 1000 Bruxelles
- au Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle, 5, direction de Mons, site du Béguinage, rue Achille Legrand, 16 à 7000 Mons."

Conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sur proposition de Monsieur le Président, le Conseil communal, à l'unanimité des membres présents, déclare ensuite l'urgence d'examiner le point suivant :

\* Fêtes de fin d'année 2014. Sapin de Noël sur la Grand Place. Travaux d'implantation. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

La nécessité de déplacer le sapin ornant traditionnellement la Grand Place pendant les fêtes de fin d'année, et, corollairement, celle d'aménager un socle suffisamment solide pour éviter tout risque de chute de l'arbre, motivent l'urgence de ce dossier.

L'urgence est déclarée par les membres suivants :

Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. G. DENONNE, R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE et R. DEMOTTE.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** et Monsieur le Conseiller communal **A. MELLOUK** entrent en séance.

2. Motion relative au mandat donné le 14 juin 2013 par le Conseil des ministres européens pour la conclusion avec les Etats-Unis d'un accord appelé «Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement».

LE CONSEIL COMMUNAL **PREND CONNAISSANCE** de la motion déposée par le groupe ECOLO, le groupe cdH et Monsieur le Conseiller communal G. HUEZ (PS), relative au mandat donné le 14 juin 2013 par le Conseil des ministres européens pour la conclusion avec les Etats-Unis d'un accord appelé «Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement».

Monsieur le **Président** de séance cède d'emblée la parole à Monsieur le Conseiller communal cdH, **X. DECALUWE**. Celui-ci fait la déclaration suivante :

" Depuis plusieurs mois, l'établissement du traité transatlantique avec les Etats-Unis fait débat dans divers milieux. Ce traité, négocié avec peu de transparence, pourrait aboutir en 2015, c'est-à-dire demain. Des mouvements citoyens interpellent régulièrement le monde politique quant au danger d'aller plus loin dans cet accord qui aurait pour conséquence de scotcher l'Europe aux Etats-Unis d'un point de vue économique, financier et commercial, mais aussi avec des incidences possibles en matière culturelle, de santé, d'enseignement.

Ces critiques sont présentes à des degrés divers dans différents courants d'opinion qui dépassent les clivages qu'on connaît dans la politique.

Dans notre région, plusieurs groupements ont interpellé les élus sur les conséquences possibles de cet accord et en proposant que le Conseil communal se positionne à travers la motion qui vous est présentée au vote. Notre groupe a décidé de soutenir cette démarche, comme le fait le cdH national qui demande clairement de suspendre les négociations.

Il serait trop long et fastidieux de décrire dans le détail les craintes existantes par rapport à ce traité : perte d'autonomie de l'Europe, des pays, des régions, risques en matière de normes sanitaires (OGM ? hormones de croissance ?), risques de privatisation extrême dans des domaines d'utilité publique comme l'eau, la santé, l'éducation... L'une des grosses craintes est également la manière dont seront traités les litiges provenant de cet accord.

On pourrait se dire que cette problématique dépasse le niveau communal, mais ce traité concerne tous les citoyens et tous les niveaux de pouvoir. Et de toute manière, la ville peut prendre des positions et

mener des actions qui dépassent le cadre strictement communal comme elle le fait d'ailleurs par des initiatives dans le domaine de la coopération au développement.

Il est évident qu'une motion votée au Conseil communal de Tournai ne va pas changer le monde, mais on peut penser que d'autres communes feront ce type de démarche et qu'en complément aux autres actions citoyennes, cela pourrait contribuer à faire réfléchir dans d'autres lieux. En France, une démarche similaire a eu un réel succès.

Adopter une motion, ce n'est pas grand-chose mais ne rien faire, c'est encore moins.

Libre à chacun, en plus, de relayer cette préoccupation auprès de ses divers relais. Le débat sur cette motion donnera aussi l'occasion à la presse présente d'en profiter pour informer le public sur cet enjeu méconnu."

Avant de donner son avis à l'assemblée, le **Président** de séance précise que le Conseiller communal cdH, X. DECALUWE, exprime un point de vue parmi d'autres dans l'ensemble des dépositaires de cette motion. Il intervient ensuite :

" Je rappelle que cette motion avait été reportée après le dernier Conseil communal du 1<sup>er</sup> décembre en l'absence de l'un des signataires. J'ai eu l'occasion d'en prendre connaissance. Je n'ai pas d'objection sur le fond. Par contre, j'y ai trouvé un certain nombre de faiblesses juridiques qui pourraient ne pas servir la cause.

En premier lieu en ce qui concerne la question des compétences. Je donne un exemple : les matières d'éducation et de santé ne sont pas fédérales. Elles ont trait aux compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles dont je suis, par ailleurs, ministre-président. Demander au gouvernement fédéral d'agir dans ces matières au niveau international est une erreur. Une commission mixte travaille sur la répartition et les modes de ratification du traité. Cette commission considère que la nature de ce traité implique que la Fédération Wallonie-Bruxelles et les régions soient parties prenantes. Autre exemple : le droit de l'environnement est aujourd'hui, pour l'essentiel, confié aux entités régionales.

Je partage par ailleurs ce qui a été dit sur les risques, sur la portée presque outrageante du dispositif : les entités publiques souveraines sont exclues des mécanismes de règlement des conflits. Si nous acceptons ce traité en l'état, nous acceptons une machine qui sert à broyer les avancées en droit sur le plan de l'environnement, de la protection des droits sociaux et de la protection de la concurrence pour nos propres entreprises. J'aimerais que ce traité transatlantique conclue au contraire que la norme la plus élevée doit être appliquée des deux côtés de l'Atlantique. Dans le cas présent, on refuse une négociation parce qu'on craint d'aller vers le bas. Mais la position de la Belgique dans l'Union européenne et par rapport aux Etats-Unis est d'aller rechercher les normes les plus élevées et de les imposer des deux côtés de l'Atlantique.

Plusieurs dispositifs internationaux sont violés par ce projet actuel de traité. Je rappelle à cet égard une résolution du parlement européen du 25 novembre 2010 sur les droits de l'homme, les normes sociales et environnementales dans les accords commerciaux internationaux. Il serait en total désaccord avec cette résolution. Si je me réfère aux huit conventions principales de l'organisation internationale du travail (OIT), les Etats-Unis n'ont, à ce jour, approuvé que deux de ces conventions. Cela signifie qu'en adoptant un traité qui nous met au diapason de la norme la plus faible, nous abandonnerions six des huit conventions que nous avons signées. Le texte proposé aujourd'hui en motion doit faire référence à ces deux instruments juridiques.

Enfin, il y a un troisième instrument juridique auquel j'ai été associé. C'est l'exception culturelle garantie par la convention UNESCO signée à Paris le 20 octobre 2005. Cet instrument devrait figurer également dans la motion.

Je suggère que ces propositions de modification soient intégrées à la proposition de motion qui figure à l'ordre du jour, de manière ce que nous adoptions une attitude commune.

Je m'adresse aux dépositaires de la proposition de cette motion : les temps de réaction sont trop courts en Conseil; je suggère donc de suspendre le Conseil un quart d'heure pour permettre aux différents groupes de relire ce texte et de voir comment nous pouvons présenter un texte commun, car l'unanimité est requise dans ce genre de démarche."

Il cède ensuite la parole à Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, qui fait la déclaration suivante après avoir précisé qu'il n'était pas prévu que le Conseiller communal cdH, X. DECALUWE, s'exprime au nom des trois formations politiques dépositaires de la motion :

" Ce traité est négocié en silence par la commission européenne et les grandes entreprises pour les grandes entreprises. Il mettra en danger notamment les normes environnementales européennes et les acquis sociaux européens. Il affaiblira aussi le pouvoir politique dans la mise en œuvre de ses objectifs. Une localité voulant privilégier pour ses cantines scolaires les produits locaux par exemple risque de ne pas pouvoir le faire au nom de la libre concurrence.

ECOLO est opposé à la signature de ce traité et il l'a déjà fait savoir dans de nombreux lieux. D'ailleurs, des motions déposées à l'initiative d'ECOLO dans de nombreuses communes ont déjà été votées. Aujourd'hui, la démarche est d'autant plus intéressante que la motion est déposée par plusieurs groupes politiques de ce Conseil.

La motion propose de se déclarer "zone hors grand marché transatlantique". Nous sommes bien conscients que cet aspect ne sera que symbolique, mais néanmoins marquant. Martine AUBRY l'a fait signer par exemple pour le Nord de la France. Alors pourquoi pas nous ?

Ce traité est une véritable atteinte à nos droits fondamentaux de démocratie et d'autodétermination de notre mode de vie. Les négociations de ce traité se font en silence. Notre seule arme est la protestation et le soulèvement populaire pour que ce traité soit rejeté.

Merci aussi à la population qui sensibilise et se mobilise pour que ce projet ne puisse pas voir le jour."

A l'issue de cette intervention, le Conseil communal, à l'unanimité, sur proposition du Président de séance, décide de suspendre ses travaux afin de permettre aux conseillers qui le souhaitent de proposer des amendements au texte proposé.

Le Conseil communal reprend ses travaux à 20 heures 13.

Le **Président** de séance donne connaissance à l'assemblée de la proposition de motion amendée. Il invite ensuite les membres du Conseil à faire part de leurs observations éventuelles sur cette proposition de synthèse.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, formule cinq propositions d'amendement :

- 1) 6<sup>ème</sup> paragraphe : ajouter "et des droits fondamentaux au travail"
- 2) 9<sup>ème</sup> paragraphe : ajouter "y compris le cas spécifique de la coopération au développement"
- 3) 10<sup>ème</sup> paragraphe : remplacer "produire" par "puisse produire"
- 4) 16<sup>ème</sup> paragraphe : remplacer "les mécanismes et arbitrages" par "un mécanisme d'arbitrage privé"

5) 20<sup>ème</sup> paragraphe : après "Tournai se déclare...", ajouter "en l'état actuel"

Les autres conseillers ne formulent pas de proposition d'amendement.

Le **Président** de séance invite alors le Conseil communal à voter sur les propositions d'amendement de Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, B. MAT.

La première proposition est adoptée à l'unanimité.

La deuxième proposition est adoptée à l'unanimité.

La troisième proposition est rejetée à la majorité des Conseillers, après débat. Messieurs les Conseillers communaux B. MAT et J. DEVRAY votent pour.

La quatrième proposition est adoptée à l'unanimité.

La cinquième proposition est rejetée à l'unanimité, après débat.

Pour le MR, Monsieur le Conseiller communal, **J.-L. CLAUX**, fait part de sa satisfaction à l'égard de la synthèse amendée. Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, fait également part de la satisfaction de sa famille politique au sujet du même texte.

Le **Président** de séance se réjouit de la cohésion du Conseil communal. "Ce n'est pas un texte de défense. Au contraire, nous allons à l'offensive et nous ne votons pas un texte égoïste !" se réjouit-il.

A l'issue de ce vote, le Conseil communal, à l'unanimité, adopte la motion suivante :

" Le Conseil communal,

Vu la résolution du Parlement européen du 25 novembre 2010 sur les droits de l'Homme et les normes sociales et environnementales dans les accords commerciaux internationaux;

Considérant que l'Union européenne et les Etats-Unis négocient un vaste accord de libre échange : Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP);

Considérant que les Etats-Unis n'ont ratifié que deux des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT);

Constatant le manque de transparence du mandat de négociation du TTIP et considérant les possibles conséquences inquiétantes, notamment en termes de concurrence, de normes sociales, environnementales, économiques, sanitaires, agricoles, de propriété intellectuelle, d'exception culturelle;

Considérant que la Belgique ne doit faire aucune concession sur le principe de l'exception culturelle et doit assurer le respect absolu de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée à Paris, le 20 octobre 2005;

Considérant l'importance de préserver le niveau de protection des normes sociales, sanitaires et environnementales et des droits fondamentaux du travail en vigueur au sein de l'Union européenne et d'assurer leur respect par les entreprises européennes et étrangères opérant sur le marché unique européen;

Considérant que les accords de libre-échange ne doivent pas se révéler comme des outils utilisés par certains pour assouplir, voire abroger les législations européennes, nationales, régionales, provinciales ou communales;

Considérant que le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats actuellement défendu par les négociateurs de l'accord créerait une cour arbitrale composée d'experts non élus devant laquelle les communes, livrées aux avocats d'affaires, pourraient être directement attaquées par une firme privée; ceci signifie que toute espèce de norme sociale, sanitaire, alimentaire, environnementale ou technique adoptée par un Etat, une région, une commune, dès lors qu'elle contrarie une firme privée, pourrait être attaquée devant un mécanisme d'arbitrage privé;

Considérant qu'un tel montage juridique limiterait la capacité des autorités publiques de maintenir des services publics (éducation, santé...), de protéger les droits sociaux, de garantir la protection sociale, de maintenir des activités associatives, sociales, culturelles préservées du marché, y compris le cas spécifique de la coopération au développement (menaçant par là la diversité culturelle et linguistique);

Vu le risque pour la commune que le TTIP produise des effets directs ou indirects sur ses missions et sur la gestion des services publics;

Le Conseil Communal :

**affirme** ses craintes quant aux négociations telles qu'actuellement menées dans le cadre du TTIP qui constituent une menace grave pour nos démocraties communales, notamment en matière économique, sociale, sanitaire, environnementale, culturelle;

**refuse** toute tentative de dérégulation de nos normes et toute tentative d'affaiblir le cadre communal, régional, national ou européen notamment en matière sociale, de santé, d'environnement, des travailleurs, des consommateurs et des entreprises;

**demande** aux autorités belges compétentes et concernées d'exiger que les négociations concernant le projet de Partenariat transatlantique sur le Commerce et l'Investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique visent absolument une harmonisation vers le haut, c'est-à-dire intégrant les normes les plus élevées, que cela concerne les droits sociaux et la santé, les droits humains, les dispositifs de protection de l'environnement ou encore la protection des travailleurs et des consommateurs;

**demande** aux autorités belges compétentes que les services publics et d'intérêt général soient absolument préservés du projet de traité;

**marque sa ferme opposition** à toute clause de règlement des différends entre les investisseurs et les autorités publiques par un mécanisme d'arbitrage privé;

**demande** aux autorités belges compétentes qu'un large débat sur l'ensemble des accords de libre échange impliquant la participation de tous les niveaux de pouvoir, dont les autorités communales mais aussi les organisations syndicales et associatives représentatives, les organisations socioprofessionnelles et les citoyens, soit organisé;

**demande** aux autorités belges compétentes de faire pression au niveau européen afin que les négociations sur ce projet de partenariat se fassent dans la plus grande transparence à l'égard des consommateurs et des citoyens.

Ce traité recèle des atteintes à l'imperium de l'Etat et à la souveraineté assumée au niveau national, régional, communautaire, provincial et communal.

Pour cette raison, Tournai se déclare ville hors zone au TTIP. "

Cette délibération sera transmise aux autorités compétentes, soit :

- les instances européennes
- le Gouvernement fédéral
- la Région wallonne
- la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le public salue cette décision par des applaudissements nourris.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant la proposition de motion déposée par le groupe ECOLO, le groupe cdH et Monsieur le Conseiller communal G. HUEZ, relative au mandat donné le 14 juin 2013 par le Conseil des ministres européens pour la conclusion avec les Etats-Unis d'un accord appelé «partenariat transatlantique de commerce et d'investissement», libellée comme suit :

" Vu la résolution du Parlement européen du 25 novembre 2010 sur les droits de l'homme et les normes sociales et environnementales dans les accords commerciaux internationaux;

Vu le mandat relatif à la conclusion avec les Etats-Unis d'un accord appelé "Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement", donné par le Conseil des ministres européens des affaires étrangères et du commerce le 14 juin 2013;

Considérant que cet accord créerait une cour arbitrale composée d'experts non élus, devant laquelle les Communes, livrées aux avocats d'affaires, pourraient être directement attaquées par une firme privée et que cela signifie que toute espèce de norme – sociale, sanitaire, alimentaire, environnementale ou technique – adoptée par une Commune, dès lors qu'elle contrarie une firme privée, pourrait être attaquée devant un mécanisme d'arbitrage privé;

Considérant qu'un tel montage juridique limiterait la capacité des Etats de maintenir des services publics (éducation, santé...), de protéger les droits sociaux, de garantir la protection sociale, de maintenir des activités associatives, sociales, culturelles préservées du marché (menaçant par là la diversité culturelle et linguistique);

Le Conseil communal de Tournai,

- demande au Gouvernement fédéral et aux institutions européennes d'arrêter les négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) du fait de l'absence de contrôle démocratique et de débat public sur les négociations en cours;
- affirme que le projet de traité de Partenariat transatlantique constitue une grave menace pour nos démocraties communales, en matière économique, sociale, sanitaire, environnementale, culturelle;
- refuse toute tentative d'affaiblir le cadre communal, national ou européen en matière de santé, d'environnement, de protection des travailleurs, des consommateurs et des entreprises;
- s'oppose à la création d'un mécanisme de règlement privé des différends touchant les collectivités publiques;
- se déclare "zone hors grand marché transatlantique.";

Vu les propositions d'amendement examinées en séance;

A l'unanimité;

#### **APPROUVE :**

la motion amendée, dont les termes suivent :

"Le Conseil communal,

Vu la résolution du Parlement européen du 25 novembre 2010 sur les droits de l'Homme et les normes sociales et environnementales dans les accords commerciaux internationaux;

Considérant que l'Union européenne et les Etats-Unis négocient un vaste accord de libre échange : Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP);

Considérant que les Etats-Unis n'ont ratifié que deux des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT);

Constatant le manque de transparence du mandat de négociation du TTIP et considérant les possibles conséquences inquiétantes, notamment en termes de concurrence, de normes sociales, environnementales, économiques, sanitaires, agricoles, de propriété intellectuelle, d'exception culturelle;

Considérant que la Belgique ne doit faire aucune concession sur le principe de l'exception culturelle et doit assurer le respect absolu de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée à Paris, le 20 octobre 2005;

Considérant l'importance de préserver le niveau de protection des normes sociales, sanitaires et environnementales et des droits fondamentaux du travail en vigueur au sein de l'Union européenne et d'assurer leur respect par les entreprises européennes et étrangères opérant sur le marché unique européen;

Considérant que les accords de libre échange ne doivent pas se révéler comme des outils utilisés par certains pour assouplir, voire abroger les législations européennes, nationales, régionales, provinciales ou communales;

Considérant que le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats actuellement défendu par les négociateurs de l'accord créerait une cour arbitrale composée d'experts non élus devant laquelle les communes, livrées aux avocats d'affaires, pourraient être directement attaquées par une firme privée; ceci signifie que toute espèce de norme sociale, sanitaire, alimentaire, environnementale ou technique adoptée par un Etat, une région, une commune, dès lors qu'elle contrarie une firme privée, pourrait être attaquée devant un mécanisme d'arbitrage privé;

Considérant qu'un tel montage juridique limiterait la capacité des autorités publiques de maintenir des services publics (éducation, santé...), de protéger les droits sociaux, de garantir la protection sociale, de maintenir des activités associatives, sociales, culturelles préservées du marché, y compris le cas spécifique de la coopération au développement (menaçant par là la diversité culturelle et linguistique);

Vu le risque pour la commune que le TTIP produise des effets directs ou indirects sur ses missions et sur la gestion des services publics;

Le Conseil Communal

**affirme** ses craintes quant aux négociations telles qu'actuellement menées dans le cadre du TTIP qui constituent une menace grave pour nos démocraties communales, notamment en matière économique, sociale, sanitaire, environnementale, culturelle;

**refuse** toute tentative de dérégulation de nos normes et toute tentative d'affaiblir le cadre communal, régional, national ou européen notamment en matière sociale, de santé, d'environnement, des travailleurs, des consommateurs et des entreprises ;

**demande** aux autorités belges compétentes et concernées d'exiger que les négociations concernant le projet de Partenariat transatlantique sur le Commerce et l'Investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique visent absolument une harmonisation vers le haut, c'est-à-dire intégrant les normes les plus élevées, que cela concerne les droits sociaux et la santé, les droits humains, les dispositifs de protection de l'environnement ou encore la protection des travailleurs et des consommateurs;

**demande** aux autorités belges compétentes que les services publics et d'intérêt général soient absolument préservés du projet de traité;

**marque sa ferme opposition** à toute clause de règlement des différends entre les investisseurs et les autorités publiques par un mécanisme d'arbitrage privé;

**demande** aux autorités belges compétentes qu'un large débat sur l'ensemble des accords de libre-échange impliquant la participation de tous les niveaux de pouvoir, dont les autorités communales mais aussi les organisations syndicales et associatives représentatives, les organisations socioprofessionnelles et les citoyens, soit organisé;

**demande** aux autorités belges compétentes de faire pression au niveau européen afin que les négociations sur ce projet de partenariat se fassent dans la plus grande transparence à l'égard des consommateurs et des citoyens.

Ce traité recèle des atteintes à l'imperium de l'Etat et à la souveraineté assumée au niveau national, régional, communautaire, provincial et communal.

Pour cette raison, Tournai se déclare ville hors zone au TTIP. "

Cette délibération sera transmise aux autorités compétentes, soit :

- les instances européennes
- le Gouvernement fédéral
- la Région wallonne
- la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Madame la Conseillère communale **B. DEWAELE** sort de séance.

3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai. Gestion du stationnement, modification de la zone bleue.

Après lecture du rapport introductif du Collège communal par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS**, Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, est invité à s'exprimer en premier :

" Nous nous interrogeons sur le timing de ce plan de stationnement. La consultation et les débats sur le plan communal de mobilité vont tout juste commencer. Pourquoi mettre la charrue avant les bœufs ? Ce plan est très proche de celui suggéré dans le plan communal de mobilité (PCM). Pourquoi mettre en place des mesures liées à la mobilité avant l'enquête publique, l'avis de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de la mobilité (CCATM) (qui a eu une présentation mais pas le document) et le débat au Conseil ? Comme lors des précédents Conseils, nous ne voterons des points liés à la mobilité qu'une fois le plan communal de mobilité débattu et voté."

Monsieur l'Echevin de la mobilité, **A. BOITE**, rappelle que la convention avec City Parking prend fin le 31 décembre 2014. Toutes les dispositions doivent être prises pour que le plan de stationnement soit mis en application, tout en tenant compte des délais de tutelle.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, rappelle que sa famille politique ne conçoit pas que le plan de stationnement soit dissocié du plan de mobilité. Ce dernier va être prochainement soumis à enquête publique, ce qui risque d'avoir une incidence sur le plan de stationnement.

"Encore une fois, c'est mettre la charrue avant les bœufs !" s'exclame-t-elle.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, complète cette intervention en abordant la question du coût des dispositions.

Pour Tournai Plus, Monsieur le Conseiller communal **B. MAT** signale que par cohérence avec ses votes précédents, son groupe s'abstiendra sur ce point.

Madame la Conseillère communale cdH, **H. CLEMENT-COUPLET**, précise que le cdH votera contre ce point, également par cohérence avec ses votes précédents.

Par 26 voix pour, 6 voix contre et 2 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu les décisions du Conseil communal des 2 mai 2005 et 2 juillet 2007 réglementant le stationnement 30 minutes sur la Grand Place;

Vu les décisions du Conseil communal du 7 septembre 2009 décidant de marquer son accord sur le projet d'extension du stationnement réglementaire dans l'intra-muros et sur les nouvelles modalités de gestion de cette extension;

Vu les décisions du Conseil communal du 16 novembre 2009 approuvant les règlements complémentaires sur la police de roulage concernant l'extension des zones de stationnement et la création de quartiers;

Vu la décision du Conseil communal du 26 avril 2010 approuvant le règlement complémentaire sur la police de roulage apportant des modifications au règlement complémentaire sur la police de roulage du 16 novembre 2009;

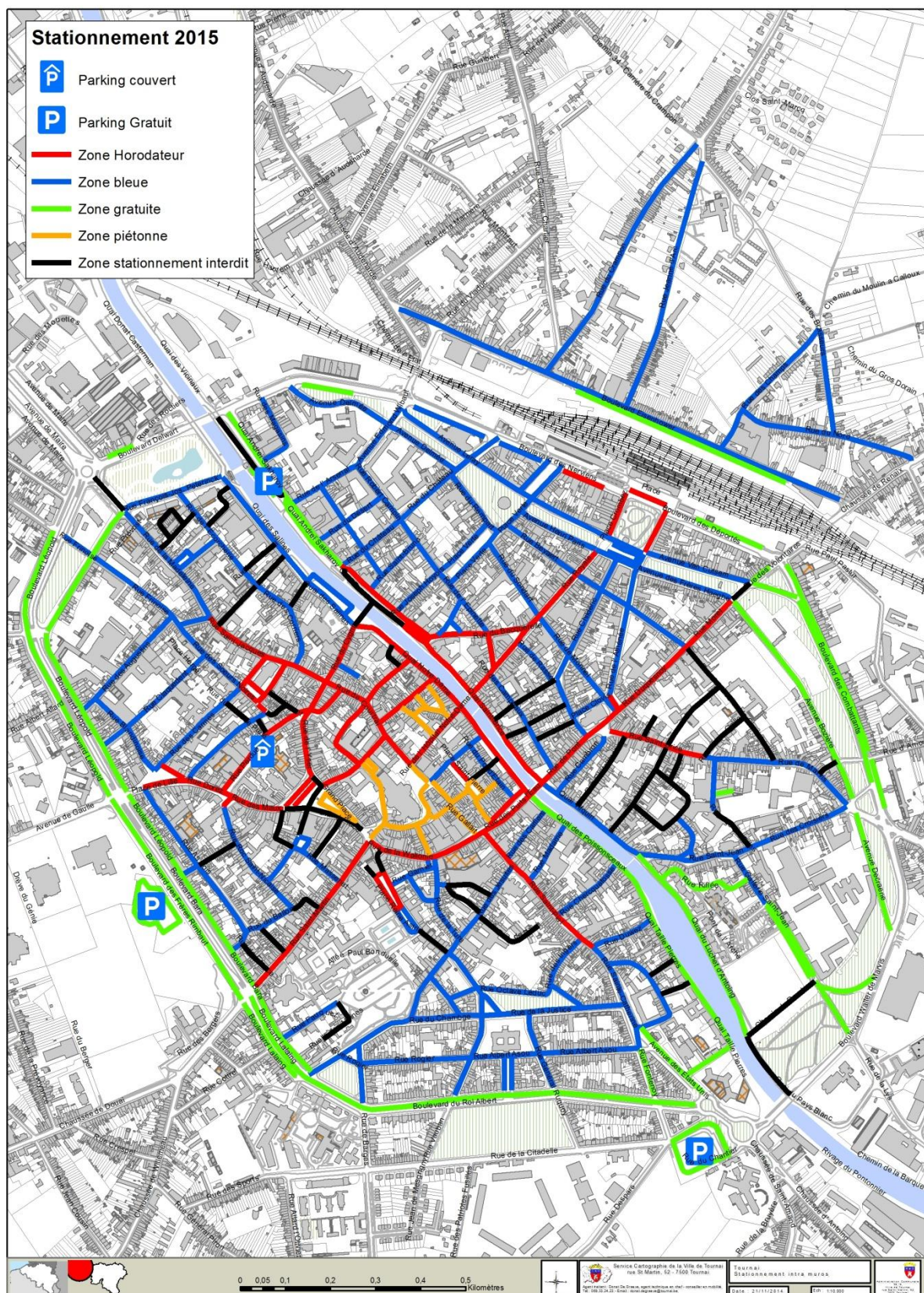
Vu la décision du Conseil communal du 9 juillet 2012 approuvant le règlement complémentaire sur la police de roulage concernant la gestion du stationnement dans le quartier formé par les rues du Nord, des Champs et des Brasseurs et le quartier formé par les rues du Crampon et Jeanne d'Arc;

Vu la décision du Conseil communal du 31 mars 2014 approuvant les lignes directrices de la politique de stationnement et plus particulièrement la suppression des zones bleues 4 heures, lesquelles sont remplacées par des zones bleues 2 heures;

Attendu que par mesure de simplification pour les riverains et les automobilistes, il y aurait lieu que le stationnement régi par zone bleue dans l'ensemble de l'intra-muros soit d'une durée maximale de deux heures;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan ci-dessous :



Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales et régionales;

Sur proposition du Collège communal;

Par 26 voix pour, 6 voix contre et 2 abstentions;

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : dans l'intra-muros de Tournai, ceint par les boulevards périphériques, tout stationnement régi par la zone bleue est abrogé.

Article 2 : dans le quartier formé par les rues du Crampon, des Champs, des Brasseurs, du Nord, Jeanne d'Arc et le Boulevard Eisenhower, le stationnement régi par la zone bleue 4 heures est abrogé.

Article 3 : sur la place Crombez comprise entre les avenues Van Cutsem et Leray, les rues Royale, Childéric et de l'Athénée, le stationnement payant est abrogé.

Article 4 : sur la Grand Place, la zone bleue 30 minutes est abrogée.

Article 5 : sur la place de l'Evêché, la place Paul Emile Janson, rue Soil de Moriamé et rue des Chapeliers, le stationnement payant est abrogé.

Article 6 : une zone de stationnement payant établie Place Reine Astrid entre le n° 9 et la rue d'Espinoy est abrogée.

Article 7 : une zone bleue, sauf pour les riverains, est établie dans Tournai dans les artères suivantes :

- rue Jeanne d'**Arc**
- rue de l'**Arsenal**
- rue **As Pois**
- rue Albert **Asou** (partie comprise entre la rue Vauban et la rue Général Ruquoy)
- rue Albert **Asou** (partie comprise entre la rue Général Ruquoy et la rue de Fontenoy)
- rue de l'**Athénée**
- rue des **Augustins**
- rue du **Ballon**
- rue de **Barges** (partie comprise entre la rue du Chambge et le boulevard du Roi Albert)
- rue **Barre Saint-Brice**
- place du **Becquerelle**
- rue **Beyaert** (partie comprise entre la rue Morel et la rue Childéric)
- rue **Beyaert** (partie comprise entre la rue Royale et la place Verte)
- rue **Beyaert** (partie comprise entre la rue Childéric et la rue Royale)
- rue **Blandinoise**
- rue des **Bouchers Saint-Jacques**
- rue Hippolyte **Boulanger**
- rue des **Brasseurs**
- rue **Cambron**
- rue des **Campeaux**
- rue Robert **Campin**
- place Victor **Carbonnelle**
- rue des **Carliers**
- rue des **Carmes**
- rue du **Chambge**
- rue des **Champs**

- rue du **Château**
- rue **Cherequefosse**
- rue **Childéric**
- rue **Claquedent**
- place **Clovis** (partie comprise entre la rue Barre Saint-Brice et la rue de Monnel)
- rue des **Corriers**
- rue du **Crampon**
- rue des **Croisiers**
- la place **Crombez** comprise entre les avenues Van Cutsem, Leray, les rues Royale, Childéric, et de l'Athénée
- rue **du Curé du Château**
- **impasse de la rue du Cygne**
- avenue **Delmée**
- rue du **Désert**
- rue **Duwez**
- rue de l'**Ecorcherie**
- boulevard **Eisenhower** (côté habitations)
- rue de l'**Epinette**
- rue de l'**Esplanade**
- rue **Fauquez**
- rue des **Filles-Dieu**
- rue **Floc à Brebis**.
- avenue des **Frères Haghe**
- rue **Frinoise** (partie comprise entre la rue des Augustins et l'allée latérale du boulevard Léopold)
- rue **Frinoise** (partie comprise entre l'allée latérale du Boulevard Léopold et le Boulevard Léopold)
- rue **Galterie Saint Jean** (partie comprise entre la rue Saint-Jean et la Résidence Chauffours)
- rue **Garnier**
- rue **Général Ruquoy** (parties comprises entre la rue de la Justice et le boulevard du Roi Albert)
- rue Joseph **Hoyois**
- rue des **Jésuites**
- rue de la **Justice**
- rue de la **Lanterne**
- rue Octave **Leduc**
- avenue **Leray**
- rue du **Limousin**
- rue de la **Loucherie**
- rue **Madame**
- rue de la **Madeleine**
- terrasse de la **Madeleine**
- rue des **Magasins**
- square **Marie-Louise**
- rue de **Marvis**
- rue **Massenet**
- rue de **Monnel**
- rue des **Moulins**
- place de **Nédonchel**
- boulevard des **Nerviens** (partie comprise entre le rond-point du Viaduc et la rue du Château)
- boulevard des **Nerviens** (partie comprise entre rue du Château et la Place Victor Carbonnelle)
- rue du **Nord**
- rue Jean **Noté**
- rue des **Paniers**
- place du **Palais de Justice**
- avenue Henri **Paris**

- rue François-Joseph **Péterinck**
- place Gabrielle **Petit**
- rue de la **Planche**
- rue du **Pot d'Etain**
- rue du **Premier Régiment de Chasseurs à Cheval**
- rue de **Rasse**
- rue des **Récollets**
- place **Reine Astrid** (partie comprise entre le n° 9 et la rue d'Espinoy)
- rue du **Rempart**
- rue **Roc Saint-Nicaise**
- rue **Rogier**
- rue **Saint-Bruno**
- rue **Saint-Georges**
- rue **Saint-Jean**
- rue **Sainte-Catherine**
- quai des **Salines**
- rue des **Sœurs Noires**
- rue du **Sondart**
- avenue du **Troisième Chasseur à Pied**
- rue de la **Ture**
- avenue **Van Cutsem**
- rue **Vauban** (partie comprise entre la rue du Chambge et le boulevard du Roi Albert)
- place **Verte** (partie située côté rue du Rempart et partie centrale)
- place **Verte** (partie située côté rue du Sondart)
- **Vieux marché au Beurre**
- quai **Vifquin**
- avenue Edmond **Wibaut**.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux à validité zonale d'entrée et de sortie reprenant le pictogramme du disque et la mention additionnelle «SAUF RIVERAINS».

Article 8 : dans le quartier formé par les rues du Crampon, des Champs, des Brasseurs, du Nord, Jeanne d'Arc et le Boulevard Eisenhower (côté habitations), une zone bleue, sauf pour les riverains, est établie.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux à validité zonale d'entrée et de sortie reprenant le pictogramme du disque et la mention additionnelle «SAUF RIVERAINS».

Article 9 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVI, M. G. DENONNE

Se sont abstenus : MM. A. PESIN, B. MAT

4. Plan communal de mobilité. Actualisation. Validation de la démarche d'élaboration. Soumission à enquête publique. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le 26 janvier 2004, vous approuviez le premier plan communal de mobilité.

Depuis 2004, de nombreux projets sont venus changer le paysage urbain tounaisien et repenser la question de la mobilité. Cette dynamique urbaine nécessite une adaptation de notre mobilité.

Suite à ce constat, le 8 avril 2010, le Collège communal sollicitait officiellement auprès du ministre de la mobilité et du Service public de Wallonie, l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai.

Le 29 juin 2010, le Ministre de la mobilité, Ph. HENRY marquait son accord pour cofinancer cette étude à hauteur de 75 % du montant total plafonné à 50.000,00 €.

Suite à cela, le 20 septembre 2010, vous approuviez la convention de délégation de maîtrise de l'ouvrage en vue de l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai au Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle "Mobilité et voies hydrauliques", département de la stratégie de la mobilité, direction de la planification de la mobilité.

A cette même date, vous approuviez également le cahier spécial des charges relatif à cette actualisation.

Ces différentes démarches ont conduit à la désignation du bureau d'études TRANSITEC pour effectuer l'actualisation du plan communal de mobilité.

Le plan communal de mobilité est un document de planification de l'organisation des déplacements. Il définit les principes de fonctionnement de l'ensemble des modes de déplacements dans une logique multimodale, et doit notamment s'inscrire dans une démarche de développement durable, en cohérence avec les orientations régionales et les autres documents de planification communaux.

L'actualisation du plan communal de mobilité porte plus particulièrement sur le centre-ville et son agglomération. Elle vise à accompagner les nouveaux projets de développement urbain. Elle permet de continuer les actions pour apaiser le trafic afin que chacun, quel que soit son mode de déplacement, trouve sa place en toute sécurité. Cette actualisation poursuit le déploiement de mesures favorisant les piétons, cyclistes et transports en commun, mesures qui incitent à une utilisation rationnelle de la voiture.

L'actualisation s'est articulée en trois phases clés. Il y a d'abord eu l'actualisation du diagnostic, la définition des enjeux et des objectifs et, pour terminer, les propositions.

Nous vous présentons aujourd'hui le rapport de synthèse de l'actualisation du plan communal de mobilité de façon à ce que vous puissiez en prendre en connaissance et en approuver la démarche de manière à pouvoir le soumettre à enquête publique.

Cette procédure vous permet ainsi de bénéficier du temps nécessaire à l'étude de ce rapport de façon à pouvoir en appréhender toutes les propositions préalablement à toute décision d'approbation. Décision qui ne pourra, d'ailleurs, se prendre qu'après avoir recueilli l'avis de la population par enquête publique et celui de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de la mobilité."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVI**D, intervient d'emblée :

" Je suis sans doute très jeune en politique et un peu naïve peut-être, mais quelle ne fut pas ma surprise d'entendre en commission qu'un plan communal de mobilité avait déjà été élaboré et accepté à l'unanimité en 2004 et que de ce plan, rien n'avait été mis en œuvre ! Cela veut dire qu'on a payé une étude pour la garder dans les tiroirs alors qu'il y avait assentiment unanime.

Désolée, mais là je ne comprends pas ! Pire... Des investissements ont été faits à l'encontre de ce qui se trouvait dans le plan comme le rond-point d'Imagix. Il est, en effet, prôné, et le nouveau plan ne fait que le confirmer, de ne pas faire de rond-point en périphérie de la ville parce que cela coûte cher (4 fois plus que des feux rouges), qu'on ne peut pas gérer les flux et que c'est très dangereux pour les piétons et les vélos. Allez m'expliquer pourquoi ce rond-point a été créé !

Aujourd'hui, on nous présente un nouveau plan très prometteur et qui nous enthousiasme à plus d'un titre. Je laisserai Guillaume s'exprimer sur le sujet. Mais nous nous posons quand même cette question : a-t-il été fait pour pouvoir prétendre à nouveau à des subsides régionaux ou par réelle volonté politique ? Est-ce que l'ensemble du Collège soutient le plan sachant qu'il ne va pas faire la part belle aux voitures puisqu'il a pour objectif de désengorger la ville des voitures bien trop nombreuses ? Nous nous questionnons vraiment. Mais soyons optimistes, comme dirait M. MEURIS.

L'enjeu aujourd'hui est la présentation du plan à la population. Une réunion d'information sera organisée au début de l'enquête publique, mais nous savons bien que tout le monde, même ceux très désireux d'y participer, ne pourra pas être présent. Alors, il reste les 132 pages à lire. Pour l'avoir fait, je peux vous dire que l'exercice est pour le moins indigeste et je ne suis pas certaine que beaucoup de citoyens se mettront à la tâche. Il nous semble essentiel de réaliser un résumé d'une quinzaine de pages maximum et dans un vocabulaire compréhensible par tous, pour qu'un maximum de citoyens puisse prendre part à la démarche.

Ce plan de mobilité sera celui de tous les Tournaisiens et il est essentiel que ceux-ci puissent en comprendre les enjeux et les conséquences. De plus, les habitants vivent leur quartier, contrairement au bureau d'études, et pourront sans doute amener des compléments ou des modifications pertinents au projet.

Autre suggestion, pourquoi ne pas décentraliser les séances d'information et les faire par quartier, peut-être même avec un animateur pour bien faire circuler la parole ?

Si vous voulez vraiment avoir un débat démocratique et participatif sur le sujet, la ville doit s'en donner les moyens.

D'autre part, le plan a été présenté en CCATM et c'est bien normal puisque c'est sa mission : commission consultative communale d'aménagement du territoire et de la mobilité. Une séance d'information très succincte pour faire les remarques, sans document papier ni avant ni après pour pouvoir examiner à tête reposée le plan. C'est pour le moins léger et nous déplorons à nouveau que la ville ne s'appuie pas réellement sur l'ensemble des expertises qu'elle a à sa disposition.

Alors, on veut bien rester optimistes, et nous voterons évidemment pour, mais donnez-nous des signes concrets qui nous rassurent."

Le **Président** de séance précise que le point figurant à l'ordre du jour concerne uniquement la procédure. Les questions de fond seront abordées ultérieurement.

Il rappelle les différents articles de communication qui seront mis à disposition des citoyens pour qu'ils puissent prendre connaissance des propositions et y réagir : information dans la revue communale Tournai-info, toutes-boîtes, carte,...

Il observe, par ailleurs, que Tournai est habité par deux sentiments contradictoires : le premier est que la Ville est insuffisamment desservie par la voiture dans l'hypercentre et le deuxième est que la part laissée à la circulation douce et aux voies douces est insuffisante. Je sais qu'il y a des choses à améliorer pour les piétons et les cyclistes dans le centre-ville et ce plan de mobilité le reconnaît. J'espère que le débat public permettra de convaincre un certain nombre de citoyens tournaisiens des avantages qu'il y a à trouver dans une mixité mieux équilibrée entre les moyens de transport. On ne souhaite pas l'engorgement."

Tout en partageant l'analyse sur le fond, la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, rappelle la nécessité, selon elle, de réaliser un travail pédagogique pour faire comprendre les enjeux et les objectifs du plan.

Le **Président** de séance signale qu'un effort particulier sera fait à ce sujet. Une synthèse sera jointe à la carte.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la décision du Conseil communal du 26 janvier 2004 approuvant le plan communal de mobilité de Tournai;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales;

Vu la décision du Collège communal du 8 avril 2010 sollicitant officiellement l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai auprès du ministre de la mobilité et des services de la direction de la planification de la mobilité du Service public de Wallonie;

Vu le courrier du ministre de la mobilité du 29 juin 2010, par lequel il marque son accord pour le cofinancement de l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai à hauteur de 75 % du montant total plafonné à 50.000,00 €;

Vu la décision du Conseil communal du 20 septembre 2010 :

- approuvant la convention de délégation de maîtrise de l'ouvrage en vue de l'actualisation du plan communal de mobilité au Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle "Mobilité et voies hydrauliques", département de la stratégie de la mobilité, direction de la planification de la mobilité;
- approuvant le cahier spécial des charges relatif à l'actualisation du plan communal de mobilité de la Ville de Tournai, en fonction de spécificités locales dressées en collaboration avec le Service public de Wallonie;

Attendu que le marché de services relatif à l'étude de l'actualisation du plan communal de mobilité a été attribué à la société TRANSITEC pour un montant de 99.341,00 € TVA comprise;

Considérant qu'un plan communal de mobilité est un document de planification de l'organisation des déplacements, qu'il définit les principes de fonctionnement de l'ensemble des modes de déplacements dans une logique multimodale et qu'il doit notamment s'inscrire dans une démarche de développement durable, en cohérence avec les orientations régionales et les autres documents de planification communaux;

Attendu que l'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai est plus particulièrement centré sur le centre ville et son agglomération et porte sur des thématiques spécifiques :

- le périmètre "agglomération" qui s'étend du cœur de ville à l'A8 au nord, l'A16 à l'est, Ere et Chercq au sud et Orcq et Froyennes à l'ouest. Pour ce périmètre, l'actualisation porte sur les points suivants :
  - \* développement socio-économique du territoire selon le projet de schéma de structure
  - \* schéma multimodal d'organisation des déplacements dans la ville (articulation des différents modes de transport les uns par rapport aux autres)
  - \* renforcement de l'intermodalité (dispositifs à mettre en œuvre pour générer des synergies entre les modes)
  - \* développement des itinéraires cyclables
- le périmètre "centre-ville" qui comprend l'hypercentre et les boulevards de ceinture. Les objectifs de l'actualisation sont :
  - \* la promotion des modes actifs (développer les déplacements des piétons et cyclistes)
  - \* l'actualisation de la politique du stationnement
  - \* l'aménagement et l'exploitation des voiries et carrefours;

Considérant que le rapport de synthèse de l'actualisation du plan communal de mobilité se constitue de trois volets :

- phase 1 – diagnostic de la situation actuelle
- phase 2 – définition des contraintes, des objectifs et identification des enjeux
- phase 3 – propositions;

Attendu que dans un premier temps (phase 1), la réflexion a porté sur une analyse de la situation existante via un recueil de données ciblées pour conduire à la mise en avant des points forts et faibles du territoire;

Attendu que dans un second temps (phase2), sur la base des éléments clés du diagnostic, les objectifs du plan communal de mobilité à moyen (2020) et long termes (2025) ont été définis. Il s'agit de décliner les enjeux territoriaux sur les problématiques de mobilité pour aboutir à des objectifs à la fois qualitatifs et quantitatifs;

Attendu que dans un troisième et dernier temps (phase 3), les objectifs du plan communal de mobilité ont été déclinés pour définir les éléments suivants :

- concept multimodal d'organisation des déplacements;
- plan des déplacements "tous modes";
- politique de stationnement;
- stratégie d'aménagement et d'exploitation des boulevards;
- modalités de mise en œuvre du plan communal de mobilité;

Considérant le rapport de synthèse de l'actualisation du plan communal de mobilité tel qu'établit par le bureau d'étude TRANSITEC;

Considérant que ce document doit faire l'objet d'une enquête publique d'un minimum de 45 jours permettant ainsi à la population de s'exprimer sur les propositions;

Considérant que ce document doit également faire l'objet d'un avis de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de la mobilité;

Attendu que les réclamations et observations de l'enquête publique, ainsi que l'avis de la commission consultative communale d'aménagement du territoire seront transmis et présentés à un prochain Conseil communal de façon à pouvoir approuver l'actualisation du plan communal de mobilité;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'approuver la démarche d'actualisation du plan communal de mobilité de Tournai et de le soumettre à enquête publique du 12 janvier au 1<sup>er</sup> mars 2015.

#### **5. Tournai, quartier du Maroc. Dénomination de deux nouvelles voiries. Approbation.**

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Logis tournaisien a sollicité deux nouvelles appellations pour les voiries du lotissement (L 06/01/03) en cours de construction à Tournai dans le quartier du Maroc entre le Vieux chemin d'Ere, la rue Mullier et la rue Roméo Dumoulin.

Le Service de police a suggéré de donner le nom de Résidence ou Clos Jean Vlaeminck à la nouvelle voirie en "fer à cheval" et de garder le nom de rue Mullier pour le prolongement de celle-ci.

La commission locale de toponymie propose, à l'unanimité, les appellations suivantes pour les 2 nouvelles voiries :

- voirie en "fer à cheval" : rue Lucien Jardez (1916-2000) du nom de l'ancien conservateur du musée de folklore (1982-1998), président du cabaret wallon (1964-1996) et défenseur de la langue picarde
- prolongation de la rue Mullier jusqu'à la rue Roméo Dumoulin : rue Docteur Jean Vlaeminck ou rue Jean Vlaeminck (1914-2004), cardiologue et surtout conservateur du musée d'histoire et d'archéologie (1988-1998).

Ces dénominations rendraient hommage au dévouement bénévole et passionné de ces deux personnalités tournaisiennes dans un quartier où l'un a donné des terres (M. Vlaeminck) et proche de celui où l'autre habitait.

Nous nous rallions à l'avis de la commission de toponymie locale après avoir consulté également la section wallonne de la commission royale de toponymie et de dialectologie.

Il vous appartient d'approuver ces dénominations."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Considérant que le Logis tournaisien a sollicité deux nouvelles appellations pour les voiries du lotissement (L 06/01/03) en cours de construction à Tournai dans le quartier du Maroc entre le Vieux chemin d'Ere, la rue Mullier et la rue Roméo Dumoulin;

Considérant que le service de police a émis l'avis de donner le nom de Résidence ou Clos Jean Vlaeminck à la nouvelle voirie en "fer à cheval" et de garder le nom de rue Mullier pour le prolongement de celle-ci;

Considérant l'avis de la commission locale de toponymie constituée suite à une décision du Collège communal du 28 décembre 2012, qui propose, à l'unanimité, les appellations suivantes pour les 2 nouvelles voiries :

- voirie en "fer à cheval": rue Lucien Jardez (1916-2000) du nom de l'ancien conservateur du musée de folklore (1982-1998), président du cabaret wallon (1964-1996) et défenseur de la langue picarde
- prolongation de la rue Mullier jusqu'à la rue Roméo Dumoulin : rue Docteur Jean Vlaeminck ou rue Jean Vlaeminck (1914- 2004), cardiologue et surtout conservateur du musée d'histoire et d'archéologie (1988-1998);

Considérant que ces dénominations rendraient hommage au dévouement bénévole et passionné de ces deux personnalités tournaisiennes dans un quartier où l'un a donné des terres (M. Vlaeminck) et où l'autre habitait;

Sur proposition du Collège qui se rallie à l'avis de la commission de toponymie locale tout en consultant également la section wallonne de la commission royale de toponymie et de dialectologie;

A l'unanimité;

## DECIDE:

d'attribuer la dénomination rue Lucien Jardez à la nouvelle voirie en "fer à cheval" dans le quartier du Maroc et rue Docteur Jean Vlaeminck pour le tronçon allant de la fin de la rue Mullier vers la rue Roméo Dumoulin.

6. Coordination accueil temps libre. Programme CLE (Coordination Locale de l'Enfance) 2015-2020. Approbation. Rapport d'activités 2013-2014 et plan d'action 2014-2015. Information.

Monsieur l'Echevin **V. BRAECKELAERE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) La cellule de coordination de l'accueil temps libre subsidiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles assure l'information et la coordination en matière d'accueil extrascolaire sur le territoire de la Ville de Tournai.

La Ville s'est, en effet, engagée auprès de l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE), via une convention, à mettre en œuvre la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre dans l'entité en respectant les dispositions du décret ATL (Accueil temps libre) qui sont : réunir une commission communale de l'accueil (CCA), en assurer la présidence, réaliser un état des lieux et établir un programme de coordination pour l'enfance.

Le deuxième programme CLE (Coordination locale de l'enfance) 2010-2015 arrivant à échéance en septembre 2015 et afin d'introduire la demande de renouvellement dans les délais impartis par l'ONE, la cellule de coordination de l'accueil temps libre a déjà réalisé début 2014 l'état des lieux de l'accueil des enfants de 2,5 à 12 ans dans l'entité.

Sur base de ses conclusions, un programme CLE 2015-2020 a été rédigé avec le soutien de la commission communale de l'accueil. Ce programme détermine les actions que la cellule de coordination de l'accueil temps libre mettra en œuvre sur une période de 5 ans afin de répondre aux besoins non rencontrés sur l'entité de Tournai.

L'Office de la naissance et de l'enfance a demandé, via son décret, que ce document soit soumis à votre approbation avant son envoi à la commission d'agrément.

Nous vous invitons, par conséquent, à prendre connaissance du contenu de ce document et à l'approuver.

- 2) La cellule de coordination de l'accueil temps libre subsidiée par la Fédération Wallonie Bruxelles assure l'information et la coordination en matière d'accueil extrascolaire sur le territoire de Tournai.

Cette cellule est soutenue par l'Office de la naissance et de l'enfance via des formations, des plateformes, des conseils, un suivi administratif, et l'élaboration d'outils organisationnels. Deux outils ont notamment été mis à disposition des coordinateurs afin de les aider à répartir et à organiser leur travail sur l'ensemble des 5 années du programme CLE (2010-2015) en fixant des objectifs année par année.

La quatrième année s'étant écoulée (septembre 2013 - août 2014), une évaluation du quatrième plan d'action a été réalisée par le biais d'un rapport d'activités. Le plan d'action 2014-2015 a également été rédigé et discuté avec les membres de la commission communale de l'accueil.

L'Office de la naissance et de l'enfance a demandé, via son décret, que ces documents soient soumis pour information au Conseil communal avant leur envoi à la commission d'agrément.

Nous vous invitons, par conséquent, à prendre connaissance du contenu de ces deux documents."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, fait l'intervention suivante :

" L'accueil temps libre est un élément important pour l'éducation des enfants, pour les familles actuellement. En effet, la plupart des parents ont un boulot à l'extérieur et, de plus en plus souvent, avec des horaires décalés par rapport à l'horaire strictement scolaire. Cela est source de stress pour de nombreuses familles qui recherchent une solution pour leurs enfants qui soit adaptée au rythme de travail mais aussi au rythme des enfants. Je me permets d'attirer votre attention sur certaines familles qui ont des difficultés particulières et pour qui l'accueil extrascolaire devrait être adapté : les familles monoparentales où le parent travaille à temps plein, les familles où les parents sont indépendants et ont donc des horaires souvent très décalés et les familles ayant un enfant handicapé qui recherchent souvent désespérément des lieux d'accueil notamment durant les vacances.

Dans votre état des lieux et dans vos objectifs, vous relevez d'ailleurs ces éléments. Nous vous encourageons vraiment à trouver avec d'autres acteurs de terrain des solutions pour ces familles souvent en détresse face à ces situations difficiles. Il existe bien un lieu dont la plage horaire est très large mais ce n'est pas suffisant pour une commune comme Tournai. Quant aux horaires des garderies, les parents soulignent souvent qu'un accueil devrait être organisé au moins jusque 18 heures, 5 jours semaine, le mercredi compris. Cela correspond effectivement aux horaires les plus courants des parents (les crèches aussi devraient être ouvertes jusque 18 heures d'ailleurs !!). Au vu du nombre important d'écoles à Tournai, tous réseaux confondus, il est urgent de trouver une solution aux garderies du mercredi et plus tard le soir, par un réel regroupement entre garderies d'écoles des différents réseaux mais de préférence au sein d'un même village, d'un même quartier plutôt qu'un regroupement par "direction d'écoles". J'ai déjà à de nombreuses reprises souligné le caractère innovant et intéressant de l'initiative de Vezon et j'ai rendu visite à celle-ci un mercredi après-midi, l'année dernière. Même si elle ne fonctionne plus que le mercredi après-midi, il est intéressant que ce jour-là, les enfants puissent être regroupés au sein de leur village. Pour le soir, c'est équivalent, on peut regrouper des accueils pour offrir des activités de qualité et de proximité aux familles : cela est possible certainement dans les centres de village plus importants comme Kain, Templeuve où il y a plusieurs implantations scolaires. Nous pensons, à ECOLO, que l'objectif d'un accueil de qualité et à des horaires adaptés à toutes les professions ne peut se faire qu'au moyen d'un regroupement des "forces" des différents réseaux scolaires, ainsi qu'avec l'aide d'autres acteurs de

terrain implantés dans les villages et les quartiers, comme les maisons de jeunes et endroits d'accueils alternatifs. D'où l'importance d'un réel travail en commun au sein de la commission d'accueil temps libre. Deux petites questions :

- pourquoi 6 implantations communales ne sont pas encore agréées et subventionnées en tant qu'accueil extrascolaire alors qu'une seule ne l'est pas pour le réseau libre ?
- pourquoi dans les catégories d'opérateurs, les plaines de jeux, les mouvements de jeunes, les maisons de jeunes et les AMO (Aides en milieu ouvert) sont regroupées ? Il me semble que les missions sont pourtant très différentes.

Nous voudrions souligner le travail pertinent de cette coordination dans la mesure où elle crée des synergies et des collaborations entre les services, au-delà des clivages public/privé."

Le **Président** de séance cède la parole à Monsieur l'Echevin PS, **P. ROBERT** :

" Il existe 214 opérateurs sur le territoire de Tournai qui accueillent ces enfants et ces jeunes et 64 implantations scolaires. C'est déjà très positif d'avoir ce genre d'actions et d'activités pour notre jeunesse et d'avoir une garderie dite "intelligente" pour les enfants dont les parents, qui travaillent, ne peuvent s'occuper. L'expérience, dont il a été question à la ferme "A Tertous", est à présent limitée aux mercredis après-midi. Les responsables des écoles ne désirent pas avoir de mélange d'enfants. A Templeuve, il existe une maison de quartier avec accueil extrascolaire ouvert à tous, mais l'une des deux écoles n'est pas intéressée. A Gaurain, nous avons fait la même démarche. Il s'agit d'activités proposées tous réseaux confondus. Mais l'une des deux écoles n'a pas désiré y participer. Nous faisons des propositions, mais nous ne pouvons contraindre. On ne trouve donc pas de solution. Pour les personnes qui travaillent tard, il existe des structures sur le territoire tournaïen à Kain et à Tournai notamment. Malheureusement, il y a un coût. La Ville, par le biais du SAIS avec son programme d'accueil extrascolaire, fait un maximum, mais il reste néanmoins un coût. Aujourd'hui, beaucoup d'écoles communales ont adhéré au programme CLE. Cela représente aujourd'hui, 11 à 12 écoles. Prochainement, les autres écoles vont adhérer au dispositif. On continue à travailler dans ce domaine-là !"

La Conseillère communale cdH, **H. CLEMENT-COUPLET**, ajoute qu'un sous-groupe se constituera prochainement pour ce qui concerne l'accueil des enfants handicapés par des professionnels.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que la cellule de coordination de l'accueil temps libre assure l'information et la coordination en matière d'accueil extrascolaire sur le territoire de la Ville de Tournai et qu'elle est subsidiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant la convention qui lie la Ville de Tournai à l'Office de la naissance et de l'enfance, et qui a pour objet la mise en œuvre de la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre dans l'entité de Tournai et de régir les modalités du partenariat;

Considérant que cette convention, dans son article 2, précise que «la Commune qui *adhère au processus de coordination ATL s'engage à respecter les dispositions du Décret ATL, notamment à réunir une commission communale de l'accueil (CCA), à en assurer la présidence, à réaliser un état des lieux et à établir un ou des programmes de coordination locale pour l'enfance (CLE).*»;

Considérant que le programme CLE actuel (2010-2015) arrive à échéance en septembre 2015 et qu'afin d'introduire la demande de renouvellement dans les délais impartis par l'ONE, la cellule de coordination de l'accueil temps libre a réalisé un état des lieux début 2014 de l'accueil des enfants de 2,5 à 12 ans dans l'entité;

Considérant que, sur base des conclusions de cet état des lieux, un programme CLE 2015-2020 a été rédigé avec le soutien de la commission communale de l'accueil et que ce programme détermine les actions que la cellule de coordination de l'accueil temps libre mettra en œuvre sur une période de 5 ans afin de répondre aux besoins non rencontrés sur l'entité de Tournai;

Considérant que l'Office de la naissance et de l'enfance a demandé, via son décret, que ce document soit soumis à l'approbation du Conseil communal;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### DECIDE :

de marquer son accord sur les termes du **programme CLE (Coordination Locale de l'Enfance) 2015-2020** :

### " I. Partie générale

#### 1. Identification des opérateurs d'accueil

##### 1.a. Introduction

**214** opérateurs d'accueil ont été répertoriés sur le territoire de la Ville/commune de Tournai (hors écoles, sachant que la commune compte **64** implantations scolaires tous réseaux confondus). Ce recensement non exhaustif s'est fait sur base des recherches des coordinatrices de l'accueil temps libre et grâce au travail réalisé par la gestionnaire du site *accueildesenfants.be* qui s'emploie à les répertorier tout au long de l'année.

Voici leur répartition par catégories, en distinguant le nombre d'implantations du nombre d'opérateurs, certains de ces derniers proposant leurs activités dans plusieurs endroits :

Catégorie	Nombre d'opérateurs	Nombre d'implantations
Soutien scolaire	6	6

Stages (uniquement)	7	19
Plaines, AMO, mouvements de jeunesse	8	32
Séjours	4	4
Expression artistique et corporelle	23	27
Sport	95	100
Culture	11	11 + bibliothèque de rue
Musique	15	15
Cours de langues	4	4
Nature	4	4
Espace ludique	2	2
Accueil extrascolaire	2	9
Prise en charge enfants porteurs de handicap	9	14
0 - 3 ans	12	13
Prise en charge enfants malades	5	1 et à domicile
Associations d'accueillantes conventionnées	3	
Accueillantes conventionnées	3	3
<b>TOTAL</b>	<b>214</b>	<b>266</b>
Aide, support aux associations	4	4

#### 1.b. Fiches d'identité des opérateurs partenaires

Les **214 opérateurs** recensés sur le territoire de la Ville ont reçu le questionnaire de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse. Ce dernier avait été prérempli sur base du dernier état des lieux (2010) et des mises à jour effectuées entre-temps, afin d'augmenter le nombre de réponses.

**96 questionnaires complétés** (entièrement ou partiellement) ont été rentrés. Seules les fiches d'identité de ces opérateurs-là sont donc complètes. Les autres fiches ne contiennent que les données étant en possession des coordinatrices de l'accueil temps libre.

Un opérateur est considéré comme partenaire du programme clé lorsque :

- il a déjà participé à une édition de la journée d'accueil extrascolaire ET/OU
- il a participé au speed dating des opérateurs de l'accueil en 2012 ET/OU
- il répond à nos sollicitations dans le cadre de la newsletter ET/OU
- il a répondu au questionnaire de l'état des lieux.
- il souhaite contribuer à la réalisation des objectifs du programme clé 2015-2020

Voici ci-dessous les fiches d'identité des opérateurs partenaires par secteur d'activités et, en annexe, le tableau reprenant les 214 opérateurs d'accueil présents dans l'entité.

#### Soutien scolaire

**Nom** : centres de scolarité et de loisirs du Centre public d'action sociale (CPAS)  
**Type d'activités** : soutien scolaire et loisirs durant les vacances scolaires  
**Horaires** : durant les périodes scolaires : du lundi au vendredi à partir de 15 heures 30.  
Durant les vacances scolaires : la moitié des vacances de 9 heures 30 à 17 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : 25 enfants de 6 à 14 ans  
**Tarif** : 1,00 € par semaine, par enfant. Participation plus élevée durant les vacances en fonction des activités réalisées  
**Lieu(x) des activités** : résidence Marcel Carbonnelle, 75 et rue Saint-Piat, 16 à 7500 Tournai  
**Siège** : rue de la Citadelle, 118 à 7500 Tournai

---

**Nom** : centres de soutien scolaire du Service d'aide à l'intégration sociale (SAIS)  
**Type d'activités** : soutien scolaire, suivi psychosocial, activités culturelles et de loisirs  
**Horaires** : durant les périodes scolaires : du lundi au vendredi à partir de 15 heures 30  
Durant les vacances scolaires : la moitié des vacances de 10 à 17 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : de 3 à 19 enfants de 6 à 15 ans  
**Tarif** : gratuit  
**Lieu(x) des activités** : rue d'Amour, 12 (Marvis) et rue Saint-Eloi, 59 (Maroc) à 7500 Tournai  
**Siège** : rue Saint-Piat, 3/7 à 7500 Tournai

---

**Nom** : école de devoirs Mullier  
**Type d'activités** : soutien pédagogique individuel réservé aux enfants de l'école  
**Horaires** : lundi, mardi et jeudi à partir de 15 heures 30  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : de 5 à 30 enfants de 6 à 12 ans  
**Tarif** : gratuit  
**Lieu(x) des activités** : rue Mullier, 86 à 7500 Tournai  
**Siège** : rue Mullier 86 à 7500 Tournai

---

**Nom** : école de devoirs Zone 51  
**Type d'activités** : soutien scolaire  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :  
**Siège** : rue Saint-Piat, 3/7 à 7500 Tournai

---

**Nom** : le p'tit génie  
**Type d'activités** : rattrapage scolaire  
**Horaires** : modules de 6 heures de cours à répartir les mercredis, samedis ou en période scolaire en fonction de la demande.  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : de 6 à 18 ans  
**Tarif** : tarif variable en fonction du nombre de participants de 6,00 à 20,00 € par heure  
**Lieu(x) des activités** : rue Childéric, 41 à 7500 Tournai  
**Siège** : rue Childéric, 41 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Luch'ouverte  
**Type d'activités** : école de devoirs, activités culturelles et de loisirs

**Horaires** : durant les périodes scolaires : du lundi au vendredi à partir de 15 heures 30

Durant les vacances scolaires : de 13 à 19 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : de 10 à 30 enfants de 6 à 26 ans

**Tarif** : cotisation annuelle de 4,00 € par enfant

Cotisation ponctuelle en fonction des activités organisées

**Lieu(x) des activités** : quai du Luchet d'Antoing, 2/3 à 7500 Tournai

**Siège** : quai du Luchet d'Antoing, 2/3 à 7500 Tournai

### Stages

**Nom** : ADSL

**Type d'activités** : stages sportifs et artistiques

**Horaires** : vacances scolaires uniquement de 8 heures à 17 heures 30

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 120 enfants de 3 à 13 ans

**Tarif** : de 70,00 à 80,00 € la semaine

**Lieu(x) des activités** : collège Notre-Dame, rue des Augustins, 30 et athénée Robert Campin, rue du Château, 18 à Tournai + Sainte-Union, avenue Montgomery à 7540 Kain

**Siège** : rue des Bugranes, 6 à 5100 Naninne

-----  
**Nom** : Culture, éducation, loisirs

**Type d'activités** : stages et défi santé

**Horaires** : vacances scolaires de 8 heures 30 à 15 heures 30 avec garderie à partir de 7 heures 30 jusque 17 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : 15 enfants de 2, 5 à 12 ans

**Tarif** : 45,00 €

**Lieu(x) des activités** : rue Childéric, 15 à 7500 Tournai

**Siège** : rue Childéric, 41 à 7500 Tournai

-----  
**Nom** : Planet Sports

**Type d'activités** : stages sportifs et artistiques

**Horaires** : uniquement durant les vacances scolaires de 8 heures à 17 heures 30

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : variable en fonction des demandes. De 3 à 13 ans

**Tarif** : de 45,00 €/semaine en demi-journée jusque 70,00 €/semaine en journée complète

**Lieu(x) des activités** : rue des Moulins, 1 à 7500 Tournai

**Siège** : rue du Pairoir, 39a à 5537 Bioul

-----  
**Nom** : Service jeunesse Ville de Tournai

**Type d'activités** : stages sportifs et récréatifs

**Horaires** : vacances scolaires

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : jusqu'à 20 enfants maximum par activité. A partir de 3 ans

**Tarif** : à partir de 15,30 €

**Lieu(x) des activités** : 12 locaux communaux dont 7 extra-muros

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

-----  
**Nom** : Dynarythmique

**Type d'activités** : stages sportifs et artistiques

**Horaires** : vacances scolaires. Accueil de 7 heures 45 à 17 heures 30  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : variable  
**Tarif** : de 60,00 à 95,00 € par semaine de stage  
**Lieu(x) des activités** : école Notre-Dame Auxiliatrice, rue Doublet, 18 à 7500 Tournai  
**Siège** : rue Ernest Mastel, 15 à 7190 Ecaussines

---

**Nom** : stages textiles Valérie Thomaes  
**Type d'activités** : stages de couture  
**Horaires** : 9 heures - 16 heures 30 (accueil de 7 heures 30 à 18 heures)  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : 6-12 ans  
**Tarif** : 70,00 €/semaine  
**Lieu(x) des activités** : rue Basse Couture, 38 à 7500 Tournai  
**Siège** : rue Basse Couture, 38 à 7500 Tournai

### Plaines, aide en milieu ouvert, mouvements de jeunesse

**Nom** : guides catholiques de Belgique  
**Type d'activités** : mouvement de jeunesse  
**Horaires** : toute l'année le dimanche matin et camp une fois par an  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : 280 enfants de 5 à 18 ans  
**Tarif** : cotisation entre 26,00 et 40,00 €  
**Lieu(x) des activités** : 2 unités dont une à Kain et l'autre à Tournai  
**Siège** : rue Paul-Emile Janson, 35 à 1050 Bruxelles

---

**Nom** : Jeunesse et santé  
**Type d'activités** : plaine de jeux  
**Horaires** : 7 semaines durant les vacances scolaires de 7 heures 30 à 17 heures 30  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : jusqu'à 100 enfants de 3 à 12 ans  
**Tarif** : 1,50 € par jour pour les adhérents; 4,50 € pour les non-adhérents; 5,00 € par excursion  
**Lieu(x) des activités** : Sainte-Union, Avenue Montgomery à 7540 Kain  
**Siège** : rue Saint-Brice, 44 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Port'Ouverte  
**Type d'activités** : maison de jeunes  
**Horaires** : toute l'année du lundi au samedi. Stages durant les vacances scolaires  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 35 personnes à partir de 10 ans  
**Tarif** : cotisation annuelle de 4,00 € avec supplément en fonction des activités  
**Lieu(x) des activités** : avenue Minjean, 9 à 7500 Tournai  
**Siège** : avenue Minjean, 9 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Régionale des patros  
**Type d'activités** : mouvement de jeunesse  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : rue des Carmes, 7 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Service jeunesse de la Ville de Tournai

**Type d'activités** : plaines de jeux

**Horaires** : durant les vacances scolaires de 9 à 17 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € par jour

**Lieu(x) des activités** : 13 implantations

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : les scouts

**Type d'activités** : mouvement de jeunesse

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** :

### Séjours

**Nom** : Horizons Jeunesse

**Type d'activités** : séjours de vacances

**Horaires** : vacances scolaires

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** : variable

**Siège** : boulevard des Nerviens, 36 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Jeunes mutualistes libéraux

**Type d'activités** : séjours de vacances

**Horaires** : vacances scolaires

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** : variable

**Lieu(x) des activités** : rue Childéric, 41 à 7500 Tournai

**Siège** : rue Childéric, 41 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Jeunesse et santé

**Type d'activités** : séjours de vacances en Belgique et à l'étranger

**Horaires** : vacances scolaires

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : de 7 à 13 ans

**Tarif** : variable

**Lieu(x) des activités** : variable

**Siège** : rue Saint-Brice, 44 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Latitude TAM  
**Type d'activités** : séjours de vacances en Belgique et à l'étranger  
**Horaires** : vacance scolaires  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : de 2,5 à 17 ans  
**Tarif** : variable en fonction du lieu et de la durée  
**Lieu(x) des activités** : variable  
**Siège** : rue de Rasse, 16 à 7500 Tournai

### Expression artistique et corporelle

**Nom** : Service jeunesse de la Ville de Tournai  
**Type d'activités** : psychomotricité  
**Horaires** : durant la période scolaire le samedi matin  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 30 enfants de 3 à 6 ans  
**Tarif** : 25,00 € par saison (octobre à mai) pour 1 heure 30 d'activité tous les samedis  
**Lieu(x) des activités** : hall des sports de la Caisse d'Epargne de la Ville de Tournai (CET)  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

-----

**Nom** : Service jeunesse de la Ville de Tournai  
**Type d'activités** : atelier théâtre  
**Horaires** : période scolaire le samedi de 14 à 17 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** : 1,00 € par samedi  
**Lieu(x) des activités** : école Paris rue du Sondart, 12 à 7500 Tournai  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

-----

**Nom** : Service jeunesse de la Ville de Tournai  
**Type d'activités** : atelier scrapbooking  
**Horaires** : périodes scolaires après 16 heures pour les enfants de l'école du Château uniquement  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** : école du Château, avenue Leray, 12 à 7500 Tournai  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 7500 Tournai

-----

**Nom** : Danses et cie  
**Type d'activités** : école de danse  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** : place Gabrielle Petit, 11 à 7500 Tournai  
**Siège** :

-----

**Nom** : Attitude show  
**Type d'activités** : plus d'activité jusqu'en 2015  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :** quai des Salines, 13 à 7500 Tournai

**Siège :** quai des Salines, 13 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Fanafro asbl

**Type d'activités :** danses du monde

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** rue de Tournai, 102 à 7620 Hollain

---

**Nom :** Ballets du Hainaut

**Type d'activités :** école de danse

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** rue des Choraux, 27 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Tourn & Danse

**Type d'activités :** danse

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** place Crombez, 2/3 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Studio Boo'G

**Type d'activités :** danse

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** rue de la Planche, 8 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Créathéâtre

**Type d'activités :** théâtre

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** rue Saint-Martin, 47 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Bleu Marine asbl

**Type d'activités :** atelier théâtre

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :** à partir de 6 ans, 16 enfants maximum

**Tarif :** 75,00 € (45 minutes 1 fois par semaine), 150,00 € (1 heure 30) d'octobre à mai

**Lieu(x) des activités :** 3 ateliers organisés dans plusieurs implantations

**Siège :** rue Saint-Georges, 8 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Mifloisirs

**Type d'activités :** activités sportives et récréatives

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :** 2 à 13 ans

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :** allée des Patriotes, 7 à 7501 Orcq

**Siège :** allée des Patriotes, 7 à 7501 Orcq

---

**Nom :** Mômes circus

**Type d'activités :** école de cirque - circomotricité

**Horaires :** en période scolaire 3 séances possibles par semaine. Plusieurs semaines de stage organisées pendant les vacances scolaires

**Capacité d'accueil et âge des enfants :** à partir de 2,5 ans

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :** rue des Campeaux, 35 à 7500 Tournai et école communale de Vaulx

**Siège :** avenue Leray, 33 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Tricot Machine

**Type d'activités :** atelier de tricot

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** rue des Chartreux, 5 à 7521 Chercq

---

**Nom :** L'œuvre des mains asbl

**Type d'activités :** poterie-céramique

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** résidence Lelubre à 7501 Orcq

---

**Nom :** Mon Chemin asbl

**Type d'activités :** ateliers d'éveil corporel, de cuisine, d'anglais, ...

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :** rue des propriétaires, 11 à 7548 Warchin

**Siège :** rue des propriétaires, 11 à 7548 Warchin

## Sport

**Nom** : Badminton club Templeuve

**Type d'activités** : badminton

**Horaires** : 5 entraînements possibles par semaine

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 40 enfants à partir de 6 ans

**Tarif** : maximum 40 enfants à partir de 6 ans

**Lieu(x) des activités** : hall Satta rue de Roubaix, 96 à 7520 Templeuve

**Siège** : rue de la Solitude, 38 à 7540 Rumillies

---

**Nom** : Tournai Hockey Club

**Type d'activités** : hockey sur gazon

**Horaires** : 2 entraînements par semaine en période scolaire. 6 semaines de stages organisés pendant les vacances

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 140 enfants de 6 à 18 ans

**Tarif** : affiliation variable en fonction de l'âge de l'enfant de 160,00 à 220,00 € par an. Gratuité pour 40 enfants dans le cadre de l'école de hockey

**Lieu(x) des activités** : hall des sports de la CET

**Siège** : rue du Curé Notre-Dame, 4 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Association sportive Tournai espoir (ASTE) Kain

**Type d'activités** : baby-basket, basket

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** : rue du Vert Lion, 40 à 7540 Kain

**Siège** :

---

**Nom** : Basket ball club Tournai

**Type d'activités** : basket

**Horaires** : 3 entraînements par semaine, compétition le week-end, 3 semaines de stage organisées durant les vacances scolaires

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : de 2,5 à 18 ans

**Tarif** : variable en fonction de la catégorie, de 80,00 à 160,00 € par an

**Lieu(x) des activités** : Pas du Roc, rue de la Dondaine à 7536 Vaulx

**Siège** : rue Bonnemaïson, 8 a à 7500 Tournai

---

**Nom** : Tournai Espoir Femina Kain

**Type d'activités** : basket

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : rue Hotelhoge, 3 à 7540 Rumillies

---

**Nom** : Scala Bowling Club  
**Type d'activités** : bowling  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :  
**Siège** :

---

**Nom** : Bowling club Le Clovis  
**Type d'activités** : bowling  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** : chaussée de Tournai, 88 à 7520 Ramegnies-Chin  
**Siège** : chaussée de Tournai, 88 à 7520 Ramegnies-Chin

---

**Nom** : Trail du Mont  
**Type d'activités** : randonnée - marche  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :  
**Siège** : rue des Crupes, 8 à 7542 Mont Saint Aubert

---

**Nom** : Royale pédale Saint-Martin  
**Type d'activités** : cyclisme  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :  
**Siège** : route provinciale, 127 à 7750 Anseroeul

---

**Nom** : Templeuve United  
**Type d'activités** : subbuteo  
**Horaires** : durant les vacances scolaires le mercredi après-midi  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 12 joueurs à partir de 8 ans  
**Tarif** : gratuit  
**Lieu(x) des activités** : hall Satta, rue de Roubaix, 94 à 7520 Templeuve  
**Siège** : place César Abbé Renard, 29 à 7730 Bailleul

---

**Nom** : Club des Archers Tournai  
**Type d'activités** : tir à l'arc  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : rue Wallegeg, 36 à 8510 Bellegem

---

**Nom** : Young talents

**Type d'activités** : école de danse

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 15 enfants à partir de 3 ans

**Tarif** : 60,00 € par trimestre (10 cours)

**Lieu(x) des activités** : collège Notre-Dame Kain, rue Abbé Dropsy, 2 à 7540 Kain

**Siège** : chaussée de Willemeau, 310 à 7500 Tournai

---

**Nom** : The new legend country line Dancers

**Type d'activités** : danse country

**Horaires** : tous les mardis

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 6 ans

**Tarif** : gratuit jusqu'à 10 ans puis 10,00 € par mois

**Lieu(x) des activités** : salle du Trianon à 7540 Rumillies

**Siège** : clos Paul Delvaux, 7 à 7700 Mouscron

---

**Nom** : Ecuries Saint-Eleuthère

**Type d'activités** : équitation

**Horaires** : durant les périodes scolaires le mercredi, vendredi et samedi. Stages organisés durant toutes les vacances scolaires

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 3 ans répartis par niveau et par âge

**Tarif** : 115,00 € pour 12 leçons et 80,00 € de cotisation annuelle

**Lieu(x) des activités** : hameau Cocriamont, 1 à 7522 Blandain

**Siège** : hameau Cocriamont, 1 à 7522 Blandain

---

**Nom** : Haras de Cazeau

**Type d'activités** : équitation

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : chemin Royer, 2 à 7503 Froyennes

---

**Nom** : Centre équestre du vert Bois

**Type d'activités** : équitation

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : rue du Vert Bois, 72 à 7532 Béclers

---

**Nom** : Centre équestre de la Frisonnerie

**Type d'activités** : équitation

**Horaires** : en période scolaire les mercredi après-midi et samedi

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 9 enfants par séance. A partir de 4 ans

**Tarif** : licence annuelle de 42,00 € et 7,00 à 9,00 € par séance en fonction de l'âge

**Lieu(x) des activités** : rue Docteur Emmanuel Lecocq, 4 à 7548 Warchin

**Siège** : rue Docteur Emmanuel Lecocq, 4 à 7548 Warchin

---

**Nom** : Manège d'Hotelhoge

**Type d'activités** : équitation

**Horaires** : durant les périodes scolaires 5 jours par semaine. 8 semaines de stage organisées durant les vacances

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** : rue Hotelhoge, 1a à 7540 Rumillies

**Siège** : rue Hotelhoge, 1a à 7540 Rumillies

---

**Nom** : Axel club Tournai fédéré

**Type d'activités** : patinage artistique

**Horaires** : en période scolaire le samedi matin. Stages organisés de la Toussaint à Pâques

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 3 ans

**Tarif** : 50,00 € par mois

**Lieu(x) des activités** : patinoire de Tournai

**Siège** : chaussée d'Audenarde, 196 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Wapi Phoenix

**Type d'activités** : football américain

**Horaires** : 2 entraînements par semaine. Stages en réflexion

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 20 enfants à partir de 8 ans

**Tarif** : de 100,00 à 150,00 € par an en fonction de la catégorie. Location de matériel

**Lieu(x) des activités** : hall des sports de la Caisse d'Epargne de la Ville de Tournai (CET)

**Siège** : rue du Parc, 2 à 7760 Velaines

---

**Nom** : Luna sports et loisirs

**Type d'activités** : tennis de table

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : rue du Charron, 5 à 7522 Marquain

---

**Nom** : Palette gaurinoise

**Type d'activités** : tennis de table

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 7 ans

**Tarif** : 50,00 € par an pour le tennis de table "loisir". 75,00 € pour les compétiteurs

**Lieu(x) des activités** : place de Gaurain, ancienne piscine communale

**Siège** : résidence Lelubre, 69 à 7501 Orcq

---

**Nom** : palette Saint-Piat  
**Type d'activités** : tennis de table  
**Horaires** : 3 entraînements par semaine en période scolaire  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 3 ans  
**Tarif** : cotisation "loisir" : 35,00 €. Cotisation compétiteur : 60,00 € par an  
**Lieu(x) des activités** : rue Hyppolite Boulenger, 4 à 7500 Tournai  
**Siège** : Rue Albert 1<sup>er</sup>, 82 à 7538 Vezon

---

**Nom** : Fudoshin Karaté Do  
**Type d'activités** : karaté  
**Horaires** : en période scolaire, 1 entraînement par semaine  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 4 ans  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :  
**Siège** : rue de la Citadelle, 45 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ama Tsu Shi Aïkido  
**Type d'activités** : aikido  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :  
**Siège** : chaussée d'Audenarde, 60a à 7742 Hérinnes

---

**Nom** : Judo Club Fuji Templeuve  
**Type d'activités** : éveil sportif autour du judo et judo  
**Horaires** : en période scolaire, 2 entraînements par semaine. Compétition le samedi  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 6 ans  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** : hall Satta Rue de Roubaix, 94 à 7520 Templeuve  
**Siège** : rue des Hulans, 8 à 7520 Templeuve

---

**Nom** : Judo Club tournaisien  
**Type d'activités** : judo  
**Horaires** : en période scolaire le samedi après-midi  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 15 enfants à partir de 6 ans  
**Tarif** : cotisation annuelle : 40,00 €/5 mois; licence : 40,00 €/an  
**Lieu(x) des activités** : hall des sports de la CET  
**Siège** : rue des Orfèvres, 13 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Judo Kano  
**Type d'activités** : judo  
**Horaires** : en période scolaire, les mercredi et vendredi soir. Compétitions le samedi. 2 semaines de stage organisées durant les vacances scolaires.  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** : 120,00 €/an et 43,00 €/an pour assurance. Prix dégressif en fonction du nombre de membres d'une même famille inscrits

**Lieu(x) des activités** : rue Roc Saint-Nicaise à 7500 Tournai

**Siège** : rue de la Royère, 80 à 7730 Néchin

---

**Nom** : Taekwendo club Fasung

**Type d'activités** : taekwendo

**Horaires** : 2 entraînements, le mardi et le jeudi soir

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : +/- 12 enfants de 6 à 14 ans

**Tarif** : cotisation/assurance annuelle : 35,00 €. 50,00 € par trimestre

**Lieu(x) des activités** : Hall des sports de la CET

**Siège** : Rue Barre Saint-Brice, 26/12 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Judo Top Niveau

**Type d'activités** : judo

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : rue Robert Campin, 22/11 à 7540 Kain

---

**Nom** : Royal Tennis Club Tournai

**Type d'activités** : tennis

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** : rue de la Borgnette, 48 à 7503 Froyennes

**Siège** : rue de la Borgnette, 48 à 7503 Froyennes

---

**Nom** : Kain Tennis Club

**Type d'activités** : tennis

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : rue des Abliaux, 93 à 7536 Vaulx

---

**Nom** : Vautour Tennis Club

**Type d'activités** : tennis

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : De 75,00 à 200,00 € pour les stages multisports

**Lieu(x) des activités** : rue de la Trondeloire, 18a à 7536 Vaulx

**Siège** : chaussée de Saint Amand, 267 à 7521 Chercq

---

**Nom**: Sporting Club Havinnes (2 sites)

**Type d'activités** : football

**Horaires** : durant l'année scolaire, 5 entraînements organisés en fonction de l'âge. Durant les vacances scolaires, 5 semaines de stage sont organisées.

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** : cotisation de 125,00 € par an par enfant.

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : rue Monseigneur Deschamps, 18 à 7540 Rumillies

---

**Nom** : Association montkainoise

**Type d'activités** : football

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : rue des Réfractaires, 14 à 7522 Blandain

---

**Nom** : Cercle Royal de Natation Tournai

**Type d'activités** : natation

**Horaires** : entraînement les lundi, mercredi et vendredi soir

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 4 ans

**Tarif** : cotisation annuelle de 140,00 €. Prix dégressif pour les familles.

**Lieu(x) des activités** : piscine de Kain, Rue du Vert lion, 40 à 7540 Kain

**Siège** : rue de Formanoir, 56b à 7520 Templeuve

---

**Nom** : CNT Polo

**Type d'activités** : waterpolo

**Horaires** : 5 entraînements possibles par semaine durant la période scolaire et durant les vacances, sauf juillet et août

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 80 enfants à partir de 6 ans

**Tarif** : cotisation annuelle de 160,00 €

**Lieu(x) des activités** : rue de l'Orient, 1 à 7500 Tournai

**Siège** : rue de Formanoir, 56b à 7520 Templeuve

---

**Nom** : Polo Rouge

**Type d'activités** : accoutumance à l'eau, natation

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : rue Carlos Gallaix, 213b à 7521 Chercq

---

**Nom** : Aqua Mômes Plongée

**Type d'activités** : plongée

**Horaires** : mercredi soir durant la période scolaire

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 6 ans

**Tarif** : cotisation annuelle de 165,00 €

**Lieu(x) des activités** : rue du Vert Lion, 40 à 7540 Kain

**Siège** : chaussée d'Audenarde, 49 à 7540 Kain

---

**Nom** : Aqua Poussins

**Type d'activités** : accoutumance à l'eau

**Horaires** : 3 séances par semaine par cycle

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : de 5 à 8 ans

**Tarif** : 6,00 € pour 9 semaines

**Lieu(x) des activités** : rue de l'Orient, 1 à 7500 Tournai

**Siège** : avenue De Gaulle, 2 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Skill Volley Club

**Type d'activités** : volley, école du mouvement, psychomotricité axée sur la maîtrise de la balle

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 3 ans.

**Tarif** : cotisation annuelle de 120,00 € par an pour 1 entraînement et 180,00 € pour 2 entraînements par semaine

**Lieu(x) des activités** : avenue Minjean, 60 à 7500 Tournai

**Siège** : avenue Elizabeth, 62 à 7500 Tournai

---

**Nom** : XV Picard

**Type d'activités** : rugby

**Horaires** : en période scolaire le mercredi soir et le samedi matin

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 5 ans

**Tarif** : variable en fonction de la catégorie. Dégressif pour les familles

**Lieu(x) des activités** : stade Jules Hossey, rue Aimable Dutrieux à 7500 Tournai

**Siège** : rue du Jaunay Clan, 66 à 7600 Péruwelz

---

### Musique

**Nom** : Ensemble musical du plat d'or

**Type d'activités** : école de musique

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 6 ans

**Tarif** : gratuit

**Lieu(x) des activités** : rue des Prisonniers, 9 à 7538 Vezon

**Siège** : rue Général Leman, 22 à 7538 Vezon

---

**Nom** : Académie de musique Saint-Grégoire

**Type d'activités** : académie de musique

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 5 ans

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** : rue des Jésuites, 28 à 7500 Tournai

**Siège** : rue des Jésuites, 28 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Chorale Chanterelle Cantilène  
**Type d'activités** : chorale  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :  
**Siège** : rue du Centre, 10 à 7640 Péronnes

---

**Nom** : Christian Bécart ateliers de guitare  
**Type d'activités** : ateliers de formation à la guitare  
**Horaires** : du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures 30 et le samedi de 9 à 12 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 10/12 ans  
**Tarif** : entre 15,00 et 23,00 € la séance  
**Lieu(x) des activités** : Pic au Vent La girouette, 33 à 7500 Tournai  
**Siège** : Pic au Vent La girouette, 33 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Club Musikaine  
**Type d'activités** : école de musique - fanfare  
**Horaires** : le mercredi de septembre à juin de 19 à 21 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 8 ans  
**Tarif** : gratuit  
**Lieu(x) des activités** : rue des Radis, 27 à 7540 Kain  
**Siège** : rue Sart Colin, 46 à 7622 Laplaigne

---

**Nom** : Conservatoire de Tournai  
**Type d'activités** : académie de musique  
**Horaires** : mercredi de 13 heures à 19 heures 30, le samedi de 9 à 12 heures, les autres jours de 14 heures 30 à 19 heures 30  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 5 ans  
**Tarif** : gratuit jusqu'à 12 ans  
**Lieu(x) des activités** : place Reine Astrid, 2 à 7500 Tournai  
**Siège** : place Reine Astrid, 2 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Fanfare les gais amis d'Esplechin  
**Type d'activités** : école de musique  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 3 ans  
**Tarif** : gratuit  
**Lieu(x) des activités** : ancienne maison communale, rue Longue à Esplechin  
**Siège** : rue Trenchon, 38 à 7502 Esplechin

---

**Nom** : Jeunesses musicales du Hainaut occidental  
**Type d'activités** : ateliers et stages de musique  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** : école le Saulchoir à 7503 Froyennes  
**Siège** : rue de la Citadelle, 124 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Royale fanfare Sainte-Cécile Gaurain  
**Type d'activités** : école de musique - fanfare  
**Horaires** : le vendredi de 20 à 22 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 7 ans  
**Tarif** : gratuit  
**Lieu(x) des activités** : ancienne maison communale de Gaurain  
**Siège** : rue Bourgambraix, 5a à 7530 Gaurain-Ramecroix

---

**Nom** : Royale harmonie la Trinité Mont Saint-Aubert  
**Type d'activités** : école de musique - fanfare  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** : gratuit  
**Lieu(x) des activités** : rue Geo Libbrecht, 12 à 7542 Mont Saint Aubert  
**Siège** : chemin du Vieux Comté, 7a à 7542 Mont Saint Aubert

---

**Nom** : Royale Union musicale Templeuve  
**Type d'activités** : harmonie musicale  
**Horaires** : vendredi de 20 à 22 heures de fin février à fin novembre  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 8 ans  
**Tarif** : gratuit  
**Lieu(x) des activités** : Café communal, rue de Roubaix à 7520 Templeuve  
**Siège** : rue du Trieu de Wazon, 45 à 7520 Templeuve

---

### Cuisine

**Nom** : La tartine quotidienne  
**Type d'activités** : ateliers et stages de cuisine  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :  
**Siège** :

### Culture

**Nom** : Centre de la marionnette  
**Type d'activités** : ateliers et stages de création de marionnettes et d'animation

**Horaires :**  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :**  
**Tarif :**  
**Lieu(x) des activités :**  
**Siège :** Rue Saint-Martin, 47 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Créa-Théâtre  
**Type d'activités :** ateliers théâtre  
**Horaires :**  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :**  
**Tarif :**  
**Lieu(x) des activités :**  
**Siège :** Rue Saint-Martin, 47 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Bibliothèques  
**Type d'activités :** prêt de livres  
**Horaires :** Toute l'année du mardi au samedi  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :** A partir de 12 ans  
**Tarif :** 0,25 € par livre pour 3 semaines  
**Lieu(x) des activités :** Boulevard des Frères Rimbaud, 2 à 7500 Tournai et 3 implantations dans les villages  
**Siège :** Boulevard des Frères Rimbaud, 2 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Bibliothèque jeunesse  
**Type d'activités :** prêt de livres, activités mensuelles  
**Horaires :** Toute l'année du mardi au samedi  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :** A partir de la naissance  
**Tarif :** Gratuit  
**Lieu(x) des activités :** Boulevard des Frères Rimbaud, 2 à 7500 Tournai  
**Siège :** Boulevard des Frères Rimbaud, 2 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Bibliothèque de rue  
**Type d'activités :** Ateliers jeux, lecture, thèmes abordés autour du livre  
**Horaires :** Toute l'année en fonction des demandes  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :** Dès la naissance  
**Tarif :** gratuit  
**Lieu(x) des activités :** en fonction des demandes  
**Siège :** Boulevard des Frères Rimbaud, 2 à 7500 Tournai

---

### Cours de langue

**Nom :** Babel Lingua  
**Type d'activités :** cours de langues  
**Horaires :** En période scolaire, 2 cours par semaine. Stages organisés 7 semaines durant les vacances  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :** A partir de 4 ans en petit groupe  
**Tarif :** 180,00 € par semestre.  
**Lieu(x) des activités :** Rue de Barges, 21 à 7500 Tournai

**Siège** : Rue de Barges, 21 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Call International

**Type d'activités** : cours de langues

**Horaires** : En période scolaire, 2 cours par semaine. Stages organisés durant les vacances

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : Maximum 8 enfants à partir de 4 ans

**Tarif** : 175,00 € par semaine de stage

**Lieu(x) des activités** : Boulevard Delwart, 5 à 7500 Tournai

**Siège** : Boulevard Delwart, 5 à 7500 Tournai

### **Nature**

**Nom** : Eco Park Adventure

**Type d'activités** : accrobranche

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : Rue de l'Orient, 74 à 7500 Tournai

---

**Nom** : La chèvrerie de la Croix de la Grise

**Type d'activités** : ateliers et stages nature

**Horaires** : 6 stages organisés durant les vacances scolaires

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : A partir de 5 ans

**Tarif** : 100,00 € pour 5 jours de stage. Réduction pour le 3<sup>ème</sup> enfant d'une même famille

**Lieu(x) des activités** : Rue Bois de l'Allemont, 231 à 7531 Havinnes

**Siège** : Rue Bois de l'Allemont, 231 à 7531 Havinnes

---

**Nom** : La ferme du Moncheau

**Type d'activités** : nature autour de la ferme

**Horaires** : Stages organisés durant les vacances scolaires

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : Maximum 25 enfants à partir de 4 ans

**Tarif** : 25,00 € par jour à la semaine

**Lieu(x) des activités** : Chemin du Vieux Comté, 4 à 7542 Mont Saint Aubert

**Siège** : Chemin du Vieux Comté, 4 à 7542 Mont Saint Aubert

---

**Nom** : Un autre monde asbl

**Type d'activités** : nature

**Horaires** : Stages organisés durant les vacances scolaires

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : Maximum 40 enfants à partir de 4 ans

**Tarif** : 80,00 € pour un stage de 5 jours

**Lieu(x) des activités** : Club de l'Amitié, Rue de l'Eglise Saint-Eleuthère à 7522 Blandain

**Siège** : Rue de la Culture, 131 à 7500 Tournai

### **Espace ludique**

**Nom** : Jungle City  
**Type d'activités** : plaine de jeux intérieure  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :  
**Siège** : Quai des Vicinaux, 34 à 7500 Tournai

#### **Prise en charge de l'enfant handicapé**

**Nom** : Une place pour tous (stages)  
**Type d'activités** : stages organisés pour enfants porteurs de handicap  
**Horaires** : Vacances scolaires  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** :  
**Lieu(x) des activités** :  
**Siège** : Chaussée romaine, 172 à 7500 Ere

-----  
**Nom** : Une place pour tous (basket)  
**Type d'activités** : cours de basket  
**Horaires** : En période scolaire le mercredi après-midi et le samedi matin. Durant les vacances, en intégration le mercredi et le samedi matin.  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : A partir de 4 ans  
**Tarif** : Cotisation annuelle de 15,00 €  
**Lieu(x) des activités** : Ecole communale Jean Noté, Avenue De Gaulle à 7500 Tournai  
**Siège** : Chaussée romaine, 172 à 7500 Ere  
**Nom** : Une place pour tous (adapt sitting)  
**Type d'activités** : baby-sitting adapté à des enfants en situation de handicap  
**Horaires** : Toute l'année  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : Dès la naissance  
**Tarif** : Cotisation annuelle de 15,00 €. 5,00 €/heure +frais de déplacement  
**Lieu(x) des activités** : variable  
**Siège** : Chaussée romaine, 172 à 7500 Ere

-----  
**Nom** : Une place pour tous (percussions)  
**Type d'activités** :  
**Horaires** : Toute l'année le vendredi soir  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :  
**Tarif** : Cotisation annuelle de 15,00 €. 2,00 €/séance  
**Lieu(x) des activités** : Rue de l'Escalette, 104 à 7500 Tournai  
**Siège** : Chaussée romaine, 172 à 7500 Ere

-----  
**Nom** : Apedaf (association de parents d'enfants déficients auditifs francophones)  
**Type d'activités** :  
**Horaires** :  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** Rue Childéric, 9 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Service d'aide précoce (province)

**Type d'activités :**

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** Boulevard des Combattants, 86 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Le passeur (SAI)

**Type d'activités :**

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** Quai des Salines, 34a à 7500 Tournai

---

### **0-3 ans**

**Nom :** Bébé boulot asbl

**Type d'activités :** accueil 0-3 ans

**Horaires :** Toute l'année du lundi au vendredi de 6 heures 30 à 18 heures 30

**Capacité d'accueil et âge des enfants :** Maximum 35 enfants dès la naissance

**Tarif :** De 23,00 à 30,50 € par jour en fonction de la fréquentation

**Lieu(x) des activités :** Rue du Progrès, 11 à 7503 Froyennes

**Siège :** Rue du Progrès, 11 à 7503 Froyennes

---

**Nom :** Au fil de l'eau

**Type d'activités :** accueil 0-3 ans

**Horaires :** Toute l'année du lundi au vendredi de 5 heures 45 à 22 heures 15

**Capacité d'accueil et âge des enfants :** Maximum 40 enfants dès la naissance

**Tarif :** Forfait minimum de 440,00 €/mois. Forfait par jour de plus de 9 heures 30 : 3,00 €, plus de 10 heures : 15,00 €

**Lieu(x) des activités :** Quai Donat Casterman, 73 à 7500 Tournai

**Siège :** Quai Donat Casterman, 73 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Clos des poussins

**Type d'activités :** crèche agréée

**Horaires :** du lundi au vendredi de 6 heures à 18 heures 30

**Capacité d'accueil et âge des enfants :** Maximum 78 enfants de 3 mois à 3 ans

**Tarif :** Prix à la journée en fonction des revenus du ménage

**Lieu(x) des activités :** Rue de Barges, 30b à 7500 Tournai

**Siège :** Rue de Barges, 30b à 7500 Tournai

-----  
**Nom** : Baby land

**Type d'activités** : accueil 0-3 ans

**Horaires** : Toute l'année du lundi au vendredi de 7 heures à 17 heures 45. Pendant les vacances de 7 heures 30 à 17 heures 30

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : Dès la naissance

**Tarif** : 25,00 € par jour

**Lieu(x) des activités** : Rue Maraîche, 22 à 7502 Esplechin

**Siège** : Rue Maraîche, 22 à 7502 Esplechin  
-----

**Nom** : Les p'tits loups

**Type d'activités** :

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif** :

**Lieu(x) des activités** :

**Siège** : Place du Becquerelle, 1 boîte 2 à 7500 Tournai

#### Accueil extrascolaire

**Nom** : Accueil extrascolaire communal (Vezon, Templeuve, Gaurain-Ramecroix)

**Type d'activités** : activités autonomes encadrées et stages

**Horaires** : En période scolaire du lundi au vendredi de 15 heures 30 à 18 heures. Durant les vacances scolaires de 7 heures à 17 heures 30

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : Variable en fonction des structures d'accueil

**Tarif** : 1,00 € par semaine et 2,00 € le mercredi après-midi. 15,00 € la semaine de stages

**Lieu(x) des activités** : Rue des prisonniers, 16b à 7538 Vezon; Parc du Château à 7520 Templeuve; Rue Albert 1<sup>er</sup> à 7538 Vezon; Rue des Prisonniers, 9 à 7538 Vezon; Rue d'Antoing, 4 à 7530 Gaurain-Ramecroix  
**Siège** : Rue Saint-Piat, 3/7 à 7500 Tournai  
-----

**Nom** : EPATT Les Galipettes

**Type d'activités** : accueil extrascolaire flexible et stages

**Horaires** : durant l'année scolaire de 5 heures à 22 heures 30. Durant les vacances, prise en charge de 6 heures 30 à 19 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : maximum 35 enfants par implantation à partir de 2,5 ans

**Tarif** : prix dégressif pour les stages

**Lieu(x) des activités** : Boulevard du Roi Albert, 128; Rue de la Citadelle, 155 à 7500 Tournai; Rue de Breuze, 26c à 7540 Kain

**Siège** : Rue Dorez, 6 à 7500 Tournai

#### Accueil de l'enfant malade

**Nom** : Ale Izée

**Type d'activités** : accueil pour enfants malades

**Horaires** :

**Capacité d'accueil et âge des enfants** :

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** Rue des Fossés, 16/1 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Alternative Répit ADoMiS'II

**Type d'activités :** accueil pour enfants malades

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** Rue de Brantignie, 20 à 7800 Ath

---

**Nom :** Alternative Répit

**Type d'activités :** garde d'enfants malades à domicile (enfants porteurs de handicap)

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** Place du Becquerelle, 11 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Les loupiots

**Type d'activités :** garde d'enfants malades à domicile

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :** 0-6 ans

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** Rue de Livourne, 25 à 1050 Bruxelles

---

**Nom :** Picoti Picota

**Type d'activités :** garde d'enfants à domicile (+ enfants malades ou porteurs de handicap)

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :** 0-6 ans

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** Rue Haudion, 22 à 7522 Lamain

---

**Nom :** Cécile Sartorius

**Type d'activités :** garde d'enfants

**Horaires :**

**Capacité d'accueil et âge des enfants :**

**Tarif :**

**Lieu(x) des activités :**

**Siège :** Rue de la Bruyère, 8 à 7540 Kain

---

**Nom :** La Babillarde

**Type d'activités :** garde d'enfants à domicile – pathologies aiguës ou lourdes et chroniques

**Horaires :**  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :** 0-12 ans  
**Tarif :**  
**Lieu(x) des activités :**  
**Siège :** Rue de Brantignie, 20 à 7800 Ath

### Enseignement

#### 1. Communal

**Nom :** Ecole Paris  
**Type d'activités :** accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires :** à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :** à partir de 2,5 ans  
**Tarif :** 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités :** rue du Sondart, 12 à 7500 Tournai  
**Siège :** rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Ecole de la Justice  
**Type d'activités :** accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires :** à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :** à partir de 2,5 ans  
**Tarif :** 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités :** rue de la Justice, 8b à 7500 Tournai  
**Siège :** rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Ecole Jean Noté  
**Type d'activités :** accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires :** à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :** à partir de 2,5 ans  
**Tarif :** 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités :** avenue De Gaulle, 1 à 7500 Tournai  
**Siège :** rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Ecole de Barry  
**Type d'activités :** accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires :** à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :** à partir de 2,5 ans  
**Tarif :** 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités :** rue de l'Eglise Saint-Albin, 18 à 7534 Barry  
**Siège :** rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom :** Ecole de Vaulx  
**Type d'activités :** accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires :** à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants :** à partir de 2,5 ans  
**Tarif :** 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue des Abliaux, 48 à 7536 Vaulx

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Arthur haulot

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : boulevard des Combattants, 134 à 7500 Tournai

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Beyaert

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue Beyaert, 16 à 7500 Tournai

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Saint-Lazare

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : chaussée de Lille, 273 à 7500 Tournai

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole du Nord

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue du Nord, 1 à 7500 Tournai

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole du Château

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : avenue Leray, 33 à 7500 Tournai

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole du Vieux chemin d'Ere

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue Mullier, 86 à 7500 Tournai

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

**Nom** : Ecole de Froidmont

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue des Combattants, 7 à 7504 Froidmont

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Béciers des champs

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue de la Buissaie, 11 à 7532 Béciers

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole de Gaurain

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue d'Antoing, 4 à 7530 Gaurain-Ramecroix

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole les Apicoliers 1

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue des Ecoles, 49 à 7540 Kain

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole les Apicoliers 2

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue Raoul Van Spitael, 37 à 7540 Kain

**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole de Marquain

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : Rue de l'Alêne d'Or, 9 à 7522 Marquain  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole le Petit Colisée  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : avenue de Maire, 40 à 7500 Tournai  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Crayons de soleil  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : rue des Prisonniers, 9 à 7538 Vezon  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Camille Dépinoy  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : Parc du Château à 7520 Templeuve  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole de Blandain primaire  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : rue Oscar Roger, 25 à 7522 Blandain  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole de Blandain maternelle  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : rue Edmond Richard, 4 à 7522 Blandain  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole de Warchin  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : Vieux chemin d'Ath, 175 à 7548 Warchin  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Beau Séjour  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : avenue du Beau Séjour, 80 à 7500 Tournai  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole d'Havennes  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : rue du Roi Chevalier, 6 à 7531 Havennes  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole du Val d'Orcq  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : Résidence Marcel Carbonnelle, 7b à 7500 Tournai  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

## **2. Communauté française**

**Nom** : Ecole Robert Campin  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Lieu(x) des activités** : rue du Château, 18 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole solaire

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : jusqu'à 18 heures sauf le mercredi jusqu'à 17 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € de 15 heures 30 à 17 heures et de 17 à 18 heures. Le mercredi 1,00 € de 13 à 16 heures et de 16 à 17 heures

**Lieu(x) des activités** : Boulevard Léopold, 6 à 7500 Tournai

### 3. Réseau Libre

**Nom** : Ecole Saint-Nicolas, Notre-Dame de la Salette

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures 30 jusqu'à 17 heures 15

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : gratuit le matin, 50 cents par demi-heure

**Lieu(x) des activités** : boulevard Eisenhower, 59 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Saint-Nicolas, Notre-Dame de la Salette

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures 30 jusqu'à 17 heures 15

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : gratuit le matin, 50 cents par demi-heure

**Lieu(x) des activités** : rue du Rempart, 21 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Saint-Nicolas, Notre-Dame de la Salette

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures 30 jusqu'à 17 heures 15

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : gratuit le matin, 50 cents par demi-heure

**Lieu(x) des activités** : rue Duquesnoy, 53 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole maternelle Saint-Albin

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 17 heures 15

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine pour le matin et 1,00 € pour le soir

**Lieu(x) des activités** : rue de l'Eglise Saint-Albin, 19 à 7534 Barry

---

**Nom** : Ecole des Frères

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 17 heures 30

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : gratuit le matin, 50 cents par heure entamée le soir

**Lieu(x) des activités** : rue du Four Chapitre, 3 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Saint-Jean Bosco

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : jusqu'à 17 heures 30  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : gratuit le matin, 50 cents par tranche de ¼ d'heure  
**Lieu(x) des activités** : boulevard Léopold, 65 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole des Ursulines  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures 15 jusqu'à 18 heures, le mercredi jusqu'à 17 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 50 cents par tranche de 45 minutes  
**Lieu(x) des activités** : rue des Carmes, 18 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Notre-Dame Auxiliatrice  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures 15 jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 30 cents par demi-heure le matin et le soir  
**Lieu(x) des activités** : rue Doublet, 18 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Saint-Joseph  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : jusqu'à 17 heures 30  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : gratuit le matin et jusqu'à 16 heures. 1,00 € jusqu'à 17 heures, 50 cents jusqu'à 17 heures 30  
**Lieu(x) des activités** : chaussée de Lille, 32 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole de la Sainte-Union  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures 20 jusqu'à 17 heures 40  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 50 cents le matin et 50 cents le soir à partir de 16 heures 30  
**Lieu(x) des activités** : rue des Campeaux, 41 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole verte et Sacré-Coeur  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : rue du 24 août, 4 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole verte et Sacré-Coeur  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : rue de la Solitude, 47 à 7540 Rumillies

---

**Nom** : Ecole verte et Sacré-Coeur  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : chaussée de Renaix, 86 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Saint-Piat  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : rue des Ingers, 7 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Saint-Piat  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : rue Cherequefosse, 10 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole de la Sainte-Union maternelle  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures 30 jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : gratuit le matin. 1,25 € de 16 heures 30 à 18 heures  
**Lieu(x) des activités** : rue de l'Eglise Notre-Dame de la Tombe, 7 à 7540 Kain

---

**Nom** : Ecole de la Sainte-Union primaire  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures 30 jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : gratuit le matin. 75 cents pour l'étude puis gratuit de 17 heures 30 à 18 heures  
**Lieu(x) des activités** : avenue Montgomery, 71 à 7540 Kain  
**Siège** : rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Collège Notre-Dame de la Tombe maternelle  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures 30 jusqu'à 17 heures 30 et 17 heures 15 le vendredi. Pas de garderie le mercredi  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € par heure entamée à partir de 16 heures 30 et de 16 heures le vendredi. Gratuit le matin  
**Lieu(x) des activités** : rue des déportés de Kain, 2 à 7540 Kain

---

**Nom** : Collège Notre-Dame de la Tombe primaire

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 6 ans  
**Tarif** : 1,00 € par heure entamée à partir de 16 heures 30. Gratuit le matin  
**Lieu(x) des activités** : rue Abbé Dropsy, 2 à 7540 Kain

---

**Nom** : Ecole de Maulde  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 50 cents par demi-heure  
**Lieu(x) des activités** : rue de l'Eglise Saint-Thomas, 1 à 7534 Maulde

---

**Nom** : Ecole de Saint-Maur  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : place de Saint-Maur, 42 à 7500 Saint-Maur

---

**Nom** : Ecole de Templeuve  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 50 cents par heure  
**Lieu(x) des activités** : rue de Roubaix, 52 à 7520 Templeuve

---

**Nom** : Ecole Saint-Joseph  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures. Accueil extrascolaire communal jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 50 cents à partir de 7 heures, 25 cents à partir de 8 heures  
**Lieu(x) des activités** : rue des Prisonniers, 36b à 7538 Vezon

---

**Nom** : Ecole Saint-André  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : rue du Château, 24 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Saint-Michel  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : gratuit le matin. 1,00 € par heure entamée à partir de 16 heures  
**Lieu(x) des activités** : rue Saint-Eleuthère, 168 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole Saint-Joseph, Saint-Eleuthère

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : jusqu'à 17 heures 30

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 50 cents jusqu'à 17 heures, 50 cents jusqu'à 17 heures 30. 50 cents par heure le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : place de Blandain, 19 à 7522 Blandain

---

**Nom** : Ecole Saint-Joseph, Saint-Eleuthère

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : jusqu'à 17 heures 30

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 50 cents jusqu'à 17 heures, 50 cents jusqu'à 17 heures 30. 50 cents par heure le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue Longue, 4 à 7502 Esplechin

---

**Nom** : Ecole Saint-Eloi

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € par heure

**Lieu(x) des activités** : chaussée de Lannoy, 144b à 7503 Froyennes

---

**Nom** : Ecole Mutien Marie

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Lieu(x) des activités** : rue Gros Fidèle, 51 à 7530 Gaurain-Ramecroix

---

**Nom** : Ecole d'Havennes

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : accueil extrascolaire communal jusqu'à 18 heures le mercredi

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : Rue Roi Chevalier 6 à 7531 Havennes

---

#### **4. Enseignement spécialisé**

**Nom** : Ecole les Co Kain

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans

**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi

**Lieu(x) des activités** : rue de Breuze, 9b à 7540 Kain

---

**Nom** : Les Colibris

**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours

**Horaires** : jusqu'à 17 heures et 13 heures le mercredi

**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 6 ans

**Tarif** : gratuit

**Lieu(x) des activités** : rue du Crampon, 43 à 7500 Tournai

---

**Nom** : Ecole fondamentale d'enseignement spécialisé  
**Type d'activités** : accueil des enfants avant et après les cours  
**Horaires** : à partir de 7 heures jusqu'à 18 heures  
**Capacité d'accueil et âge des enfants** : à partir de 2,5 ans  
**Tarif** : 1,00 € la semaine et 2,00 € le mercredi après-midi  
**Lieu(x) des activités** : rue des Combattants de Froyennes, 47 à 7503 Froyennes

#### 1.c. L'accueil dans les écoles

L'accueil extrascolaire proprement dit est assuré majoritairement par les établissements scolaires eux-mêmes (tous réseaux confondus). En règle générale, les écoles de l'entité proposent un accueil avant et après les heures scolaires au sein de leur établissement. A quelques exceptions près, les accueils sont ouverts à partir de 7 heures jusqu'au début des cours et dès la fin de la classe jusqu'à 17 heures, 17 heures 30 ou 18 heures selon les établissements. L'accueil du mercredi après-midi n'est proposé que dans la moitié des écoles environ. C'est pourtant un besoin révélé dans l'état des lieux : bénéficier d'un accueil de qualité le soir jusqu'à 18 heures et le mercredi après-midi.

Le matin, les enfants sont pris en charge au compte-goutte par une accueillante et le moment est plus propice aux jeux libres, à l'intérieur ou à l'extérieur, sous surveillance. Quelques jeux sont mis à leur disposition, mais aucune activité élaborée n'est mise en place durant cette période. Les enseignants prennent le relais entre 8 heures et 8 heures 30 selon les établissements.

En fin de journée, les enfants de maternelle sont pris en charge par une accueillante dès la fin de la classe. Lorsque le goûter n'a pas été pris avec l'enseignant, il est proposé à l'accueil. Jusqu'à 17 heures, un enseignant assure l'étude pour les enfants de primaire. Après cette heure, ils rejoignent les enfants de maternelle généralement pour se défouler dans des jeux libres ou pour participer à de petites activités de courte durée (coloriages, jeux de société, jeux de ballon,...).

Notons que certaines activités sont proposées par des clubs sportifs, de danse ou le conservatoire de musique directement au sein des écoles : les enfants qui y sont inscrits quittent l'accueil pour y participer, y compris le mercredi après-midi dans certaines écoles. Actuellement, près de 20 implantations scolaires sont agréées et subventionnées dans le cadre du programme CLE. La subvention permet l'achat de mobilier adapté, de jeux ou de fournitures diverses, mais également l'engagement d'accueillants (sous le statut ALE) qui sont formés. Cette aide essentielle permet d'offrir un encadrement de qualité aux enfants, dont certains passent parfois plus de 10 heures à l'école.

Dans le cadre du renouvellement du programme-clé, la coordination a lancé un appel à tous les établissements scolaires ne bénéficiant pas encore de l'agrément et de la subvention afin d'introduire une nouvelle demande. 6 implantations communales, 1 implantation libre et 1 implantation d'enseignement spécialisé ont décidé d'introduire une demande (voir point 1.h).

L'objectif de la coordination accueil temps libre (ATL) et commission communale de l'accueil (CCA) est d'améliorer et d'uniformiser la qualité de l'accueil dans l'ensemble des écoles présentes sur la commune afin de répondre aux besoins des enfants et de leurs parents (voir 2.e).

#### 1.d. Les accueils extrascolaires communaux

Depuis la création de la coordination accueil temps libre au sein de la Ville de Tournai et grâce aux subventions octroyées par la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles, 5 structures communales d'accueil extrascolaire ont vu le jour.

C'est suite à l'état des lieux réalisé en 2002 que la coordination s'était fixé comme objectif d'offrir aux villages de l'entité les mêmes services que ceux présents au centre-ville. Pour rappel, Tournai est divisée en 5 districts administratifs : Tournai, Templeuve, Kain, Froidmont et Gaurain.

Chronologiquement, voici l'évolution des structures d'accueil :

##### **2005 : ouverture de l'accueil extrascolaire de la ferme à Tertous à Vezon**

C'est grâce à un partenariat avec un particulier que la Ville a pu ouvrir cet accueil puisque le propriétaire de la ferme à Tertous a mis son bâtiment à disposition gracieusement, moyennant un dédommagement au niveau de la consommation d'énergie et d'eau. Ce partenariat se poursuit toujours à l'heure actuelle même s'il ne concerne plus que le mercredi après-midi (voir 2012).

##### **2008 : ouverture de l'accueil extrascolaire d'Havennes**

Cet accueil, qui avait pris place dans l'ancienne conciergerie de l'école communale, avait pour particularité d'être implanté entre deux écoles, l'une libre (maternelles), l'autre communale (primaires). Le mercredi, un bus allait chercher les enfants des écoles partenaires avoisinantes (Maulde, Barry, Béclers, Gaurain) pour les accueillir à Havennes.

C'est également la seule structure qui accueillait les enfants durant les vacances scolaires, à raison de 9 semaines par an.

La population d'élèves ayant fortement diminué d'année en année, il a été décidé l'année dernière de déménager la structure vers une implantation ayant davantage de besoins (voir 2013)

##### **2010 : ouverture de l'accueil extrascolaire de Templeuve**

Un accueil a pu être installé dans l'ancienne conciergerie du château qui a autrefois servi de classes. Les enfants des écoles communale et libre de Templeuve y sont accueillis le soir et le mercredi après-midi. Deux pièces distinctes permettent aux enfants de maternelle et de primaire de se partager des espaces adaptés à leurs besoins.

Depuis avril 2014, un bus conduit les enfants des écoles communales (maternelle et primaire) de Blandain à Templeuve où ils sont accueillis jusqu'à 18 heures.

##### **2012 : répartition de l'accueil de Vezon en 3 implantations**

Pour des raisons de sécurité et à la demande des directions des écoles, il a été décidé en 2012 de subdiviser l'accueil en 3 implantations : ferme a Tertous, école communale les Crayons de soleil et école libre Saint-Joseph. Depuis lors, les enfants des deux écoles sont accueillis sur site le soir et tous ensemble à la ferme a Tertous le mercredi après-midi.

### **2013 : déménagement de l'accueil extrascolaire d'Havannes dans l'école communale de Gaurain**

En 2013, les petites écoles d'Havannes ne comptaient plus que 35 élèves à elles deux, mais, surtout, le taux de fréquentation des enfants restant le soir avait fortement diminué pour finalement se réduire à quelques enfants jusque 17 heures 15 - 17 heures 30. Par contre, l'école communale de Gaurain qui compte 145 élèves avait besoin d'un accueil organisé le soir et le mercredi après-midi pour une moyenne de 30 enfants restant après 16 heures et le mercredi.

Il a donc été décidé, tout en gardant le même projet d'accueil et le même personnel, de déménager la structure d'accueil.

Il n'était cependant pas question de priver Havannes d'un accueil le mercredi (le soir étant repris par le personnel de l'école) : le système de ramassage du mercredi a donc été conservé en incluant Havannes, dont les enfants sont conduits à Gaurain pour y être accueillis.

C'est dorénavant à Gaurain que des stages sont organisés durant les vacances scolaires, prioritairement pour les enfants fréquentant les écoles partenaires (le nombre de places étant limité).

### **2013 : création de 11 nouveaux accueils**

En 2013, la coordination s'est penchée sur l'amélioration de l'accueil dans les écoles. Dans un premier temps, 11 nouveaux accueils ont donc été créés dans les implantations scolaires communales suivantes : école de la Justice, école du Château, école Paris, école les Apicoliers 1, école les Apicoliers 2, école Arthur Haulot, école du Vieux Chemin d'Ere, école de Marquain, école de Vaulx, et école de Béclers. Ces implantations ont été choisies en fonction de la population d'élèves (par ordre décroissant) pour le projet pilote [accueil des enfants par des prestataires Agence locale pour l'emploi (ALE )]. Cependant, l'objectif de la coordination est d'étendre le projet à l'ensemble des écoles de l'entité. 7 nouvelles implantations ont introduit une demande dans le cadre du programme-clé 2015-2020 (voir point 1.h.)

Les 11 implantations créées en 2013 bénéficient désormais d'un personnel encadrant qualifié et expérimenté, de jeux de société, de jeux d'extérieur et de fournitures de bricolage. Les accueillantes prennent en charge les enfants après les heures scolaires et le mercredi après-midi jusque 18 heures. Le mercredi, des activités élaborées sont mises en place, tandis que la semaine, les enfants jouent librement ou participent aux activités de courte durée proposées. Les accueillants, qui ont suivi 3 nouvelles formations cet été (création d'une charte des règles de vie en collectivité, activités d'extérieur et activités plastiques), mettent leurs compétences au service des enfants. Le retour des enfants, des parents et des directions d'école par rapport à ce nouveau système est très positif.

#### 1.e. Accueil extrascolaire flexible et écoles de devoirs

Le seul opérateur d'accueil proposant un accueil flexible est «Les Galipettes asbl EPATT». Les enfants de 2,5 à 12 ans y sont accueillis dès 5 heures 30 du matin : ils peuvent y finir leur nuit, déjeunent, se lavent, s'habillent et sont conduits dans les écoles. Le soir, l'asbl reprend les enfants dans les écoles, les accompagne pour leurs devoirs, les fait manger, se laver et certains enfants y commencent leur nuit. Une seule implantation les accueille en semaine. Par contre, trois implantations (deux à Tournai et une à Kain) proposent des stages thématiques durant les vacances scolaires, de 6 heures 30 à 19 heures.

6 implantations d'écoles de devoirs sont présentes dans l'entité de Tournai. Elles sont principalement situées dans les quartiers populaires comptant de nombreux logements sociaux : cité du Maroc, cité Marcel Carbonnelle, Ichet d'Antoine, quartier Saint-Piat, quartier Marvis. Elles proposent d'ailleurs, en plus du soutien scolaire, un travail social et éducatif et, pour les centres de scolarité gérés par le CPAS, un accompagnement psycho-social des familles. Ces structures ouvrent leurs portes durant une partie des vacances scolaires, permettant ainsi aux enfants de participer à des activités auxquelles ils n'auraient pas eu accès avec leur famille.

#### 1.f. Services d'enfants malades

La majorité des services de garde d'enfants malades à domicile sont assurés par les mutualités qui offrent quasi toutes ce service.

L'asbl A DO MI Si'L propose un système de garde d'enfants à domicile avec la particularité de proposer des prises en charge de longue durée, parfois plusieurs mois, pour des maladies graves. L'un des services de l'asbl, Alternative Répit permet également aux parents d'enfants handicapés d'appeler le service pour s'offrir un peu de répit : avoir quelques heures devant soi pour une consultation médicale, pour s'occuper de la fratrie, pour un peu de repos... Ainsi, Alternative Répit fait le relais en proposant une prise en charge aux heures critiques : en semaine de 15 à 18 heures, le mercredi de 12 heures 30 à 18 heures, le samedi de 13 heures 30 à 18 heures 30, ainsi qu'un samedi/mois de 13 heures 30 à 23 heures. Le bus scolaire dépose les enfants après leur journée d'école, ils sont accueillis par la puéricultrice qui leur donne leur goûter...

Une autre alternative pour les enfants malades est un système de garderie proposé par l'Ale'izée, un service créé en 2011 par l'ALE de Tournai, l'Intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et cantons limitrophes (IMSTAM), le Centre public d'action sociale (CPAS) de Tournai et Vit'Ale manne. Des locaux ont été aménagés afin d'accueillir jusqu'à 10 enfants de la première maternelle à la sixième primaire, de 7 à 19 heures, uniquement durant les jours d'école, pendant les congés de Toussaint et de Carnaval. Seuls les enfants de personnes exerçant une activité professionnelle ou en parcours d'insertion sont admissibles. Ils doivent, en outre, être scolarisés, habiter l'entité de Tournai ou avoir des parents travaillant sur Tournai. Les enfants sont sous la surveillance d'une infirmière et un médecin peut être également sollicité par Ale'izée en cas d'aggravation de l'état de l'enfant.

1.g. Opérateurs souhaitant renouveler leur agrément et être subventionnés

- \* **L'administration communale de Tournai**, Rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai pour les 15 accueils extrascolaires suivants (accueils aux mêmes adresses) :
  - **Ecole communale de Gaurain**, rue d'Antoing 4 à 7530 GAURAIN-RAMECROIX, 5 jours /semaine;
  - **Ecole communale de Vezon «Crayons de soleil»**, rue des Prisonniers 9 à 7538 VEZON, 4 jours/semaine;
  - **Ecole libre Saint-Joseph**, rue des Prisonniers 36B à 7538 VEZON, 4 jours/semaine;
  - **Ferme a Tertous de Vezon**, rue Albert I<sup>er</sup>, 61 à 7538 Vezon, 1 jour/semaine;
  - **Accueil extrascolaire de Templeuve**, parc du Château à 7520 Templeuve, 5 jours /semaine;
  - **Ecole communale de la Justice**, rue de la Justice 8B à 7500 TOURNAI, 5 jours /semaine;
  - **Ecole communale du Château**, avenue Leray 33 à 7500 TOURNAI, 5 jours /semaine;
  - **Ecole communale Paris**, rue du Sondart 12 à 7500 TOURNAI, 5 jours /semaine;
  - **Ecole communale Apicoliers I**, rue des Ecoles 49 à 7540 KAIN, 5 jours /semaine;
  - **Ecole communale Apicoliers II**, rue Raoul Van Spitael 27 à 7540 KAIN, 5 jours /semaine;
  - **Ecole communale Vieux Chemin d'Ere**, rue Mulier 86 à 7500 TOURNAI, 5 jours /semaine;
  - **Ecole communale Arthur Haulot**, boulevard des Combattants 137 à 7500 TOURNAI, 5 jours/semaine;
  - **Ecole communale de Béclers**, rue de la Buisseraie 11 à 7532 BECLERS, 5 jours /semaine;
  - **Ecole communale de Marquain**, rue de l'Alène d'Or 9 à 7522 MARQUAIN, 5 jours /semaine;
  - **Ecole communale de Vaultx**, rue des Abliaux 48 à 7536 VAULX, 5 jours /semaine;
- \* **ASBL Comité scolaire Notre-Dame Auxiliatrice de Tournai**, rue Doublet, 18 à 7500 Tournai, 4 jours/semaine pour son accueil à l'école Notre-Dame Auxiliatrice, située même adresse;
- \* **ASBL Centre scolaire de la Sainte-Union**, rue Montgomery, 71 à 7540 Kain, 4 jours/semaine pour son accueil à l'école maternelle de la Sainte-Union, Rue de l'Eglise Notre-Dame de la Tombe, 7 à 7540 Kain;
- \* **ASBL Comité scolaire Saint-Piat**, rue Chèrequesfosse, 10 à 7500 Tournai, 4 jours/semaine pour son accueil à l'école Saint-Piat située même adresse;
- \* **ASBL Comité scolaire fondamental libre Saint-Michel**, rue Saint-Eleuthère, 168 à 7500 Tournai, 4 jours/semaine pour son accueil à l'école fondamentale Saint-Michel, située même adresse;
- \* **ASBL Ecole libre Saint-Joseph et Saint-Eleuthère de Blandain**, place, 19 à 7522 Blandain, pour les deux accueils extrascolaires suivants :
  - . Site de Blandain, place, 19 à 7522 Blandain, 5 jours/semaine;
  - . Site d'Esplechin, rue Longue, 4 à 7502 Esplechin, 4 jours/semaine;

- \* **ASBL Ecole des Frères**, rue des Choraux, 12 à 7500 Tournai, 4 jours/semaine pour son accueil à l'école fondamentale des Frères, rue du Four Chapitre, 3 à 7500 Tournai;
- \* **Athénée Royal Robert Campin**, rue du Château, 18 à 7500 Tournai, 5 jours/semaine, pour son accueil situé même adresse;

#### 1.h. Opérateurs souhaitant être agréés et subventionnés

- \* **ASBL Ecole fondamentale des Ursulines**, rue des Carmes, 18 à 7500 Tournai, 5 jours/semaine au lieu des 4 jours/semaine actuellement, pour son accueil à l'école fondamentale des Ursulines située même adresse;
- \* **Ecole fondamentale Mutien Marie**, rue Gros Fidèle, 51 à 7530 GAURAIN-RAMECROIX, 4 jours/semaine, pour son accueil à la même adresse;
- \* **Les Co'Kain, enseignement spécialisé maternel et primaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles**, rue de Breuze 9B à 7540 KAIN, 4 jours/semaine, pour son accueil à la même adresse;
- \* **Ecole communale de Froidmont**, rue des Combattants de Froidmont, 7 à 7504 FROIDMONT, 5 jours/semaine;
- \* **Ecole communale Le Petit Colisée**, avenue de Maire, 40 à 7500 TOURNAI, 5 jours/semaine;
- \* **Ecole communale du Val d'Orcq**, résidence Marcel Carbonnelle, 7B à 7500 TOURNAI, 4 jours/semaine;
- \* **Ecole communale du Beau Séjour**, avenue Beau Séjour, 80 à 7500 TOURNAI, 1 jour/semaine;
- \* **Ecole communale Jean Noté**, avenue De Gaulle, 1 à 7500 TOURNAI, 5 jours/semaine;
- \* **Ecole communale de Blandain**, rue Edmond Richard, 4 à 7522 BLANDAIN, 5 jours/semaine;

## 2. Besoins d'accueil révélés par l'état des lieux

### 2.a. Par les personnes qui confient leurs enfants

Les parents souhaitent voir comblés les besoins non rencontrés suivants :

- une offre variée pour les enfants et plus particulièrement pour ceux âgés de moins de 4 ans ou de 10 à 12 ans
- une offre plus importante pour la première semaine de juillet et la deuxième quinzaine du mois d'août
- des horaires plus étendus pour les stages (une garderie le matin et le soir, avant et après les périodes d'activités)
- des garderies le soir et le mercredi après-midi (même centralisées)
- des tarifs démocratiques et dégressifs
- une information plus précoce sur les stages de la Ville de Tournai (et les autres)
- un encadrement de qualité tant au niveau de la formation du personnel que du taux d'encadrement
- davantage de places disponibles et/ou un système de priorité pour les enfants dont les deux parents travaillent

- des locaux sécurisés et propres.

Les attentes des parents à l'heure actuelle sont :

- un accueil proposant des horaires très étendus et un ramassage scolaire pour les enfants dont les parents ont des horaires à poste ou irréguliers. Cette demande est également valable pour les indépendants, ce qui n'est pas le cas actuellement avec le seul opérateur d'accueil proposant ce type de services, les Galipettes
- des plaines de jeux en plein air
- des centres de loisirs [type Administration générale de l'aide à la jeunesse, de la santé et du sport (ADEPS)]
- des activités culinaires durant l'année. Ce type d'activités est proposé lors des stages mais aucun opérateur ne le propose comme activité hebdomadaire
- des activités "nature" et de sensibilisation à l'environnement

## 2.b. Par les enfants

Les besoins non rencontrés ou partiellement rencontrés par les enfants sont :

- \* Au niveau de la garderie :
  - faire du sport
  - avoir un coin repos/détente
  - faire de la musique ou de la cuisine
- \* Au niveau des activités extrascolaires :
  - des locaux sécurisés, rassurants et agréables
  - des animateurs à l'écoute (les enfants ne parlent pas en termes de compétence mais de sympathie)
  - l'accès à l'équitation : non en termes d'offre, mais bien de prix.

De nombreux enfants (surtout des filles) ont émis le regret de ne pas pouvoir faire d'équitation à cause du coût. Cette activité est, en effet, l'une des plus onéreuses : le prix de la leçon est élevé, il est souvent nécessaire de se faire membre pour des questions d'assurance, et l'équipement est assez coûteux. Pourtant, plusieurs centres équestres proposent un étalement des paiements. Cette solution est peut-être méconnue des parents.

## 2.c. Par les professionnels

Les besoins non rencontrés ou partiellement rencontrés sur lesquels la coordination accueil temps libre pourrait agir sont les suivants :

- du personnel qualifié pour garder les enfants
- des horaires plus étendus et des solutions de garde pour les parents ayant des horaires de travail à poste ou qui sont indépendants
- une capacité d'accueil plus importante
- l'accès aux enfants porteurs de handicap
- un accueil de qualité le matin dans les écoles
- des stages avec des tarifs démocratiques et dégressifs

Au niveau de l'accueil extrascolaire dans les écoles :

- des locaux réservés uniquement à l'accueil des enfants
- un coin repos et des activités de relaxation
- des collations après 16 heures

- un suivi scolaire assurant la réalisation des devoirs
- des activités variées, notamment à l'extérieur.

#### 2.d. Par les opérateurs d'accueil

- manque de locaux ou locaux insalubres
- manque d'encadrement ou difficulté de respecter les normes d'encadrement
- manque de moyens financiers, peu d'aides
- manque d'intérêt des pouvoirs publics
- accompagnement difficile des plus petits
- difficulté d'organiser des stages à prix démocratique

Seuls les opérateurs agréés et subventionnés par l'ONE ont formulé la demande de formations pour leurs accueillants.

En réalité, une formation continuée des personnes encadrant les enfants fait partie des exigences de l'ONE pour conserver l'agrément et la subvention. Chaque année, ces opérateurs doivent donc remettre un tableau de synthèse reprenant les formations suivies. En revanche, les opérateurs non agréés n'ont fait aucune demande, alors que certaines formations sont gratuites.

Les opérateurs souhaitent bénéficier des actions en termes de publicité et d'information aux familles : journée de l'accueil extrascolaire, newsletter.

Ils ont beaucoup apprécié le speed dating proposé par la coordination accueil temps libre et ont déjà demandé à plusieurs reprises d'organiser une autre édition. Certains d'entre eux n'ayant pas participé en 2012 ont également demandé à être invités lors de la prochaine édition.

#### 2.e. Compilation des besoins non ou peu rencontrés

##### **\* L'OFFRE :**

- une offre variée pour les enfants et, plus particulièrement, pour ceux âgés de moins de 4 ans ou de 10 à 12 ans
- une offre plus importante pour la première semaine de juillet et la deuxième quinzaine du mois d'août
- davantage de places disponibles et/ou un système de priorité pour les enfants dont les deux parents travaillent
- l'accès aux enfants porteurs de handicap

Les opérateurs présents dans l'entité répondent en partie à ces besoins mais il est vrai que les activités pour les plus petits sont plus limitées et que l'offre en matière de stages est plus faible au début et à la fin des vacances d'été. Au point de vue de la capacité d'accueil, l'offre globale pourrait couvrir la demande, mais les choix des parents et/ou des enfants se portent beaucoup sur les mêmes activités. Quant aux enfants porteurs de handicap, l'entité compte très peu d'opérateurs spécialisés et peu d'opérateurs ont la capacité d'accueillir des enfants handicapés (par faute de moyens ou de formation adaptée).

**\* LES HORAIRES :**

- des horaires plus étendus pour les stages (une garderie de matin et le soir, avant et après les périodes d'activités)
- des garderies le matin, le soir et le mercredi après-midi (même centralisées)

La majorité des opérateurs proposent des horaires de stage difficilement compatibles avec des horaires ordinaires de travail si les parents ne disposent d'aucun moyen pour conduire et rechercher leurs enfants (exemple : 9 heures - 16 heures). Certains proposent des garderies avant et après l'activité, offrant davantage de souplesse aux parents, mais ils sont rares à proposer des horaires très élargis (exemple : 7 heures 30 - 17 heures 30). Les accueils extrascolaires dans les écoles sont majoritairement satisfaisants le matin et le soir mais un besoin se fait sentir du point de vue des parents pour le mercredi après-midi. Pourtant, la fréquentation des accueils le mercredi après-midi n'est pas très importante : la proportion d'enfants par rapport au nombre total d'élèves devra être établie et étudiée.

**\* LES TARIFS :**

des tarifs démocratiques et dégressifs

Cette suggestion concerne principalement les stages ou des activités plus onéreuses (exemple : équitation). Il est vrai que, excepté les stages «de base» proposés par la commune au prix de 15,30 €/semaine, les stages proposés durant les vacances dépassent souvent 50,00 €/semaine. Ce tarif, multiplié par le nombre de semaines de stage nécessaires, voire le nombre d'enfants composant la famille, peut représenter un budget très conséquent pour les parents (même si pas mal d'opérateurs offrent un tarif dégressif). Quelques opérateurs, comme les manèges justement, acceptent les étalements de paiement, ce que les parents ne savent pas forcément. Cependant les opérateurs manifestent aussi leur désarroi face à cette demande des parents car il est difficile pour eux de proposer une activité avec un encadrement de qualité à moindre coût s'ils veulent pouvoir rentrer dans leurs frais. Ils souhaitent une aide financière en ce sens.

**\* L'INFORMATION :**

une information sur les stages de la Ville de Tournai (et les autres) plus précoce.

Le délai trop court de l'information donnée aux parents sur les stages de la Ville s'explique par la complexité de l'organisation des multiples stages, surtout durant les vacances d'été. Le Service jeunesse est tributaire des animateurs qui ne confirment parfois leur disponibilité que quelques semaines avant le début des vacances. Le Service préfère donc donner une information tardive mais définitive plutôt que d'annoncer des activités qui ne pourront être maintenues. Certains opérateurs éprouvent également des difficultés à transmettre les informations concernant leurs stages plus d'un mois avant les vacances car ils dépendent de bénévoles ou du calendrier des salles.

**\* L'ENCADREMENT :**

- un encadrement de qualité tant au niveau de la formation du personnel que du taux d'encadrement
- du personnel qualifié et à l'écoute pour garder les enfants

Les accueils extrascolaires des écoles, les plaines ou certains opérateurs souffrent parfois du manque de qualification et/ou d'expérience des accueillant(e)s, ou d'un nombre insuffisant d'encadrants par rapport au nombre d'enfants. Il s'agissait (la situation dans les plaines a été régularisée depuis) ou il s'agit, cependant, d'opérateurs non agréés par l'ONE. L'octroi de l'agrément et de la subvention résolvent ces problèmes d'encadrement de par l'aide financière octroyée mais également grâce à une meilleure organisation.

**\* LES LOCAUX :**

- des locaux sécurisés et propres, réservés uniquement à l'accueil des enfants, et en suffisance
- avoir un coin repos/détente et des activités de relaxation

Les locaux exclusivement réservés à l'accueil des enfants sont rares, surtout dans les écoles. Ce sont souvent des locaux partagés, soit dans une classe, soit dans le réfectoire, soit dans la salle de psychomotricité. Cela n'en fait pas des locaux inconvenants mais il est de ce fait difficile de l'aménager de manière idéale et définitive (exemples : œuvre collective laissée en cours de réalisation, aménagement d'un espace repos, etc.). Les opérateurs rencontrent également des difficultés pour trouver des locaux convenables à des prix raisonnables ou disponibles au moment voulu. Un partage de locaux entre plusieurs opérateurs s'avère parfois être une bonne solution.

**\* LES ACTIVITES :**

- faire du sport à l'école après l'étude
- faire de la musique ou de la cuisine
- un suivi scolaire assurant la réalisation des devoirs
- des activités variées, notamment à l'extérieur

Ces remarques concernent exclusivement l'accueil extrascolaire proposé dans les écoles. La variété des activités est sans doute à améliorer puisque les activités réalisées actuellement se limitent souvent à des coloriages, des bricolages, des jeux de société ou jeux de ballon. La musique, la cuisine ou le sport nécessitent du matériel que les écoles n'ont pas souvent à leur disposition. Un suivi scolaire n'entre pas dans le cadre de l'accueil temps libre mais c'est un souhait à relayer auprès des personnes compétentes (écoles de devoirs).

**2.f. Projets de la Ville et de la CCA**

Dans un souci de clarté, nous reprendrons les points évoqués ci-dessus en émettant des propositions d'amélioration.

**\* L'OFFRE :**

La capacité d'accueil globale offerte dans l'entité paraît suffisante de manière générale. Cependant, les coordinatrices vont encourager les opérateurs d'accueil à :

- ouvrir davantage de stages et/ou d'activités aux 2,5-4 ans
- proposer des stages dès la première semaine de juillet et jusque la dernière semaine d'août, quitte à s'octroyer des périodes de fermeture entre deux, l'idée étant de répartir plus harmonieusement l'offre sur toute la durée des vacances. Il s'agit là d'un réel travail de coordination qui dépendra, cependant, du bon vouloir des opérateurs. En effet, ce n'est pas un hasard si l'offre est moindre à ces moments-là : début juillet, les clubs clôturent leur année d'activités et doivent prendre le temps de mettre en place les stages logistiquement parlant. Fin août, les clubs préparent leur rentrée et consacrent du temps aux nouvelles inscriptions ou affiliations. Objectif de la coordination : arriver à les sensibiliser et à les encourager à s'organiser différemment.
- encourager les opérateurs d'accueil à accueillir en intégration des enfants porteurs de handicap. Il s'agit là d'un réel besoin à combler car de nombreuses familles se retrouvent désemparées durant les périodes de vacances scolaires. Les parents éprouvent des difficultés dans l'organisation mais, surtout, les enfants en manque de stimuli régressent parfois dans leur développement psychomoteur et social. Fréquenter d'autres enfants, handicapés ou pas, dans le cadre d'une activité épanouissante ne peut que leur faire le plus grand bien. Malheureusement, il n'existe que très peu d'opérateurs accueillant des enfants handicapés durant les vacances. De plus, l'infrastructure et/ou les activités ne répondent pas toujours aux besoins des enfants, selon leur handicap ou leur âge. De nombreux spécialistes et associations prônent l'intégration de ces enfants. C'est déjà le cas chez certains opérateurs : les jeunesses musicales, le club des archers de Tournai, Templeuve United (football de table), mutualité libérale, la maison de la marionnette, etc. Mais l'objectif des coordinatrices est d'élargir le panel des activités afin que chaque enfant puisse trouver son bonheur. Un travail de sensibilisation a déjà été entamé auprès des opérateurs mais ces derniers sont freinés pour différentes raisons : méconnaissance des handicaps et des capacités des enfants porteurs de ces différents handicaps, peur de ne pas pouvoir encadrer l'enfant différent sans en faire pâtir le reste du groupe et peur de créer un précédent et de ne pouvoir faire face à de trop nombreuses demandes

C'est donc sur ces craintes et cette méconnaissance que les efforts seront concentrés. Une sensibilisation faite par des professionnels, une formation groupée proposée aux opérateurs «partants» («Accueillir un enfant en situation de handicap»), une formation d'un jour dispensée gratuitement par le service formation de l'intercommunale sociale du Brabant wallon), une aide en termes de contacts avec des organismes spécialisés proposant un accompagnement personnalisé lors de l'activité (Une place pour tous) : voilà ce qui est envisagé pour les prochaines années. Une sous-commission de la commission communale de l'accueil, composée de personnes compétentes dans le domaine ou intéressées par la problématique devrait être utile dans cette optique.

**\* LES HORAIRES :**

En ce qui concerne les stages, le Service jeunesse de la Ville a été sensibilisé et propose, depuis Pâques 2014, des horaires plus étendus au moins pour une partie des stages. L'Echevin de la jeunesse et de la petite enfance s'est montré attentif aux souhaits des parents révélés par l'état des lieux et a de suite demandé à son service d'adapter les heures de garderie d'une partie des stages organisés par la Ville. Une simple réorganisation des horaires des animateurs a permis d'ouvrir ce service aux parents dans le besoin. Il faudrait parvenir à étendre ces horaires à davantage de stages, également dans le secteur privé. En ce qui concerne les accueils extrascolaires effectués dans les écoles, les horaires sont déjà satisfaisants le matin et le soir mais une trop faible proportion d'écoles propose un accueil le mercredi, pourtant réclamé par les parents prêts à aller rechercher leur enfant dans un autre établissement dans le cas d'un regroupement d'écoles. Une solution à envisager. En effet, les grandes et moyennes écoles bénéficient d'accueillant(e)s assurant l'accueil de leurs élèves au sein même de l'établissement car le nombre d'élèves le justifie. Les petites écoles, par contre, ne comptant que 5 à 10 élèves le mercredi après-midi, ne peuvent pas toutes bénéficier d'un accueil indépendant car cela engendre des coûts trop importants. La solution serait donc de regrouper les élèves de quelques écoles dans un même établissement, réduisant ainsi les frais de personnel et les frais de fonctionnement (jeux et matériel non multipliés). C'est déjà le cas à Gaurain (qui accueille les enfants de Barry et de Maulde, tous réseaux confondus) et à Templeuve (qui accueille les enfants de Blandain et de l'école libre de Templeuve). D'ici la fin du programme CLE, toutes les écoles de l'entité, tous réseaux confondus, devraient pouvoir bénéficier d'un accueil de qualité et ce, principalement grâce à l'agrément et à la subvention octroyés par l'ONE. La proportion élevée de petites écoles conduira inévitablement à des regroupements qu'il faudra déterminer en fonction de la situation des écoles, mais également des affinités entre directions.

**\* LES TARIFS :**

Etant donné qu'il est difficile pour les opérateurs de proposer des activités ou des stages à des tarifs moins élevés s'ils ne veulent pas travailler à perte, ils seront invités à proposer des étalements de paiement ou des tarifs dégressifs pour les familles nombreuses. A part cela, la coordination a peu de marge de manœuvre par rapport aux tarifs.

**\* L'INFORMATION :**

La newsletter sera maintenue et améliorée notamment au point de vue des délais d'information : les opérateurs seront sollicités afin de remettre les données concernant leurs stages le plus tôt possible. Un travail de synchronisation avec le Service jeunesse sera effectué par le biais de réunions et de contacts réguliers, afin d'informer les familles plus rapidement et de leur permettre des inscriptions plus précoces. La newsletter sera toujours envoyée systématiquement aux familles inscrites auprès du Service ATL mais elle sera également mise en ligne sur [tournai.be](http://tournai.be) via un lien. Le profil Facebook de la Ville pourrait lui aussi être utilisé.

**\* L'ENCADREMENT :**

Au niveau de la Ville de Tournai, un réel effort a été réalisé au niveau du taux d'encadrement et de la formation des animateurs des plaines et des stages. Les coordinatrices vont malgré tout monter un dossier afin de garantir la formation d'un minimum d'animateurs brevetés par an, en collaboration avec le Service jeunesse. L'accueil extrascolaire est en pleine mutation également puisque 19 implantations communales et libres bénéficient déjà de personnel plus qualifié et qu'à terme, toutes les écoles devraient en bénéficier. Au niveau des opérateurs privés et mis à part les clubs sportifs (réglementés par leurs fédérations), la difficulté est de les sensibiliser alors qu'ils ne dépendent pas d'un agrément ou qu'ils ne sont même pas déclarés. Les efforts seront concentrés sur cette sensibilisation à un accueil de qualité et des formations groupées seront proposées.

**\* LES LOCAUX :**

Au niveau des écoles, il sera difficile de consacrer des locaux exclusivement à l'accueil extrascolaire des enfants. En effet, beaucoup d'établissements souffrent déjà du manque d'espace, certains devant même créer des classes dans des portakabins. Le partage des locaux est donc une solution envisagée dans la majorité des cas en veillant, cependant, à ce que ces locaux continuent de répondre aux exigences de l'ONE par rapport à l'hygiène, à la sécurité et à l'organisation de l'espace.

Quant aux opérateurs privés, un système de "petites annonces" centralisé par les coordinatrices pourrait les aider à trouver un local là où d'autres n'en ont pas ou moins besoin.

**\* LES ACTIVITES :**

Les coordinatrices tenteront de créer davantage de liens entre les écoles et les opérateurs afin de susciter de nouvelles collaborations, en invitant les écoles aux speed dating, par exemple. Le Service des sports pourrait servir de relais dans le cadre de ces collaborations. Des malles à jeux seront mises à disposition des opérateurs, dont les accueils extrascolaires, afin de proposer des activités plus diversifiées : une malle théâtre, une malle jeux d'adresse, une malle circomotricité et une malle jeux de coopération ont été acquises en 2014. Elles seront mises à disposition à partir de 2015, selon des dispositions encore à déterminer. Pourraient s'y ajouter une malle musique, une malle cuisine, une malle sport et d'autres malles à thèmes selon les demandes.

Une information sera donnée aux opérateurs par rapport aux activités peu ou pas développées dans l'entité. Certains d'entre eux auront sans doute l'envie et la possibilité d'y répondre, au moins dans le cadre de stages thématiques (exemples : cuisine, environnement,...).

### **3. Modalités de collaboration entre les opérateurs**

Actuellement, plusieurs opérateurs proposent des activités dans les écoles : clubs sportifs, conservatoire de musique, Mômes Circus, danse, théâtre. Ces activités sont proposées durant les récréations, sur les temps de midi ou le mercredi après-midi. Excepté celles du conservatoire de musique, ces activités sont payantes. Elles permettent cependant aux enfants d'y participer sans que les parents ne subissent les contraintes liées aux déplacements et aux horaires des activités en soirée ou le week-end.

Dans le cadre des stages, certains opérateurs organisent des activités en commun mais il n'y a que peu d'interactions entre eux. Ce qui sera développé : les échanges de pratique, le partage de locaux ou de matériel... Cela pourra se faire dans le cadre des speed dating ou du système de petites annonces. Tout cela dans le but de répondre de mieux en mieux aux besoins des familles de l'entité.

### **4. Modalités d'information aux usagers potentiels**

La Ville de Tournai informe les familles sur l'offre en matière d'activités extrascolaires par les biais suivants :

- le site *accueildesenfants.be*, géré par la coordination accueil temps libre (une gestionnaire de site s'y emploie à temps plein)
- Tournai.be (stages de la Ville, newsletter à l'avenir)
- Facebook (stages de la Ville, newsletter à l'avenir)
- Twitter (stages de la Ville)
- Memento communal – agenda édité une fois par an et qui reprend toutes les sources d'information des différents services de la Ville (Service jeunesse, Service sport...)
- Tournai info : brochure toutes-boîtes reprenant les sources d'information relatives à l'accueil extrascolaire via sa rubrique accueil temps libre – c'est notamment par ce biais que les familles tournaisiennes ont pu prendre connaissance de l'existence de la newsletter.
- Newsletter : depuis novembre 2013, le Service ATL édite une newsletter reprenant l'offre en matière de stages durant chaque période de vacances scolaires. Cette newsletter est envoyée systématiquement par courriel un mois avant chaque période de vacances aux familles qui en ont fait la demande. Actuellement, plus de 500 familles y sont inscrites.
- Guide du sport : le Service des sports a édité une brochure reprenant les infrastructures et les clubs sportifs implantés sur la commune.
- Les écoles : un document reprenant les stages organisés par la Ville de Tournai est distribué à tous les enfants de maternelle et de primaire fréquentant les écoles communales. Les écoles distribuent également les informations concernant les opérateurs partenaires (conservatoire de musique, Mômes circus,...).

## **5. Modalités de répartition des moyens publics octroyés aux secteurs**

La Ville de Tournai assume la différence entre les frais engendrés par la coordination accueil temps libre (frais de personnel et frais de fonctionnement) et le montant des subsides accordés par l'Office de la naissance et de l'enfance, autrement dit près de 22.000,00 €.

Elle assume également les charges salariales des 6 accueillants extrascolaires communaux et de la gestionnaire du site « [accueildesenfants.be](http://accueildesenfants.be) », après déduction des 32 points APE accordés par la Région wallonne, ce qui correspond à un peu moins de 98.000,00 €.

Enfin, elle prend en charge une partie des loyers relatifs aux bureaux partagés avec d'autres projets au sein du Service d'aide à l'intégration sociale. Les frais de photocopies, de courrier, d'électricité et de téléphone sont eux aussi assumés en grande partie par la Ville. Ces frais sont cependant impossibles à quantifier étant donné qu'ils sont communs à l'ensemble des projets gérés par ce service.

### **Autre budget en rapport avec l'accueil de l'enfant**

Le Service jeunesse de la Ville de Tournai organise des stages et accueille des enfants au sein de ses plaines de jeux durant les vacances scolaires. Une plaine accueille également les enfants le mercredi après-midi. Ce service dispose d'un budget de 380.000,00 € en frais de personnel encadrant, 124.500,00 € en frais de personnel de coordination, et 15.000,00 € en frais de fonctionnement.

Le Service des sports, quant à lui, dispose d'un budget de 115.000,00 € en frais de personnel encadrant. En effet, des moniteurs de sport sont mis à disposition pour des animations dans les écoles le mercredi après-midi et lors de certains stages, en collaboration avec le Service jeunesse.

## **II. Annexes**

### **Annexe :**

Tableau reprenant les 214 opérateurs par catégorie."

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que la coordination accueil temps libre assure l'information et la coordination en matière d'accueil extrascolaire et qu'elle est subsidiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, qui détermine les dispositions légales liées aux outils mis à disposition des coordinateurs dans le but de les aider à s'organiser dans la réalisation de leurs objectifs fixés par le programme CLE (coordination locale pour l'enfance), à savoir un rapport d'activités et un plan d'action;

Considérant que le décret, dans son article 11/1 § 1, précise pour le plan d'action :

*«La Commission communale de l'accueil (CCA) définit, chaque année, les objectifs prioritaires concernant la mise en œuvre et le développement qualitatif et quantitatif du programme CLE visé à l'article 8. Le coordinateur ATL visé à l'article 17 traduit ces objectifs prioritaires en actions concrètes dans un plan d'action annuel. Le plan d'action annuel couvre la période de septembre à août. Il doit être présenté, débattu et approuvé par la CCA. Il est ensuite transmis au conseil communal et à la commission d'agrément visée à l'article 21.»;*

Considérant que ce même décret, dans son article 11/1 § 2, précise pour le rapport d'activités : «La réalisation du plan d'action annuel est évaluée par la CCA. Les résultats de cette évaluation sont repris dans le rapport d'activités du coordinateur ATL visé à l'article 17. Le rapport d'activités est transmis pour information aux membres de la CCA, au conseil communal et à la commission d'agrément visée à l'article 21.»;

Considérant que le rapport d'activités lié au plan d'action 2013-2014 et le plan d'action 2014-2015 ont été débattus et approuvés à l'unanimité le 20 octobre 2014 par la commission communale de l'accueil et envoyés à l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) le 21 novembre 2014;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **PREND CONNAISSANCE :**

du **rapport d'activités 2013-2014** et du **plan d'action 2014-2015** de la coordination accueil temps libre dont les termes suivent :

"

#### **Rapport d'activités 2013-2014**

##### **Commentaires libres :**

Les coordinatrices ont atteint la quasi-totalité des objectifs qu'elles s'étaient fixés sur la durée de ce plan. La réalisation de l'état des lieux, la création de 11 nouveaux accueils dans les écoles et l'organisation de la journée de l'accueil extrascolaire ont occupé la majeure partie de leur temps. Les actions habituelles ont cependant été effectuées et seules quelques actions n'ont pas été accomplies par manque de demandes (action 9) ou pour des raisons pratiques indépendantes de leur volonté (actions 13 et 14).

##### **Evaluation :**

<b>N° d'action</b>	<b>Action</b>	<b>L'activité prévue a-t-elle été réalisée ? Commentaires</b>
<b>1</b>	Inventorier les activités organisées par les opérateurs pour chaque période de vacances et développer la newsletter pour les stages organisés durant ces	Oui, entièrement. Cinq éditions sont parues depuis les vacances d'automne 2013 et ont été envoyées à près de 500 familles. La principale difficulté est que beaucoup d'opérateurs ne répondent pas ou n'ont pas

	périodes	la possibilité de s'organiser assez tôt pour transmettre l'information.
<b>2</b>	Organiser la 5 <sup>ème</sup> édition de la journée de l'accueil extrascolaire	Oui, entièrement. Le fait de coupler l'événement avec l'organisation d'une action pour l'Unicef a demandé une énergie considérable pour finalement peu de résultats dus au manque de soutien. Une évaluation avec les opérateurs et bénévoles va permettre de mettre en avant les points positifs et négatifs.
<b>3</b>	Tenir des stands d'information lors d'événements liés à l'enfance	Oui, entièrement. Tournai Toys en novembre 2013 et Tournai en fête le 7 juin 2014
<b>4</b>	Veiller à la mise à jour du site <a href="http://accueildesenfants.be">accueildesenfants.be</a>	Oui, entièrement. L'état des lieux a permis une remise à jour générale. Les stages sont à jour avant chaque période de vacances.
<b>5</b>	Créer de nouveaux supports pour informer les parents et rendre notre service plus visible	Oui, entièrement. La newsletter en est à sa cinquième édition.
<b>6</b>	Organiser au minimum deux réunions de la CCA	Oui, entièrement. Les 7 octobre 2013, 18 novembre 2013, et 5 mai 2014.
<b>7</b>	Rencontrer les partenaires et les opérateurs sur le terrain	Oui, partiellement. Plus ou moins 50 opérateurs ont été rencontrés et la journée de l'accueil nous a permis d'en rencontrer une partie dans leur structure.
<b>8</b>	Encourager les opérateurs d'accueil présents sur la commune à se déclarer, voire à introduire un projet d'accueil	Oui, entièrement. Auprès des opérateurs déjà rencontrés
<b>9</b>	Aider les nouveaux opérateurs dans leurs démarches vis-à-vis de l'ONE	Non. Aucun opérateur n'a émis de demande
<b>10</b>	Encourager les opérateurs à accueillir des enfants porteurs de handicap dans un but d'intégration et d'accès à un panel plus large d'activités	Oui, partiellement. Sensibilisation via la newsletter. Nous demandons aux opérateurs s'ils sont prêts à accueillir des enfants porteurs de handicap. Dans ce cas, un logo apparaît pour signifier aux parents la possibilité de prendre contact.
<b>11</b>	Soutenir les opérateurs proposant une activité inexistante sur la commune	Non. Aucune demande reçue
<b>12</b>	Encourager les opérateurs d'accueil à élargir leurs horaires d'accueil durant les stages	Oui, partiellement. Le travail avec la Ville de Tournai est facile. Il reste à convaincre les autres opérateurs.
<b>13</b>	Suivre des formations permettant	Non. Nos inscriptions n'ont pas abouti.

	d'alimenter le travail des coordinatrices.	
<b>14</b>	Organiser et coordonner des formations groupées à destination des accueillants et des opérateurs d'accueil demandeurs	Non. Le prix, le manque de places, les formations annulées nous rendent la tâche compliquée
<b>15</b>	Participer aux plateformes des coordinateurs du Hainaut organisées par l'ONE	Oui, partiellement. Participation à la réunion du 19 mai 2014 mais dans l'impossibilité de participer à l'autre.
<b>16</b>	Participer à des réunions entre coordinateurs du réseau local	Oui, entièrement. Une réunion à Comines et une autre prévue fin 2014 à Tournai
<b>17</b>	Assurer la gestion d'équipe des trois structures d'accueil communales	Oui, entièrement. Réunions hebdomadaires.
<b>18</b>	Améliorer la qualité de l'accueil dans les écoles	Oui, partiellement. Période test du 22 avril au 30 juin 2014 dans 11 implantations.

### **Plan d'action 2014-2015**

#### **Objectifs prioritaires annuels de la Commission communale de l'accueil :**

Objectif 1 : Informer les familles sur les activités extrascolaires pour les 2,5-12 ans sur le territoire de la commune

Objectif 2 : Coordonner l'accueil des enfants de 2,5 à 12 ans sur le territoire de la commune

Objectif 3 : Améliorer la qualité de l'accueil des enfants de 2,5 à 12 ans dans les structures existantes

Objectif 4 : Varier ou adapter l'offre en matière d'accueil extrascolaire afin de répondre aux besoins non satisfaits sur la commune

Objectif 5 : Formation des coordinatrices et des opérateurs

Objectif 6 : Soutien concret aux opérateurs (nouveaux ou existants) et visites sur le terrain

Objectif 7 : Rédaction du programme CLE et préparation du 1<sup>er</sup> plan d'action 2015-2016.

#### **Commentaires libres :**

Cette année, les coordinatrices se concentreront chronologiquement sur la rédaction du programme CLE 2015-2020, l'amélioration de l'accueil dans les écoles en ouvrant de nouveaux accueils et l'organisation d'un speed dating axé sur l'intégration des enfants porteurs de handicap. Parallèlement à cela, elles poursuivront leur travail d'information aux familles, de formation et de soutien aux opérateurs.

#### **Plan d'action annuel de la coordination (actions concrètes à réaliser) :**

1. Inventorier les activités organisées par les opérateurs pour chaque période de vacances et développer la newsletter pour les stages organisés durant ces périodes
2. Encourager les opérateurs à accueillir des enfants porteurs de handicap dans un but d'intégration et d'accès à un panel plus large d'activités

3. Organiser un speed dating des opérateurs d'accueil
4. Veiller à la mise à jour du site [accueildesenfants.be](http://accueildesenfants.be)
5. Réfléchir et développer de nouveaux canaux d'information et approches afin d'améliorer la visibilité du service
6. Suivre des formations permettant d'alimenter le travail des coordinatrices
7. Informer les opérateurs sur les besoins non rencontrés sur la commune. Les encourager et les soutenir à répondre à ces besoins.
8. Participer aux plateformes des coordinateurs du Hainaut organisées par l'ONE
9. Participer à des réunions entre coordinateurs du réseau local
10. Assurer la gestion d'équipe des trois structures d'accueil communales
11. Améliorer la qualité de l'accueil dans les écoles
12. Rencontrer les opérateurs souhaitant obtenir l'agrément dans le cadre du nouveau programme CLE, les aider à la rédaction et à la mise en place de leur projet. Mise à jour des projets pour les opérateurs souhaitant le prolonger.
13. Suite à l'état des lieux, définir les objectifs à atteindre par la coordination sur la période du nouveau programme CLE 2015-2020
14. Mettre en place le système de prêt de matériel à destination des opérateurs
15. Organiser au minimum deux réunions de la CCA par an
16. Organiser des formations groupées à destination des accueillants et des opérateurs demandeurs."

7. Tournai, quartier Saint-Piat. Projet «TechniCité». Convention de marché conjoint de travaux entre IDETA (agence intercommunale de développement) et la Ville de Tournai. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'une des priorités du programme de politique générale est : «d'attirer l'activité économique jusque dans ses murs et ce, de façon respectueuse envers ses riverains et son environnement».

Le programme stratégique transversal approuvé le 27 janvier 2014 qui est l'outil visant à opérationnaliser la déclaration de politique communale stipule comme action prioritaire : «mettre en œuvre des micro-zones d'activités urbaines». Dès lors, le projet TechniCité ayant pour objet de renforcer l'accueil des entreprises sur le territoire de la Ville de Tournai intègre parfaitement l'objectif fixé dans le cadre de ce plan.

Le Gouvernement wallon a approuvé le périmètre de remembrement urbain (PRU) relatif au quartier Saint-Piat visant à requalifier 10.000 m<sup>2</sup> de chancre industriel, à l'emplacement de l'ancien site de la Technique Electrique Industrielle (TEI) et de l'ancienne piscine Madame. Ainsi, à quelques encablures des abords de l'Escaut requalifié et du quartier historique de l'UNESCO, ce nouveau quartier mixera les fonctions afin de rencontrer les attentes de ses habitants, des entreprises et des touristes.

En décembre 2010, l'Agence intercommunale de développement des arrondissements de Tournai, d'Ath (IDETA) a obtenu dans le cadre du Plan Marshall 2.vert des crédits visant à prendre en charge une partie des aménagements liés au projet TechniCité.

Toutefois, en raison des critères inhérents au financement d'infrastructures économiques (intervention financière uniquement au travers d'aménagements à finalité économique), l'IDETA n'est pas en mesure d'acquérir l'ancienne piscine Madame afin de la démolir et de la reconstruire sur un terrain dont le propriétaire serait la Ville de Tournai.

C'est dans ce contexte qu'avec l'intercommunale IDETA, il est préconisé de lancer un marché unique de travaux comprenant plusieurs lots tels que : hall relais (IDETA); réseau de chaleur (IDETA); piscine Madame/futur roller park (Ville de Tournai); chauffage urbain (ELSA SA); propriétés privées : Croix-Rouge et maison médicale Le Gué.

L'objectif est d'assurer la cohérence et la qualité du projet et ce, dans le respect du PRU.

Dès lors, le Collège a décidé de mettre en place une task force «TechniCité» conjointe Ville de Tournai/IDETA afin de trouver des pistes de solution et de pouvoir aboutir à la mise en œuvre d'une convention inhérente au projet «TechniCité».

La task force a pour objectif de :

- lancer un concours visant à retenir un auteur de projet unique sur l'ensemble du périmètre;
- rechercher des investisseurs potentiels sur le périmètre du projet non visé par le plan Marshall 2.vert;
- poursuivre la finalisation des contacts inhérents aux partenaires identifiés dans le projet (cfr maison médicale, Croix-Rouge,...).

Afin de définir le périmètre d'intervention Ville/IDETA, il est soumis à l'approbation du Conseil une convention de marché conjoint de travaux entre la Ville de Tournai et l'intercommunale IDETA en vue de la mise en œuvre du projet «TechniCité» dans le quartier Saint-Piat à Tournai.

La présente convention a pour objet de déterminer, conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006, les droits et obligations des parties dans le cadre du marché conjoint de travaux dénommé «projet TechniCité».

Les parties s'accordent ainsi à désigner l'IDETA comme l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, en qualité de pouvoir adjudicateur. L'intercommunale se charge également de la désignation du promoteur privé conformément à la loi et ci-après dénommé "adjudicataire du marché public de travaux".

L'IDETA sera donc «le pouvoir adjudicateur» en vertu de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Dans le cadre de ladite convention, la Ville de Tournai confie également à l'IDETA une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'une procédure de revitalisation urbaine liée aux travaux d'aménagement des espaces publics afin de solliciter les subsides y relatifs auprès des services de la Wallonie. Tenant compte des interactions entre la mise œuvre des différents volets du projet TechniCité, cette mission sera, à titre exceptionnel, réalisée gratuitement par l'IDETA.

En résumé, conformément au périmètre de remembrement urbain (PRU) approuvé par le Gouvernement wallon le 23 mai 2013, les parties à la présente convention projettent de réaliser :

- Pour l'IDETA :

- \* La construction de halls relais, un centre d'entreprises, des locaux pour une chaufferie collective et des aménagements des abords publics ainsi que la construction d'un centre de coworking pour sa branche IDETA-développement économique.
- \* La réalisation d'un réseau de chauffage urbain pour compte de sa branche IDETA-énergie.

Dans le même périmètre, sont également projetés :

- Pour l'IDETA pour compte de tiers et à leur demande :

- \* Une construction d'environ 715 m<sup>2</sup> pour l'ASBL «Maison médicale Le Gué»;
- \* Une construction d'environ 665 m<sup>2</sup> pour l'ASBL Croix-Rouge de Belgique – Communauté française;
- \* Les travaux d'équipement de la Power House (chaufferie centralisée du réseau de chauffage urbain) pour la SA ELSA.

- Pour la VILLE DE TOURNAI :

- \* L'aménagement des espaces publics hors périmètre de reconnaissance selon décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques pour un montant forfaitaire maximum de 1.000.000 € hors TVA tous frais, études et travaux compris.
- \* La démolition de la piscine Madame et le déplacement de la cabine haute tension propriété de l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets (Secteur Hainaut électricité) y située ainsi que le nettoyage et l'assainissement du site propriété de la Ville de Tournai.
- \* La construction de bains-douches d'une superficie de 220 m<sup>2</sup>.

- Pour l'adjudicataire du marché public des travaux :

- \* La construction, pour son compte propre, d'une superficie de logement de 2.195 m<sup>2</sup> (± 19 logements).
- \* La construction pour son compte propre d'une superficie de bureaux, commerces et micro-économie de 660 m<sup>2</sup> ainsi que le bâtiment (cabine) ou la partie de bâtiment pour héberger les équipements d'ORES.
- \* La construction, pour son compte propre d'au moins 42 emplacements de parking en sous-sol dont plus ou moins 20 emplacements seront acquis par IDETA.

Dans la perspective de réaliser ce projet, la Ville et IDETA s'engagent à réunir régulièrement le comité d'accompagnement mis en place lors de l'élaboration du PRU et ce, dans un souci de prendre en considération la participation citoyenne de l'ensemble des acteurs du quartier.

En résumé, il est proposé de désigner l'intercommunale IDETA comme organe qui interviendra, au nom de la Ville de Tournai, en qualité de pouvoir adjudicateur de l'ensemble des marchés publics inhérents au projet «TechniCité» et de confier à celle-ci une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à titre gratuit pour la mise en œuvre d'une procédure de revitalisation urbaine liée aux travaux d'aménagement des espaces publics."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVI**D, est invitée à s'exprimer :

" Les habitants du quartier Saint-Piat et les associations actives dans ce projet sont inquiets aujourd'hui parce que de nouveau, depuis plus d'un an, ils n'ont reçu aucune information sur le déroulement du projet. On nous dit que c'est parce que le projet a été dans une phase administrative, qui n'avait pas d'intérêt pour les habitants. Moi, ce que je vois dans la convention qui nous est soumise aujourd'hui, c'est qu'on ne parle plus du tout des habitants, ni des associations, pourtant initiateurs du projet en 2008. La concertation se fera uniquement entre IDETA et la Ville. Et pourtant qui habitera le quartier ? Qui fréquentera ce lieu ? Ce n'est pas seulement un espace économique qui sera créé, mais bien un espace de vie pour les habitants également.

Il me semble évident que le comité d'accompagnement créé dès le départ du projet doit avoir son mot à dire dans le choix du projet architectural qui sera fait et qu'il doit être concerté tout au long de l'élaboration du projet.

D'autre part, contrairement à ce qui avait toujours été annoncé, j'apprends qu'IDETA n'achètera pas la piscine Madame, parce qu'on découvre qu'elle ne peut pas le faire dans le cadre des subventions qu'elle a obtenues. Il va falloir donc faire appel à de nouveaux subsides de rénovation urbaine pour faire les voiries... Dossier qui prendra sans doute encore beaucoup de temps et pour lequel nous ne sommes pas certains d'obtenir les financements. Ce qui est fou, c'est que le comité d'habitants et d'associations avait proposé cette option dès le départ. On a donc perdu 7 ans !

Je me demande, dès lors, si ce projet va vraiment voir le jour. Pourriez-vous nous donner aujourd'hui des éclairages sur le dossier et nous promettre qu'un comité d'accompagnement se réunira tout prochainement ?"

Le **Président** de séance invite Monsieur l'Echevin **R. DELVIGNE** à répondre à cette intervention :

" Pour rappel, le PRU (périmètre de rénovation urbaine) Saint-Piat a été approuvé le 23 mai 2013 par le Gouvernement wallon. Pour le moment, il s'agit d'arrêter les termes de la convention entre IDETA et la Ville de Tournai. Cette convention sera présentée au conseil d'administration d'IDETA. Une fois qu'elle sera approuvée, le comité d'accompagnement sera réuni pour répondre à vos questions.

La porte sera ouverte à vos suggestions. Ce sera pour le mois de janvier. Si une réunion ne suffit pas, une deuxième sera organisée.

Concernant la piscine, elle est vendue en fonction de l'estimation qui en a été faite. Le prix sera récupéré par le biais de chaque vente d'appartement et de lot.

Comme la piscine va se trouver dans le périmètre de revitalisation, l'estimation faite sur le montant de la piscine sera répercutée sous la forme de millièmes sur les appartements et les biens qui vont être vendus par le privé.

Des contacts ont été pris avec la Région wallonne concernant la revitalisation. Le dossier est donc en cours."

Par 31 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que le programme stratégique transversal approuvé le 27 janvier 2014, qui est l'outil visant à opérationnaliser la déclaration de politique communale, stipule comme action prioritaire : «mettre en œuvre des micro-zones d'activités urbaines»;

Considérant que, dès lors, le projet TechniCité ayant pour objet de renforcer l'accueil des entreprises sur le territoire de la Ville de Tournai intègre parfaitement l'objectif fixé dans le cadre de ce plan;

Considérant que le Gouvernement wallon a approuvé le périmètre de remembrement urbain (PRU) relatif au quartier Saint-Piat visant à requalifier 10.000 m<sup>2</sup> de chancre industriel, à l'emplacement de l'ancien site de la Technique Electrique Industrielle (TEI) et de l'ancienne piscine Madame;

Considérant qu'en décembre 2010, l'Agence intercommunale de développement (IDETA) a obtenu dans le cadre du Plan Marshall 2.vert des crédits visant à prendre en charge une partie des aménagements liés au projet TechniCité;

Considérant que, toutefois, en raison des critères inhérents au financement d'infrastructures économiques (intervention financière uniquement au travers d'aménagements à finalité économique), l'IDETA n'est pas en mesure d'acquérir l'ancienne piscine Madame afin de la démolir et de la reconstruire sur un terrain dont le propriétaire serait la Ville de Tournai;

Considérant qu'il est préconisé de lancer avec l'intercommunale IDETA un marché unique de travaux comprenant plusieurs lots tels que : hall relais (IDETA), réseau de chaleur (IDETA), piscine Madame/futur roller park (Ville de Tournai), chauffage urbain (ELSA SA) et propriétés privées : Croix-Rouge et maison médicale Le Gué;

Considérant que l'objectif est d'assurer la cohérence et la qualité du projet et ce, dans le respect du PRU;

Considérant qu'afin de définir le périmètre d'intervention Ville/IDETA, un projet de convention de marché conjoint de travaux entre la Ville de Tournai et l'intercommunale IDETA a été établi en vue de la mise en œuvre du projet «TechniCité» dans le quartier Saint-Piat à Tournai;

Considérant que le présent projet de convention a pour objet de déterminer, conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006, les droits et obligations des parties dans le cadre du marché conjoint de travaux dénommé «projet TechniCité»;

Considérant qu'il est proposé de désigner l'intercommunale IDETA comme organe qui interviendra, au nom de la Ville de Tournai, en qualité de pouvoir adjudicateur de l'ensemble des marchés publics inhérents au projet «TechniCité» et de confier à celle-ci une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à titre gratuit pour la mise en œuvre d'une procédure de revitalisation urbaine liée aux travaux d'aménagement des espaces publics;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 3 abstentions;

**DECIDE :**

d'approuver la convention entre la Ville de Tournai et l'IDETA à savoir :

" ENTRE :

D'une part,

**L'Agence intercommunale de développement IDETA**, représentée par M. Pierre WACQUIER, Président, et M. Pierre VANDEWATTYNE, Directeur général, dont le siège est établi quai Saint-Brice, n° 35 à 7500 Tournai, agissant en exécution de la délibération du Conseil d'administration du 7 novembre 2014. Ci-après dénommée «**l'IDETA**»

ET

D'autre part,

La **VILLE DE TOURNAI**, dont le siège est sis rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par son Echevin délégué à la fonction maïorale, M. Paul-Olivier DELANNOIS, et son directeur général adjoint, M. Thierry LESPLINGART; agissant en vertu d'une délibération du Conseil communal du 16 décembre 2014. Ci-après dénommée «**la VILLE DE TOURNAI**»

Considérant que la présente convention a pour objet de déterminer, conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006, les droits et obligations des parties dans le cadre du marché conjoint de travaux dénommé «**projet TechniCité**».

Que l'article 38 précise :

*«Article 38. En cas de marché conjoint pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents et, le cas échéant, de personnes de droit privé, les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, en qualité de pouvoir adjudicateur. Les conditions du marché peuvent prévoir un paiement séparé pour chacune de ces personnes.».*

Considérant que les éléments essentiels du «projet TechniCité» sont :

À Tournai, dans le quartier Saint-Piat, au sein d'un périmètre formé par le quai des Poissonsceaux et les rues Cherequefosse et Madame et inclus dans un périmètre de remembrement urbain adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2013, les parties à la présente convention projettent de réaliser :

- Pour l'IDETA :

\* La construction de halls relais, un centre d'entreprises, des locaux pour une chaufferie collective et des aménagements des abords publics (avec emprise ou non sur la parcelle cadastrale 255 P) ainsi que la construction d'un centre de coworking pour sa branche IDETA- développement économique. (P1)

\* La réalisation d'un réseau de chauffage urbain pour sa branche IDETA -énergie. (P2)

Que dans le même périmètre, sont également projetés :

- Pour l'IDETA pour compte de tiers et à leur demande :

\* Une construction d'environ 715 m<sup>2</sup> pour l'ASBL «Maison médicale Le Gué» dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue Saint-Piat, n° 56 (BCE 0443.272.578). (P3)

\* Une construction d'environ 665 m<sup>2</sup> pour l'ASBL Croix-Rouge de Belgique – Communauté française dont le siège est établi à 1180 Bruxelles, rue de Stalle, 96 (BCE 0462.132.150). (P4)

\* Les travaux d'équipement de la Power House (chaufferie centralisée du réseau de chauffage urbain) pour la SA ELSA dont le siège social est situé à 7500 Tournai, Quai Saint-Brice, n° 35 (BCE 0822.981.553), et pour laquelle IDETA se porte fort. (P7)

- Pour la VILLE DE TOURNAI :

\* L'aménagement des espaces publics hors périmètre de reconnaissance selon décret du 11 mars 2004 pour un montant forfaitaire maximum de 1.000.000,00 € hors TVA tous frais, études et travaux compris. (P5)

\* La démolition de la piscine Madame et le déplacement de la cabine haute tension propriété d'ORES Assets (Secteur Hainaut Electricité) y située ainsi que le nettoyage et l'assainissement du site, propriété de la VILLE DE TOURNAI et cadastré 239N. (P6a)

\* La construction de bains-douches d'une superficie de 220 m<sup>2</sup>. (P6b)

- Pour l'adjudicataire du marché public des travaux P1 à P7 :

\* La construction, pour son compte propre et à ses risques et périls, d'une superficie de logement de 2.195 m<sup>2</sup>. (P8)

\* La construction, pour son compte propre et à ses risques et périls, d'une superficie de bureaux, commerces et micro-économie de 660 m<sup>2</sup> ainsi que le bâtiment (cabine) ou la partie de bâtiment pour héberger les équipements d'ORES. (P9)

\* La construction, pour son compte propre et à ses risques et périls, d'au moins 42 emplacements de parkings en sous-sol dont plus ou moins 20 emplacements seront acquis par IDETA. (P10)

Considérant que les parties à la présente convention sont ou seront propriétaires ensemble de l'emprise totale sur laquelle les projets précités seront à exécuter;

Considérant que le présent projet est d'intérêt public et rentre dans le cadre de l'intérêt général défendu respectivement par chacune des parties et qu'il se conçoit dans ce cadre de mettre en place une coopération public-public au sens de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne;

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

La présente convention a pour objet de déterminer, conformément à l'article 38 de la loi du 15 juin 2006, les droits et obligations des parties dans le cadre du marché conjoint de travaux dénommé «projet TechniCité».

Les parties s'accordent pour désigner l'IDETA comme l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, en qualité de pouvoir adjudicateur.

L'IDETA sera donc «le pouvoir adjudicateur» au sens de l'article 2.1°, e) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les parties s'accordent pour que les programmes particuliers des projets de la VILLE DE TOURNAI (P5, P6a et P6b) soient définitifs et intangibles. Pour le projet P5, le soumissionnaire précisera ce que comporte son offre de réalisation pour un prix forfaitaire de maximum 1.000.000,00 € hors TVA, études et révision comprises jusqu'à fin 2017.

Dans le cadre de ladite convention, la VILLE DE TOURNAI confie à l'IDETA une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'une procédure de revitalisation urbaine liée aux travaux d'aménagement des espaces publics (P5) afin de solliciter les subsides y relatifs auprès des services de la Wallonie. Tenant compte des interactions entre la mise œuvre des différents volets du «projet TechniCité», cette mission sera, à titre exceptionnel, réalisée par IDETA à titre gratuit.

## **ARTICLE 2**

Les parties à la présente convention s'accordent sur les principaux points suivants relatifs aux parties P1 à P7 du projet :

- Le marché conjoint de travaux sera mis en adjudication sous la forme d'un appel d'offres restreint avec publicité européenne conformément à l'article 25 de la loi du 15 juin 2006.
- Le nombre de candidats admis à soumissionner sera limité à 5 à l'issue de la phase de sélection qualitative.
- Parmi les critères de sélection qualitative figureront obligatoirement les critères suivants :
  - \* Une agrégation de l'entrepreneur en catégorie D classe 8
  - \* Au niveau du critère de capacité technique de l'entreprise :
    - Pour l'entrepreneur : produire la preuve de 3 réalisations d'une valeur de 20 millions d'euros chacune au cours de ces 5 dernières années.
    - Pour l'architecte : produire la preuve de 1 réalisation d'une valeur de 10 millions d'euros et de 2 réalisations de 5 millions d'euros chacune au cours de ces 5 dernières années.
  - \* Au niveau du critère de capacité financière et économique de l'entrepreneur :
    - Justifier de la réalisation d'un chiffre d'affaires minimal de 25 millions d'euros/an.
    - Justifier d'un ratio moyen de liquidité sur les 3 dernières années supérieur ou égale à 1.
    - Justifier d'un degré d'indépendance financière moyen sur 3 ans, soit un rapport fonds propres / total bilan supérieur ou égal à 30 %.
- Le rapport d'examen des candidatures, dressé par l'IDETA, sera communiqué à la VILLE DE TOURNAI qui le soumettra pour approbation à son Collège Communal, impérativement et au plus tard lors d'une séance du mois suivant l'envoi par IDETA de ce rapport d'examen des candidatures.
- Parmi les critères d'attribution figureront obligatoirement les critères suivants :

\* Critère n° 1 : le prix global de l'offre – P1 à P7 (40 points sur 100)

\* Critère n° 2 : les qualités urbanistiques, architecturales et environnementales pour l'ensemble du projet (y compris P8 à P10) et abords (25 points sur 100) :

Ce critère sera évalué plus particulièrement en fonction des paramètres suivants :

- La prise en compte des données particulières du site (géométrie, topographie, accessibilité, orientation, etc.).
- L'intégration des constructions existantes dans le projet global. Prise en compte du contexte (localisation, site, intégration dans le paysage urbain et dans la micro-zone TechniCité, valorisation

des bâtiments, interaction par rapport aux voisins, au quartier existant et au futur projet d'aménagement), du Périmètre de Remembrement Urbain.

- La composition des volumes et façades et leur perception à la fois à partir du domaine public mais également au niveau de l'espace intérieur. Les bâtiments et les façades seront traités avec finesse sous l'angle du développement durable (conforts thermique, climatique, acoustique et visuel) les facilités d'entretien et de manutention impliquant une réduction des coûts à long terme seront implicites.
  - La prise en compte des préoccupations énergétiques, du chauffage collectif par pompe à chaleur hydrothermique (ou PAC gaz en option obligatoire), de ses implications et de la logique d'exploitation. Une étude complète est attendue afin de comprendre toutes les subtilités étudiées pour la réalisation du réseau du chauffage urbain en fonction de l'échelle du quartier, de l'échelle des bâtiments, de leurs enveloppes et de leur orientation, des différentes demandes par bâtiment (besoins énergétiques : chauffage/ECS), de la proximité ou de l'éloignement par rapport à la Power House, des apports extérieurs possibles (photovoltaïques - puissance installée, production annuelle envisagée, schéma de raccordement, garanties de rendement après 20 ans et de matériaux,...), du coût de l'énergie, des données météorologiques, des puissances nécessaires, des consommations énergétiques attendues, du calcul de rentabilité par rapport aux équipements prévus,... La régulation du système devra pouvoir être gérée à distance avec relevés télémétriques des calorimètres répartis dans les bâtiments.
  - La présentation lisible des intentions de l'auteur de projet.
  - Le projet tiendra compte de la mixité déterminée au PRU, de la mobilité, de l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite et du stationnement.
  - Le soumissionnaire indiquera les éventuelles dérogations liées au projet et les justificatifs qu'il faudra introduire lors des permis
  - La plus-value apportée en matière de revitalisation urbaine
- Ce critère sera apprécié par un comité d'avis ad hoc constitué de concert entre la Ville de Tournai et IDETA.

\* Critère n° 3 : les qualités fonctionnelles et techniques des bâtiments, des matériaux, de la performance énergétique pour les bâtiments P1 à P7 (25 points)

Ce critère sera évalué plus particulièrement au niveau :

#### **Qualités fonctionnelles**

- Cohérence fonctionnelle relative à l'organigramme proposé,
- Le projet répondra à un organigramme (détaillé par bâtiment),
- Accès, circulations, accessibilité PMR, visibilité, sécurité,
- Organisation des espaces et des fonctions à l'intérieur des bâtiments,
- Harmonie des fonctions, des finitions dans l'organisation générale proposée,
- La qualité du cadre de travail proposé

### **Qualités techniques**

Le soumissionnaire motivera clairement ses choix techniques dans une note d'intention.

Les sujets à prendre en compte dans cette note décrivant les qualités techniques sont les suivants :

- techniques de construction proposées (fondations, gros œuvre, toiture, etc.) suite à l'analyse des essais de sol;
- matériaux mis en œuvre et leur qualité (gros œuvre, parements, couverture, menuiseries extérieures, vitrages, cloisons, faux plafonds, etc.); ils seront accompagnés de fiches techniques;
- techniques spéciales mises en œuvre (chauffage, ventilation, électricité, etc.) et la qualité des équipements choisis; le descriptif des équipements complètera l'étude attendue au critère n° 2.

#### **\* Critère n° 4 : le planning et les délais d'exécution P1 à P7 et P8 à P10 (5 points)**

Ce critère sera évalué plus particulièrement en fonction des paramètres suivants :

- Il s'agira d'un délai en jours calendriers conformément aux pratiques habituelles de l'IDETA
- Les délais proposés pour la partie «études» et la partie «exécution» pour réduire les délais de rigueur en jours calendrier
- Les moyens de construction envisagés par l'entreprise en vue de respecter lesdits délais.

Il est précisé que :

- Le délai de la partie «exécution» est à calculer à dater de l'octroi du permis d'urbanisme
- Le délai proposé deviendra contractuel avec amendes de retard majorées.

#### **\* Critère n° 5 : La présentation de l'équipe et la qualité de l'organigramme du chantier (5 points)**

- Le soumissionnaire (entreprise, géomètre, auditeur, bureau d'étude agréé pour l'assainissement, architecte, ingénieur en stabilité, en techniques spéciales, coordinateur sécurité, responsable PEB et notaire) devra présenter son équipe, leur structure de bureaux et/ou de société et indiquer les techniciens et/ou organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, en particulier ceux qui sont responsables du contrôle du suivi et de la qualité dont le candidat partenaire disposera pour l'exécution des travaux.

Les collaborations antérieures de l'équipe constituent une plus-value.

Le candidat spécifiera aussi la capacité de l'entreprise à assurer le suivi journalier des travaux, sa disponibilité face aux éventuelles difficultés d'exécution et sa capacité à dialoguer avec les représentants du pouvoir adjudicateur.

- Les clauses administratives du cahier spécial des charges comprendront également une disposition spéciale permettant d'attribuer une prime aux soumissionnaires non attributaires du marché ayant recueilli une cotation totale de 60 % des points et aucune cotation inférieure à 50 % d'un critère. Considérant que le premier classé est le futur adjudicataire, le deuxième classé se verra attribuer une prime de participation de 30.000,00 €; le troisième classé une prime de 20.000,00 € et le quatrième classé une prime de 10.000,00 €.

En cas de non-attribution du marché, ces primes seront de 30.000,00 € pour le premier classé, 20.000,00 € pour le deuxième classé et 10.000,00 € pour le troisième classé, tel qu'il sera prévu dans les clauses administratives du cahier spécial des charges.

Ces primes seront prises en charge à raison de 80 % par l'IDETA et 20 % par la VILLE DE TOURNAI.

- Le rapport d'examen des soumissions dressé par l'IDETA sera communiqué à la VILLE DE TOURNAI qui le soumettra pour approbation à son Collège communal, impérativement et au plus tard lors d'une séance du mois suivant l'envoi par IDETA du rapport d'examen des soumissions.
- La VILLE DE TOURNAI charge l'IDETA de notifier sa désignation à l'adjudicataire.
- La VILLE DE TOURNAI charge l'IDETA d'assurer la défense de leurs intérêts communs dans toute procédure administrative et/ou judiciaire, tant au stade de l'attribution du marché que de son exécution, à charge pour l'IDETA de lui faire rapport des étapes importantes de ces procédures. L'IDETA déterminera souverainement le ou les prestataires de services (avocats, experts...).
- La VILLE DE TOURNAI charge l'IDETA, rien omis ni excepté et sans préjudice des pouvoirs décisionnels prévus ci-avant, de toutes les missions propres au pouvoir adjudicateur que ce soit au stade de la phase d'attribution (avis de marché, rédaction des clauses administratives et techniques du cahier spécial des charges, etc.) qu'au stade de l'exécution des travaux (ordre de commencer, réunion de chantier, tenue du journal des travaux, vérification et approbation des états d'avancement, autorisation de facturer, contrôle des travaux, procès-verbal de carence, etc.); à charge pour l'IDETA de lui faire rapport, ainsi qu'au Comité de suivi (article 6) lorsque des intérêts financiers significatifs de la VILLE DE TOURNAI pourraient être menacés. Par «significatifs», il faut entendre des modifications qui engendreraient des compléments de budget supérieurs à 10 % du montant adjugé du projet considéré (soit P5, P6a, P6b).
- Comme seule dérogation au paragraphe précédent, l'IDETA veillera à obtenir un accord spécifique de la VILLE DE TOURNAI pour l'octroi de la réception provisoire et de la réception définitive des projets P1 (partie abords), P5, P6a et P6b.
- La VILLE DE TOURNAI s'engage à prêter son concours dans des délais raisonnables à l'IDETA à chaque fois que ce concours est légalement requis ou qu'il est opportun pour la bonne évolution du projet.
- Par réciprocité, l'IDETA s'engage à prêter son concours dans des délais raisonnables à la Ville de Tournai à chaque fois que ce concours est légalement requis ou qu'il est opportun pour la bonne évolution du projet.

Dans le cadre de la procédure de revitalisation urbaine visée par la présente convention, la VILLE DE TOURNAI confie à l'IDETA le soin de préparer le projet de dossier de revitalisation, sur la base des éléments contenus dans le PRU susvisé et d'inclure dans le cahier spécial des charges un document constituant la convention engageant le soumissionnaire en qualité de partenaire privé de la revitalisation, sous réserve de la notification du marché.

La VILLE DE TOURNAI confie à l'IDETA le soin de s'accorder avec l'exploitant du réseau de distribution d'électricité (ORES) pour traiter les aspects techniques et de délais liés au déplacement de la cabine électrique enclavée à l'intérieur du bâtiment de la Piscine avant l'entame des travaux de démolition dudit site afin de garantir une continuité d'approvisionnement du quartier concerné. IDETA veillera à ce qu'aucun frais lié à un éventuel retard d'ORES dans le déplacement de cette cabine ne soit imputé à la Ville.

La VILLE DE TOURNAI confie à l'IDETA le soin de traiter tous les autres aspects techniques et juridiques non décrits ci-dessus, rien omis ni excepté.

L'IDETA s'engage à mettre les moyens et à prendre toutes dispositions utiles pour mener à bien la mission qui lui est confiée.

### **ARTICLE 3**

Pour la bonne réalisation du projet, la VILLE DE TOURNAI s'engage :

- À signer avec l'adjudicataire du marché un acte notarié de renonciation aux droits d'accession pour l'ensemble des parcelles destinées à la construction de biens n'entrant pas dans la partie «publique» du projet. L'offre du soumissionnaire reprend le prix au m<sup>2</sup> de foncier à charge des acquéreurs privés de logements, bureaux, services, garages (etc.); ce prix au m<sup>2</sup> est calculé de manière à ce que la Ville DE TOURNAI récupère la totalité de la valeur de son terrain en tenant compte de l'évaluation la plus récente du Receveur de l'enregistrement ainsi que des frais de démolition et d'assainissement du site. Cette valeur est fixée à 900.000,00 €.
- À fournir pour le 31 décembre 2014 tous les paramètres et données utiles visés dans la présente convention ou nécessaires à la finalisation du cahier spécial des charges.
- A faire valider par son Conseil communal du 16 décembre 2014 le principe de recours à la revitalisation urbaine pour financer le projet P5, étant entendu que la recherche du partenaire promoteur immobilier concerné sera incluse explicitement dans le marché de travaux ici visé.
- À autoriser IDETA à donner mandat à l'auteur de projet de l'entreprise adjudicataire pour la mise au point du dossier de revitalisation urbaine.
- Dans l'hypothèse où elle souhaite maintenir une installation provisoire et mobile de bains-douches permettant la continuation de ce service à la population jusqu'au moment où les nouveaux bains-douches seront réceptionnés et opérationnels, la Ville de Tournai s'engage à le faire à ses frais à l'endroit le plus adapté du site (en fonction de l'évolution des travaux) et en concertation avec l'entreprise.
- A libérer complètement la Piscine Madame de toute occupation avant le début des travaux de démolitions à exécuter par l'adjudicataire (volet P6a) et prévus à ce stade en octobre 2015, étant entendu que si pour des raisons extérieures à la volonté de l'IDETA cette date devait être postposée, la Ville de Tournai disposera toujours d'un préavis de deux mois francs pour organiser la libération des lieux.

Pour la bonne réalisation du projet, l'IDETA s'engage :

- À mettre en œuvre tous les moyens utiles pour obtenir des tiers concernés par les volets P3 et P4 du marché de travaux, au plus tard six semaines avant le dépôt des offres par les soumissionnaires, un engagement ferme et définitif de financer les projets concernés, étant entendu que cette obligation doit s'entendre comme une obligation de moyen dans le chef d'IDETA et qu'en cas de non-aboutissement le cahier spécial des charges sera modifié et les surfaces concernées seront versées dans l'obligation constructive portée à charge et aux risques de l'adjudicataire.
- A négocier avec les propriétaires de la parcelle cadastrale 253M dans le but d'obtenir de leur part une solution juridique ad hoc garantissant à l'adjudicataire la bonne réalisation du marché, étant entendu qu'aucun montant ne sera porté à charge de la Ville de Tournai.
- À signer avec l'adjudicataire du marché un acte notarié de renonciation aux droits d'accession pour la partie de la parcelle 278E qui sera à lui appartenir afin de garantir à l'adjudicataire la bonne réalisation du marché.

#### **ARTICLE 4**

Concernant le paiement des travaux :

- L'IDETA paiera directement les factures des projets P1, P2, P3, P4 et P7 à l'adjudicataire du marché de travaux.
- La VILLE DE TOURNAI acquittera directement les factures des projets P5, P6a et P6b à l'adjudicataire du marché de travaux.

Les travaux du projet P5 seront financés par LA VILLE DE TOURNAI notamment au travers des subsides liés à la Revitalisation Urbaine.

Les projets P6a et 6b seront financés par la VILLE DE TOURNAI et notamment au moyen des fonds reçus de la quote-part terrain lors de la vente des appartements, bureaux, commerces (etc.) affectés à des acquéreurs privés.

Les frais d'auteur de projets liés à la revitalisation urbaine engagés par l'adjudicataire seront par lui intégrés dans ses frais généraux d'études à répartir sur les différents volets du marché sans faire l'objet d'une facturation spécifique tant vers la VILLE DE TOURNAI que vers l'IDETA.

Il est expressément convenu que les parties à la présente convention veilleront à respecter scrupuleusement les délais de paiement afin d'éviter l'application de l'article 70 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 qui autorise l'adjudicataire impayé à suspendre ou à arrêter les travaux. Dans une telle circonstance, la partie non concernée par ce retard de paiement pourra faire l'avance des fonds moyennant un intérêt de 8,5 % l'an, de plein droit et sans mise en demeure, pour couvrir forfaitairement les intérêts proprement dits et ses frais administratifs.

#### **ARTICLE 5**

Concernant la partie P8 du projet (Logements d'une superficie totale de +/- 2.195 m<sup>2</sup>, les parties s'accordent pour imposer dans le cahier spécial des charges la répartition minimale suivante :

- Maximum de 3 studios,
- Maximum de 2 appartements 1 chambre
- Minimum de 6 appartements 2 chambres
- Minimum de 8 appartements 3 chambres.

#### **ARTICLE 6**

Les parties à la présente convention s'accordent pour constituer dans les délais les plus brefs après signature de la présente un «Comité de suivi» composé de :

- 2 représentants de la VILLE DE TOURNAI dont le Membre du Collège en charge de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;
- 2 représentants de l'IDETA

Ce comité aura principalement pour missions :

- De permettre aux membres de consulter tous les documents utiles en relation avec le projet TechniCité afin de tenir informés leurs mandants respectifs de l'évolution du projet.
- De faire toute suggestion utile à la bonne évolution du projet, sans toutefois que ces suggestions puissent influencer à la hausse le coût des travaux.
- D'aplanir tout différend qui pourrait surgir entre parties.

Le comité de suivi se réunira quai Saint-Brice, n° 35 à 7500 Tournai à la fréquence la plus adaptée au stade d'évolution du projet, et à tout le moins une fois par mois. Ce comité se réunira également obligatoirement à la demande de 2 de ses membres.

IDETA s'engage à mettre à la disposition des représentants de la VILLE DE TOURNAI au sein dudit Comité de suivi tous documents utiles en relation avec le projet TechniCité et à répondre avec toute la diligence requise à toute demande de renseignements qu'ils formuleraient expressément.

#### **ARTICLE 7**

En cas de non-exécution substantielle de ses obligations par l'une des parties avant la notification du marché à l'adjudicataire, la partie lésée peut, après notification expresse du manquement constaté et un délai de 15 jours francs laissé à la partie en défaut pour corriger la situation, demander la résolution de plein droit de la présente convention. Dans ce cas, la partie fautive est tenue de la prise en charge des dommages causés à l'autre partie déjà engagée et liée à l'exécution de la présente.

Il est également précisé que, en cas de non-obtention de subsides indispensables à l'équilibre économique du projet, chaque partie peut, par notification expresse motivée, informer l'autre partie de son impossibilité de couvrir ses obligations liées à l'exécution du marché conjoint de travaux ici concerné. Dans ce cas, les parties conviennent de concert à l'impossibilité d'adjuger le marché conjoint sans torts ni indemnités pour chacune d'entre elles.

#### **ARTICLE 8**

La présente convention entre en vigueur au jour de sa signature conjointe et expirera à l'extinction du délai de garantie décennale du marché de travaux.

Ainsi fait à Tournai, le ....., en deux originaux, chaque partie reconnaissant par le fait de sa signature en avoir reçu un original."

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

8. Convention d'installation et d'exploitation de bornes de recharge pour véhicules électriques entre IDETA (agence intercommunale de développement) et la Ville de Tournai.

Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'agence intercommunale de développement (IDETA) a sollicité la Ville de Tournai pour installer et

exploiter des bornes de recharge à destination des véhicules électriques par le biais d'une convention.

Ces bornes de recharge doivent être placées sur des espaces semi-publics accessibles à tous et où les véhicules restent suffisamment longtemps stationnés afin de permettre la recharge (au minimum une heure). Ces bornes de recharge doivent également être situées à proximité d'un bâtiment communal ou d'un point de fourniture d'électricité communal, afin de permettre le raccordement électrique de ces bornes sur le réseau.

L'installation et l'exploitation de ces bornes de recharge sont proposées gratuitement aux communes appartenant au territoire de l'intercommunale IDETA, seul le coût du raccordement électrique des bornes étant à charge de la commune.

L'installation de telles bornes de rechargement correspond parfaitement à l'objectif stratégique 4 du programme stratégique transversal (PST) "Agir pour atteindre l'excellence environnementale" et plus particulièrement l'objectif opérationnel 4.1.5. Mobilité – Action 5 – installer des bornes de rechargement pour les véhicules électriques.

Nous proposons d'installer les deux premières bornes de recharge à destination de véhicules électriques dans la cour d'honneur de l'Hôtel de Ville (entrée de l'aile du service urbanisme) et à l'école communale du Château (côté rue du Château). Vu la taille importante de la Ville de Tournai, l'intercommunale IDETA a également proposé l'installation d'autres bornes de rechargement à d'autres emplacements à définir ultérieurement.

Il appartient à votre assemblée d'approuver les termes de cette convention."

D'emblée, Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, est invité à s'exprimer sur ce point :

"Je trouve dommage d'installer une borne électrique à côté de l'école du Château, parce qu'il y en a une à 100 m de là, sur le parking d'IMAGIX. Et même deux.

D'un autre côté, il faut savoir qu'un véhicule électrique a un certain temps de charge. Donc c'est bien que la borne soit située à un endroit où la personne peut faire de multiples choses."

Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** n'est pas opposé à un changement de lieu pour l'implantation des bornes, pour autant que le lieu soit à proximité d'un bâtiment communal et qu'il bénéficie d'une certaine visibilité.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, communique les références d'un site internet "ChargeMap" qui recense les bornes et les points de charge pour les utilisateurs de voitures électriques.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant la demande de l'agence intercommunale de développement (IDETA) d'installer et d'exploiter des bornes de recharge à destination des véhicules électriques sur le territoire de la Commune de Tournai, par le biais d'une convention;

Attendu que ces bornes de recharge doivent être placées à un endroit accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et de préférence à un endroit où des véhicules restent suffisamment longtemps stationnés afin de permettre la recharge (au minimum une heure);

Attendu que ces bornes de recharge doivent être situées à proximité d'un bâtiment communal ou d'un point de fourniture d'électricité communal, afin de permettre le raccordement électrique de ces bornes sur le réseau;

Attendu que l'intercommunale IDETA confirme que l'installation et l'exploitation de ces bornes de recharge sont proposées gratuitement aux communes appartenant au territoire, seul le coût du raccordement électrique des bornes étant à la charge de la commune;

Considérant l'objectif stratégique 4 du programme stratégique transversal (PST) "Agir pour atteindre l'excellence environnementale" et plus particulièrement l'objectif opérationnel 4.1.5. Mobilité – Action 5 – installer des bornes de rechargement pour les véhicules électriques;

Vu la décision du Collège communal de proposer à l'intercommunale IDETA d'installer les deux premières bornes de recharge à destination de véhicules électriques aux emplacements suivants :

- la Cour d'Honneur de l'Hôtel de Ville (entrée de l'aile du service urbanisme)
- l'école communale du Château (côté rue du Château);

Vu la taille importante de la commune de Tournai, l'intercommunale IDETA propose l'installation d'autres bornes de rechargement à d'autres emplacements à définir;

Sur proposition du Collège Communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'approuver la convention d'installation et d'exploitation de bornes de recharge à destination de véhicules électriques dont les termes suivent :

"Entre :

**IDETA**, dont le siège social est sis à 7500 Tournai – quai Saint-Brice, 35

Registre des personnes morales (RPM)-BCE-TVA : 0241.098.844

Agence intercommunale de développement des arrondissements de Tournai, d'Ath et des communes avoisinantes, société civile sous forme de société coopérative à responsabilité limitée, laquelle est ici dûment représentée par :

M. Pierre VANDEWATTYNE, directeur général demeurant 19, Paradis à 7890 Ellezelles ;

M. Olivier BONTEMS, directeur participations et énergie demeurant 29, avenue des Etats-Unis à 7500 Tournai,

Ci-après dénommée «**IDETA**»

ET

**La Commune de Tournai** sise rue Saint-Martin, 52 - 7500 Tournai, laquelle est ici dûment représentée par :

- M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale,
- M. Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint

Ci-après dénommée «**Le propriétaire**».

### **Liminaires**

L'agence intercommunale IDETA a l'objectif de déployer en Wallonie picarde un réseau d'unités de recharge pour véhicules électriques.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU QUE :

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

Le propriétaire octroie à IDETA l'autorisation d'installer un point de recharge double sur les places de parking situées .....

L'emplacement exact étant à définir conjointement. L'usage des deux places de parking ainsi équipées est prioritairement réservé aux véhicules électriques. Ces places sont accessibles 24 heures/24 au public.

Les points de recharge sont constitués de doubles bornes de recharge électrique.

Les coûts d'installation et d'entretien de ce matériel, ainsi que le remplacement de pièces durant la durée de la présente convention sont à charge d'IDETA.

Le coût de raccordement et autres frais sont à charge du propriétaire.

L'électricité est fournie par le propriétaire jusqu'au 31 août 2014, puis, pour les années à venir lui sera remboursée par IDETA (qui aura mis en place un système pour facturer les utilisateurs de la borne), au prix moyen annuel repris sur la facture d'électricité.

IDETA reste propriétaire de l'installation durant la durée de la présente convention et en est responsable en termes d'exploitation et de maintenance.

### **Article 2 – Prix**

La présente convention est conclue à titre gratuit.

### **Article 3 – Durée**

La présente convention est conclue pour une durée de 15 ans à dater de la mise en service des bornes de recharge.

Elle peut être reconduite de l'accord mutuel des parties.

Dans le cas contraire, elle prendra fin le 15 mai 2028. A cette date, IDETA s'engage à enlever les bornes à ses frais.

### **Article 4 – Cession**

IDETA se réserve la possibilité de céder les droits et obligations de la présente convention à une de ses sociétés filiales, dont elle détient au minimum 25 % du capital social.

#### **Article 5 – Taxes**

Actuellement, aucune taxe spécifique ne concerne les bornes électriques (qu'il s'agisse de la mise en service, de l'exploitation ou de la fin de vie).

Si, durant l'application de la présente convention, de nouvelles taxes devaient voir le jour, ces dernières seraient à charge d'IDETA.

#### **Article 6 – Transfert de propriété du bâtiment**

En cas de transfert de propriété du bâtiment durant la durée de la présente convention, les droits et obligations afférents au présent contrat seront cédés au nouveau propriétaire. Celui-ci s'engage à respecter les obligations décrites à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **Article 7 – Publicité**

IDETA demeure libre d'exploiter des espaces de publicité sur les bornes électriques ou au départ de celles-ci par des moyens audio, par exemple), ou encore sur les vélos et voitures électriques stationnés aux bornes, pour les besoins marketing de la publicité du réseau de recharge.

Cette publicité ne pourra en aucun cas avoir un caractère politique, religieux, ni être contraire aux bonnes mœurs ou attentatoire à la dignité humaine.

Ces dispositifs de publicité sont soumis préalablement au propriétaire pour avis.

IDETA mettra en place un système de référencement de ses stations de recharge via les différents médias numériques appropriés.

#### **Article 8 – Exclusivité**

Le propriétaire s'engage à ne pas faire placer d'autres bornes de rechargement électrique par un autre prestataire de services, sur la propriété concernée, pendant la durée du droit d'occupation consenti.

#### **Article 9 – Nullité**

La nullité ou l'irrégularité qui affecterait l'une des clauses de la présente convention n'entraînerait pas pour autant la nullité de l'ensemble de ce contrat.

Au contraire, les parties s'efforceront de remplacer la disposition nulle par une disposition d'effet économique équivalent.

#### **Article 10 – Règlement des litiges**

##### **10.1. Clause de juridiction**

Tout litige quant à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention devra être tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut, division de Tournai.

En cas de litige, les parties conviennent de recourir en première instance à un collège d'experts,

chaque partie désignant son expert, et ces experts désignant à l'unanimité un ou deux experts de façon à former un collège d'experts en nombre impair. Les conclusions du collège d'experts doivent être acceptées à l'unanimité au sein du collège. A défaut pour le collège de rendre ses conclusions dans un délai de 6 mois, ou à défaut de conciliation des parties sur base des conclusions du collège dans un délai de 2 mois suivant la remise de ces conclusions, le litige pourra être porté devant les tribunaux susdits.

## **10.2. Droit applicable**

Le Droit belge est d'application concernant la présente convention.

Fait à Tournai, de bonne foi, en autant d'exemplaires que de parties, chaque partie ayant reçu le sien.

Le ..... " .

### **9. Guichet de l'énergie. Implantation à Tournai. Convention entre la Région wallonne et la Ville. Reconduction. Approbation.**

Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 23 septembre 2002, votre assemblée a marqué son accord sur le projet de convention à conclure avec la Région wallonne relative à l'implantation d'un guichet de l'énergie à Tournai en 2003.

Pour rappel :

- Le guichet de l'énergie est un service gratuit d'informations de qualité relatives à la maîtrise de l'énergie, à destination de la population. Il répond à un souci d'accueil, d'informations et de conseils à la population dans le domaine de l'efficacité énergétique et ce, de manière experte, objective et indépendante de toute marque ou entreprise.
- Son fonctionnement est régi sur un mode contractuel entre la Région wallonne et la commune d'accueil.
- L'article 6 de la convention permet de renouveler celle-ci, par voie d'avenant, pour une nouvelle période d'un an.

En date des 22 septembre 2003, 28 février 2005, 19 décembre 2005, 18 décembre 2006, 17 décembre 2007, 26 mai 2008, 7 septembre 2009, 20 septembre 2010, 19 septembre 2011 et 9 décembre 2013, votre assemblée a marqué respectivement son accord sur les termes des avenants n° 1 à 11 à la convention susvisée en vue de son renouvellement annuel.

Par courrier du 24 octobre 2014, la Région wallonne a émis le souhait de reconduire ladite convention pour une nouvelle durée de 12 mois renouvelable prenant effet du 1<sup>er</sup> octobre 2014 jusqu'au 30 septembre 2015.

A cet effet, un projet, non pas sous forme d'avenant mais d'une nouvelle convention, a été établi aux termes duquel le ministre des pouvoirs locaux, de la ville, du logement et de l'énergie pour la Région wallonne s'engage à allouer à la Ville, pour une durée de 12 mois renouvelable, un budget

complémentaire de 125.000,00 € pour l'exécution des missions prévues par la convention. Ce budget est de nature à couvrir entièrement les rémunérations, frais et charges liés au fonctionnement du guichet de l'énergie implanté à Tournai.

Nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à marquer votre accord sur les termes du projet de convention dont question ci-avant."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu sa délibération du 23 septembre 2002 portant décision de marquer son accord sur le projet de convention à conclure avec la Région wallonne relative à l'implantation d'un guichet de l'énergie à Tournai en 2003;

Considérant, pour rappel que :

- le guichet de l'énergie est un service gratuit d'informations de qualité relatives à la maîtrise de l'énergie, à destination de la population. Il répond à un souci d'accueil, d'informations et de conseils à la population dans le domaine de l'efficacité énergétique et ce, de manière experte, objective et indépendante de toute marque ou entreprise;
- son fonctionnement est régi sur un mode contractuel entre la Région wallonne et la commune d'accueil;
- l'article 6 de la convention permet de renouveler celle-ci, par voie d'avenant, pour une nouvelle période d'un an;

Considérant ses délibérations des 22 septembre 2003, 28 février 2005, 19 décembre 2005, 18 décembre 2006, 17 décembre 2007, 26 mai 2008, 7 septembre 2009, 20 septembre 2010, 19 septembre 2011 et 9 décembre 2013 portant respectivement accord sur les termes des avenants n° 1 à 11 à la convention susvisée en vue de son renouvellement annuel;

Considérant que par courrier du 24 octobre 2014, la Région Wallonne a émis le souhait de reconduire ladite convention pour une nouvelle période de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> octobre 2014 au 30 septembre 2015;

Considérant qu'à cet effet, un projet, non pas sous forme d'avenant mais d'une nouvelle convention, a été établi aux termes duquel le Ministre des pouvoirs locaux, de la ville, du logement et de l'énergie pour la Région wallonne s'engage à allouer à la Ville, pour une durée de 12 mois renouvelable, un budget complémentaire de 125.000,00 € pour l'exécution des missions prévues par la convention;

Considérant l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

## DECIDE :

de marquer son accord sur le projet de convention à conclure avec la Région wallonne en vue d'assurer une opération de promotion de l'efficacité énergétique basée sur l'implantation d'un guichet de l'énergie et dont les termes suivent :

« Entre :

La Région wallonne, représentée par M. Paul FURLAN, Ministre des pouvoirs locaux, de la ville, du logement et de l'énergie pour la Région wallonne,  
ci-après dénommée : "**la Région wallonne**",  
et :

La Ville de Tournai, représentée par ...

ci-après dénommée : "**la partie exécutante**",

Vu la volonté de la Région wallonne de développer un service d'information de qualité relatif à la maîtrise de l'énergie à destination de la population à travers un réseau de Guichets de l'énergie implantés en différents lieux de Wallonie

Vu l'impossibilité pour la Région wallonne d'assurer à court terme l'intégration de ce réseau au sein de sa structure administrative;

Vu la position stratégique de la partie exécution et par conséquent l'intérêt d'y localiser un Guichet de l'énergie;

Vu la volonté de la partie exécutante de soutenir une telle initiative et d'assurer l'encadrement nécessaire à son implantation sur son territoire;

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### **Article 1<sup>er</sup>. – OBJET DE LA CONVENTION**

La Région wallonne confie à la partie exécutante, qui accepte, la mission de réaliser sur le territoire de la Région wallonne et plus particulièrement sur celui de la Ville de Tournai une opération d'information et de conseil en matière d'efficacité énergétique dénommée «Guichet de l'énergie» dans les limites du budget global repris à l'article 11 et à l'annexe 2, et entièrement à charge de la Région wallonne.

### **Article 2. – DESCRIPTION DE LA MISSION**

La présente convention porte sur l'existence et le fonctionnement d'un Guichet de l'énergie. Le but général du Guichet est d'effectuer une large opération de promotion en matière d'efficacité énergétique auprès du secteur résidentiel ou assimilable.

Les différentes lignes d'action et la mission des consultants du réseau des Guichets de l'énergie sont précisées à l'annexe 1 «Lignes d'action et missions».

### **Article 3. – ORGANISATION DES RELATIONS ENTRE LES PARTIES**

- 3.1. Les droits et obligations de la Région wallonne décrits dans la présente convention sont exercés par le Ministre.

Le directeur général de la Direction générale opérationnelle de l'aménagement du territoire, du logement, du patrimoine et de l'énergie a délégation pour modifier la présente convention en accord avec la partie exécutante pour autant que ces modifications n'affectent pas le budget global et l'objectif principal de la présente convention.

- 3.2. La Région wallonne assurera une fonction de coordination de l'action de l'ensemble du réseau des Guichets de l'énergie. A cet égard, elle prendra en charge une fonction d'animation générale, de formation et de production de supports d'information, ainsi que de la définition de la charte graphique commune à tous les bureaux.

Les consultants sont tenus de participer aux réunions organisées par la Région wallonne à destination des Guichets de l'énergie (exemples : les réunions de coordination, les formations...) et de se conformer aux règles d'organisation générales et particulières qui sont définies dans l'annexe 3 dénommée «Directives administratives pour l'application de la convention».

- 3.3. Toute correspondance administrative relative à l'exécution de la présente convention, destinée à la Région wallonne, est adressée à :

Service public de Wallonie  
Direction générale opérationnelle de l'aménagement du territoire,  
du logement, du patrimoine et de l'énergie  
Département de l'énergie et du bâtiment durable  
Chaussée de Liège, 140-142  
5100 JAMBES

- 3.4. La partie exécutante accepte et facilite les contrôles administratifs, techniques et scientifiques destinés à vérifier que les activités sont exécutées conformément aux spécifications de la présente convention.

- 3.5. Aux fins mentionnées au point 3.4., les personnes mandatées par la Région wallonne ont accès, en tout temps, pendant toute la durée de la convention, aux lieux où s'effectuent les activités couvertes par la présente convention.

- 3.6. En cas de manquement de la partie exécutante dans l'exécution de la mission décrite à l'article 2, la Région wallonne se réserve le droit de mettre fin à la convention selon les modalités prévues à l'article 13.

### **Article 4. – INFORMATION RECIPROQUE**

Lorsque la Région wallonne organise une action de nature à influencer le volume d'activité du Guichet de l'énergie et donc son fonctionnement normal, il en informe préalablement la partie exécutante, au plus tard deux mois avant le début de l'action.

Lorsque, en application du point 2.1. c) de l'annexe 1, la partie exécutante souhaite développer en partenariat avec le Guichet de l'énergie une action de nature à influencer le volume d'activité du Guichet de l'énergie et donc de son fonctionnement normal, il soumet une proposition préalable à l'accord de la Région wallonne au plus tard deux mois avant le début de l'action.

#### **Article 5. – SOUS-TRAITANCE**

- 5.1. La sous-traitance éventuelle de tout ou partie des tâches prévues par la présente convention ne peut intervenir sans l'accord écrit et préalable de la Région wallonne.
- 5.2. La partie exécutante répond, vis-à-vis de la Région, des tâches exécutées par les sous-traitants éventuels.

#### **Article 6. – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable. Elle prend effet au 1<sup>er</sup> octobre 2014 et se termine au 30 septembre 2015.

#### **Article 7. – RESPONSABILITE CIVILE**

L'exécution de la convention ne peut, en aucune façon, entraîner pour la Région wallonne une responsabilité quelconque dans les dommages aux personnes et aux biens résultant directement ou indirectement des activités inhérentes à l'exécution de la convention par la partie exécutante ainsi que par ses sous-traitants éventuels.

#### **Article 8. – PERSONNEL**

- 8.1. La partie exécutante affecte à la réalisation de ce projet, et sous sa seule responsabilité, le personnel voulu, dont la qualification correspond aux exigences indispensables au bon déroulement de la mission, décrites au point 2 de l'annexe 1.
- 8.2. Conformément aux dispositions précisées au point 2 de l'annexe 1, la Région wallonne prendra en charge à raison de 100 % la charge salariale de la ou des personnes réellement affectée(s) au projet remplissant strictement la mission décrite.
- 8.3. Sont également visés par cette obligation de remboursement les indemnités de rupture de contrat de travail et les frais généralement quelconques qui résulteraient d'un recours devant les tribunaux ou d'un accord transactionnel si la rupture du contrat de travail avec un membre du personnel engagé dans le cadre de la présente convention survient avec l'accord de la Région wallonne.
- 8.4. En cas de maladie ou d'absence d'une durée supérieure à 3 mois d'une des personnes, il sera procédé à un recrutement temporaire à condition que la charge de travail le justifie.
- 8.5. Le contrat de la personne ou des personnes engagée(s) dans le cadre de cette convention stipule que, de manière générale et sans autres références, les rémunérations sont calculées sur la base

des barèmes en vigueur au sein de la Ville de Tournai ou à défaut à la Région wallonne et comprend également les indemnités de séjour et les frais de déplacement tels que définis par l'arrêté royal du 3 février 1989 (Moniteur belge du 14 mars 1989) et ses mises à jour.

- 8.6 Les agents affectés au projet perçoivent la rémunération déterminée par leur statut mais bénéficient des indemnités de séjour et de déplacement telles que déterminées ci-avant.
- 8.7. Si un recrutement est nécessaire, une des procédures suivantes sera appliquée :
- soit, en accord entre les parties exécutantes et la Région wallonne, si un des consultants des Guichets de l'énergie est intéressé par le poste, il est procédé à son engagement pour ce recrutement;
  - soit la Région wallonne demande à la partie exécutante, tout en précisant ses conditions, de procéder à un appel à candidature. La Région wallonne organise l'audition des candidats et un jury, constitué de représentants de la partie exécutante, du réseau des Guichets de l'énergie et de la Région wallonne, propose les personnes qu'il juge acceptables pour le poste. La partie exécutante désigne et recrute une personne parmi ce panel.
- 8.8. Au cas où la mise à disposition du personnel n'interviendrait pas, la présente convention est réputée nulle. Le démarrage de la présente convention est donc subordonné à la mise à disposition effective de ce personnel dans un délai de 2 mois.
- 8.9. Le contrat d'engagement sera obligatoirement lié à la durée de la convention.

#### **Article 9. – MATERIEL**

- 9.1. L'équipement acquis pour l'exécution de la convention est propriété de la Région wallonne et est mis à la disposition de la partie exécutante pendant la durée de la présente convention. Toutefois, la partie exécutante peut proposer le rachat de l'équipement aux termes de la convention moyennant une évaluation de commun accord entre les parties. En fin d'année, les consultants du Guichet de l'énergie dresseront un inventaire du matériel dont ils disposent.
- 9.2. Pour l'exécution de la mission, la partie exécutante met à disposition les installations et le matériel nécessaires au bon fonctionnement du Guichet, selon les termes de l'article 2 et développés à l'annexe 1 de la présente convention. En particulier, le Guichet de l'énergie devra disposer de locaux dans un lieu central et fréquenté favorisant l'accès au public. Au besoin et à charge de la convention, la partie exécutante assure la mise à disposition d'un local adéquat. Tous les frais généralement quelconques qui résulteraient d'une rupture prématurée du bail, d'un recours devant les tribunaux ou d'un accord transactionnel avec le propriétaire de l'immeuble sont à charge de la convention.

#### **Article 10. – RAPPORTS D'ACTIVITE ET FINAL**

La nature des rapports, leurs fréquences et les modalités de présentation sont définies dans l'annexe 3 dénommée «Directives administratives pour l'application de la convention».

## **Article 11. – BUDGET**

- 11.1. Le budget figurant à l'annexe 2 donne le détail par catégorie des montants des dépenses prises en charge par la Région wallonne.  
La répartition budgétaire peut être adaptée en fonction des besoins moyennant accord de la Région wallonne et pour autant que le montant global n'en soit pas affecté.
- 11.2. Un montant équivalant à maximum 50 % du budget engagé annuellement peut être liquidé par la Région wallonne dès l'engagement de l'arrêté ministériel octroyant un subside à la partie exécutante.
- 11.3. Toute liquidation trimestrielle par la Région wallonne est subordonnée à l'introduction par la partie exécutante d'une déclaration de créance et de tous les documents justificatifs relatifs aux dépenses du trimestre considéré. L'absence de ces documents entraîne le refus de paiement de ces déclarations de créance.
- 11.4. Le montant de l'avance est récupéré au fur et à mesure de l'introduction des déclarations de créance de façon à laisser un fond de roulement suffisant à la partie exécutante.  
La partie exécutante rembourse, sans délai, à la Région wallonne toute somme perçue indûment en liaison avec l'exécution de la présente convention, en particulier, tout montant de T.V.A. ayant fait l'objet d'une récupération et toutes dépenses déjà financées à charge d'autres ressources.

Les conditions administratives pour l'éligibilité et la rédaction des déclarations de créance sont définies dans l'annexe 3 dénommée «Directives administratives pour l'application de la convention».

## **Article 12. – FORCE MAJEURE**

En cas de force majeure, les obligations contractuelles affectées par l'événement sont suspendues automatiquement pendant la durée effective de l'empêchement. La partie qui invoque la force majeure est tenue d'annoncer par écrit, aux autres parties, le commencement et la fin de l'événement constitutif d'empêchement, respectivement dans les huit jours calendrier de l'apparition et de la cessation de celui-ci.

## **Article 13. – RESILIATION**

Chacune des parties contractantes peut résilier unilatéralement la convention en cas de manquement par l'une des autres à une de ses obligations essentielles décrites à l'article 2. Préalablement, elle doit mettre l'autre ou les autres en demeure de remplir leurs obligations dans un délai de trois mois, par lettre recommandée à la poste. En cas d'inexécution au terme de ce délai, la résiliation peut être notifiée par lettre recommandée à la poste, avec préavis d'un mois.

En aucun cas, la Région wallonne n'est tenue d'intervenir dans les dépenses exposées par la partie exécutante pour une période postérieure à la date de résiliation de la convention.

## **Article 14. – CONTESTATION**

Tout litige portant sur les droits subjectifs des parties et n'ayant pas fait l'objet d'un règlement amiable est porté devant les juridictions compétentes de l'arrondissement de NAMUR.

#### **Article 15. – ANNEXES**

Les annexes font partie intégrante de la convention.

Fait à Namur, en cinq exemplaires, le .....».

10. Gaurain-Ramecroix, rue Léandre Thiéfry. Conclusion d'un bail emphytéotique au profit de la SCRL opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets.

Monsieur l'Echevin **R. DELVIGNE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 4 janvier 2013, la cabine électrique jouxtant la conciergerie du cimetière de Gaurain-Ramecroix a été détruite par un incendie et a nécessité le placement d'une cabine provisoire pour maintenir l'alimentation électrique de ce quartier. La conciergerie a, quant à elle, été endommagée.

Considérant que l'installation qui alimentait jusqu'à présent ce quartier se trouvait sur le terrain communal cadastré ou l'ayant été section D n° 212 L.

Aux termes de sa correspondance du 17 janvier 2013, l'opérateur des réseaux de gaz et d'électricité ORES (exploitant du réseau dont l'intercommunale d'électricité du Hainaut est gestionnaire) a proposé à l'administration communale deux suggestions quant à l'implantation de la nouvelle cabine électrique. Les emplacements choisis sont dorénavant implantés sur la parcelle communale cadastrée ou l'ayant été section D n° 212 R (répertoriée selon cadastre comme cimetière) et éloignés de toutes constructions existantes pour éviter une situation similaire à celle du 4 janvier 2013.

En séance du 5 avril 2013, nous avons décidé d'implanter la cabine électrique le long du mur du cimetière conformément aux avis remis par les services techniques.

Il a également été décidé de proposer à l'opérateur des réseaux de gaz et d'électricité ORES la conclusion d'un bail emphytéotique portant sur une partie de la parcelle communale sise à Gaurain-Ramecroix, rue Léandre Thiéfry, cadastrée ou l'ayant été section D, n° 212 R selon les modalités suivantes :  
une durée de 33 ans renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties au moins douze mois avant l'expiration de chacune des périodes de 33 ans, et moyennant la redevance annuelle d'un euro vu le but d'utilité publique poursuivi.

Lors de notre séance du 21 mars 2014, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de votre décision, sur les termes du droit d'emphytéose rédigé par le Comité d'acquisition d'immeubles de Mons.

L'opérateur des réseaux de gaz et d'électricité ORES a informé l'administration communale de son accord sur les termes du droit réel précité à intervenir en modifiant toutefois :

- la dénomination de l'emphytéote, à savoir la société coopérative à responsabilité limitée "ORES Assets" en lieu et place de la société coopérative à responsabilité limitée INTERCOMMUNALE D'ELECTRICITE DU HAINAUT, en abrégé I.E.H.
- l'ajout d'une clause relative à la déclaration "pro fisco".

Ces modifications découlent, en effet, de la fusion de plusieurs sociétés (dont la société coopérative à responsabilité limitée intercommunale d'électricité du Hainaut") sous la dénomination société coopérative à responsabilité limitée «ORES Assets» constituée aux termes d'un acte authentique du 31 décembre 2013 dont un extrait a été publié aux annexes au Moniteur belge du 10 janvier 2014 sous le numéro 14012014.

Nous vous prions, dès lors, de marquer votre accord sur la conclusion d'un bail emphytéotique, d'une durée de 33 ans renouvelable par tacite reconduction, au profit de la société coopérative à responsabilité limitée «ORES Assets» portant sur une partie de parcelle communale (30 ca) à prendre dans la parcelle communale sise à Gaurain-Ramecroix, rue Léandre Thiéfry, cadastrée ou l'ayant été section D, n° 212 R, afin de lui permettre d'y implanter une cabine électrique."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'en date du 4 janvier 2013, la cabine électrique jouxtant la conciergerie du cimetière de Gaurain-Ramecroix a été détruite par un incendie et a nécessité le placement d'une cabine provisoire pour maintenir l'alimentation électrique de ce quartier;

Considérant que l'installation qui alimentait jusqu'à présent ce quartier se trouvait sur le terrain communal cadastré ou l'ayant été section D n° 212 L;

Considérant la correspondance du 17 janvier 2013 de l'opérateur de réseaux de gaz et d'électricité (ORES) aux termes de laquelle il propose à l'administration communale deux suggestions quant à l'implantation de la nouvelle cabine électrique; les emplacements choisis sont dorénavant implantés sur la parcelle communale cadastrée ou l'ayant été section D n° 212 R (répertoriée selon cadastre comme cimetière) et éloignés de toutes constructions existantes pour éviter une situation similaire à celle du 4 janvier 2013;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 5 avril 2013, a décidé d'implanter la cabine électrique le long du mur du cimetière conformément aux avis remis par le service aménagement et le service voiries;

Considérant qu'il a également décidé de proposer à l'opérateur de réseaux de gaz et d'électricité (ORES) la conclusion d'un bail emphytéotique portant sur une partie de la parcelle communale sise à Gaurain-Ramecroix, rue Léandre Thiéfry, cadastrée ou l'ayant été section D, n° 212 R selon les modalités suivantes :

une durée de 33 ans renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, au moins douze mois avant l'expiration de chacune des périodes de 33 ans moyennant la redevance annuelle d'un euro vu le but d'utilité publique poursuivi;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 21 mars 2014, a marqué son accord de principe, sous réserve de votre décision, sur les termes du droit d'emphytéose rédigé par le Comité d'acquisition d'immeubles de Mons;

Considérant qu'aux termes de sa correspondance du 31 juillet 2014, l'opérateur de réseaux de gaz et d'électricité (ORES) a informé l'administration communale de l'accord sur les termes du droit réel précité à intervenir et modifiant toutefois :

- la dénomination de l'emphytéote, à savoir la société coopérative à responsabilité limitée "ORES Assets" en lieu et place de la société coopérative à responsabilité limitée INTERCOMMUNALE D'ELECTRICITE DU HAINAUT, en abrégé I.E.H.
- l'ajout d'une clause relative à la déclaration "pro fisco";

Considérant, en effet, que ces modifications découlent de la fusion de plusieurs sociétés (dont la société coopérative à responsabilité limitée Intercommunale d'électricité du Hainaut) sous la dénomination société coopérative à responsabilité limitée «opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets» constituée aux termes d'un acte authentique du 31 décembre 2013 dont un extrait a été publié aux annexes au Moniteur belge du 10 janvier 2014 sous le numéro 14012014;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Considérant les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'approuver la conclusion d'un bail emphytéotique au profit de la société coopérative à responsabilité limitée "ORES Assets" d'une durée de 33 ans renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation au moins douze mois avant l'expiration de chacune des périodes de 33 ans, portant sur une partie (30 ca) de la parcelle communale sise à Gaurain-Ramecroix, rue Léandre Thiéfry, cadastrée ou l'ayant été section D, n° 212 R, pour l'implantation d'une cabine électrique, et dont les termes suivent :

"

## CONVENTION D'EMPHYTEOSE

L'an deux mille quinze,

Le .....

Nous, Christian FOUCART, Président adjoint ffons au comité d'acquisition d'immeubles de MONS, actons la convention suivante intervenue entre :

### **D'UNE PART,**

La **VILLE DE TOURNAI**, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 61, paragraphe premier, de la loi-programme du six juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf et en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du seize décembre deux mille quatorze, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé, Ci-après dénommée «**le propriétaire**».

### **ET D'AUTRE PART,**

Comparaissant devant nous :

La Société coopérative à responsabilité limitée «ORES Assets», ayant son siège social avenue Jean Monnet, 2 à 1348 Louvain la Neuve, inscrite sous le numéro d'entreprise 0543 696 579, société constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Pierre NICAISE, notaire associé résidant à Grez-Doiceau, le trente et un décembre deux mille treize, publié aux annexes du Moniteur belge du dix janvier deux mille quatorze, sous le numéro 14012014.

Dont les statuts n'ont pas été modifiés à ce jour.

Ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 61, paragraphe premier, de la loi-programme du six juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf et de l'article 5, paragraphe deux du décret du cinq décembre mil neuf cent nonante-six relatif aux intercommunales wallonnes et plus spécialement comme suite à une délibération du Conseil d'administration en date du .....

dont un extrait certifié conforme restera annexé aux présentes.

Ci-après dénommée «**l'emphytéote**».

## I.- CONSTITUTION D'UN DROIT D'EMPHYTEOSE

Le propriétaire constitue, sur le bien ci-après désigné, au profit de l'emphytéote, qui accepte, un droit d'emphytéose régi par la loi du dix janvier mil huit cent vingt-quatre dans la mesure où il n'y serait pas dérogé par les conditions ci-après :

### DESIGNATION DU BIEN

**TOURNAI 16<sup>ème</sup> division (anciennement GAURAIN-RAMECROIX)**  
**(INS 57033 - Matrice cadastrale 00325)**

Une contenance de trente centiares (30 ca) à prendre dans une parcelle sise au lieu-dit «CHAMP DIT LA GRANDE COUTURE», actuellement cadastrée comme cimetière, section D numéro 212 R pour une contenance totale d'un hectare neuf ares quarante-huit centiares (1 ha 9 a 48 ca).

Ci-après dénommée «**le bien**»

## PLAN

Ce bien figure en jaune au plan numéro 2013.8974.WAL, dressé le 5 août 2013 par le Bureau de géomètre TECCON, plan dont un exemplaire restera annexé aux présentes après avoir été visé «ne varietur» par les parties qui en ont pris connaissance.

## ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien prédécrit appartient à la Ville de Tournai depuis plus de trente ans.

## BUT DE L'EMPHYTEOSE

L'emphytéose est constituée pour cause d'utilité publique et plus spécialement en vue de permettre à l'emphytéote d'installer sur le bien donné en emphytéose une cabine électrique et ses accessoires indispensables.

## **II.- CONDITIONS**

### DUREE DE L'EMPHYTEOSE

L'emphytéose est consentie pour une période indivisible de trente-trois années entières, prenant cours à la signature de l'acte authentique.

### RENOUVELLEMENT DE L'EMPHYTEOSE

Le bail est renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation, par l'une ou l'autre partie, au moins douze mois avant l'expiration de chacune des périodes de trente-trois ans.

### SITUATION HYPOTHECAIRE

Le bien est donné en emphytéose pour quitte et libre de toutes charges privilégiées et hypothécaires quelconques, tant dans le chef du propriétaire que dans le chef des précédents propriétaires.

### SERVITUDES

Le bien est grevé du présent droit d'emphytéose avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, l'emphytéote étant libre de faire valoir les unes à son profit et de se défendre des autres mais à ses frais, risques et périls sans intervention du propriétaire ni recours contre lui, et sans cependant que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi. Le bailleur déclare qu'il n'existe, à sa connaissance, aucune servitude sur le bien en question et qu'en ce qui le concerne, il n'en a jamais concédé d'autre que celle dont question ci-après.

### ETAT DU BIEN – CONTENANCE

L'emphytéote prendra le bien dans l'état où il se trouve, sans aucune garantie relative au bon état des constructions, aux vices ou défauts apparents ou cachés, à la nature du sol ou du sous-sol, ni à la contenance indiquée, dont la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, fera profit ou perte pour l'emphytéote.

Il ne pourra exiger aucune indemnité pour erreur de nom, de désignation, d'indication de tenants et aboutissants ni pour défaut d'accès.

Les parties se dispensent mutuellement de dresser un état des lieux en début et en fin d'emphytéose.

### RESERVE

Tous les compteurs et canalisations qui se trouveraient actuellement dans le bien et qui n'appartiendraient pas au propriétaire ne font pas partie de la présente emphytéose et sont réservés à qui de droit.

### TRESORS ET DECOUVERTES

Tous trésors et objets trouvés, d'intérêt historique ou archéologique, enfouis dans le bien donné en emphytéose continuent à appartenir au propriétaire.

L'emphytéote est tenu de signaler, sans retard, au propriétaire la présence de ces objets trouvés, et de suspendre les travaux jusqu'au moment où les experts désignés par le propriétaire auront examiné le site. Le propriétaire est tenu de faire procéder à cet examen sans retard.

### DESTINATION – Aménagement des biens donnés à bail

Le bail emphytéotique est consenti pour permettre à l'emphytéote d'installer sur le bien donné en emphytéose une cabine électrique et ses accessoires indispensables. Tout autre aménagement devra être autorisé préalablement et par écrit par le Collège communal.

L'emphytéote utilisera le bien décrit ci-avant dans le cadre de sa mission de gestionnaire des réseaux de distribution de l'électricité au sens des dispositions décrétales wallonnes relatives au marché régional de l'électricité. Ces installations seront rattachées aux réseaux de l'emphytéote pour en faire partie intégrante.

L'installation de la cabine électrique et de ses accessoires indispensables et, le cas échéant, tout autre aménagement autorisé par le Collège communal seront réalisés par l'emphytéote à ses frais.

Dans le cadre de l'aménagement du bien donné en emphytéose, l'emphytéote respectera les conditions suivantes :

- pour tous les aménagements, l'emphytéote devra se conformer aux règlements en vigueur et aux prescriptions légales en la matière, en se munissant des autorisations et permis à délivrer par les autorités compétentes et ce en effectuant auprès de celles-ci toutes les déclarations requises. L'emphytéote veillera à respecter l'environnement et à ne pas causer de nuisances aux riverains. L'emphytéote préservera le site de toute pollution (huile, askarel, tout autre liquide, gaz ou solide,...). Il s'engage à dépolluer le sol selon les normes en vigueur en cas de dommage résultant de l'exploitation de la cabine.
- pendant toute la durée du bail emphytéotique, la cabine électrique, ses accessoires indispensables et les aménagements autorisés resteront la propriété de l'emphytéote. Celui-ci sera tenu de maintenir, à ses frais, en bon état d'entretien, tous les aménagements qu'il aura réalisés. Il devra effectuer toutes les réparations y compris les grosses réparations et les réparations rendues nécessaires en raison de la vétusté ou d'un cas de force majeure. Il pourra toutefois, à tout moment et sans indemnité pour le bailleur, enlever ses installations à condition de remettre le bien donné en emphytéose dans son état primitif en ce compris l'enlèvement des canalisations placées dans le sous-sol.

### DROIT D'ACCES A LA PARCELLE DE TERRAIN

Le bailleur consent gratuitement à l'emphytéote et pour la durée de son droit d'emphytéose un droit de passage sur sa propriété cadastrée sous Gaurain-Ramecroix, section D partie du numéro 212/R, afin de lui permettre d'accéder au bien objet des présentes à partir de la rue Léandre Thiéfry.

Ce droit de passage s'exercera, de la manière la plus directe possible, sur le parking sur lequel est implantée la cabine électrique.

### SERVITUDE POUR POSE DE CABLES EN SOUS-SOL ET SERVITUDE NON AEDIFICANDI

Le bailleur déclare concéder sur la partie de la parcelle qui lui appartient, cadastrée commune de Tournai 16<sup>ème</sup> division Gaurain-Ramecroix, section D numéro 212/R et aménagée en parking, une servitude de pose de câbles en sous-sol nécessaires à l'alimentation de la cabine électrique et, plus généralement, à l'exploitation du réseau électrique. Cette servitude est destinée à permettre l'installation, le maintien et l'exploitation en sous-sol à une profondeur de soixante centimètres des câbles électriques.

Sur le parcours des câbles électriques établi ou à établir en sous-sol, nécessaire à l'exploitation du réseau électrique, le bailleur s'engage à ne pas exécuter, faire ou laisser exécuter des travaux de construction ou de terrassement, ni aucune plantation sans l'accord préalable et écrit de l'emphytéote. Il s'engage également à ne pas y modifier le niveau actuel du sol par le déplacement ou l'enlèvement de terres.

Au cas où le bailleur octroierait à quiconque un droit d'occupation sur la partie de parcelle grevée de la servitude, il imposerait à l'occupant les mêmes obligations.

L'emphytéote fournira au bailleur un plan détaillé permettant de localiser avec précision le parcours des câbles électriques.

Après toute modification ultérieure, le plan mis à jour sera sans délai transmis au bailleur.

Tout déplacement éventuel des canalisations, demandé par le bailleur ou rendu nécessaire par son fait sera à sa charge.

Le bailleur s'engage, lors de toute aliénation à titre gratuit ou onéreux de la propriété, à dénoncer au nouvel ayant droit la servitude constituée par la présente convention.

La servitude concédée par les présentes ne pourra être utilisée par le bénéficiaire, ou par toute personne qui viendrait à lui succéder dans ses droits et obligations, que pour la pose et le maintien de tous câbles électriques nécessaires à l'alimentation de la cabine électrique. En cas de mise hors service définitive de la cabine, nécessitant la mise hors service des câbles électriques la desservant, la servitude concédée dans la présente convention prendra fin et le bénéficiaire sera tenu de remettre le bien dans son état primitif, en ce compris l'enlèvement des câbles électriques placés dans le sol.

### ASSURANCES

L'emphytéote s'engage à souscrire les assurances nécessaires à garantir la parcelle et l'activité déployée sur celle-ci, tant en assurance incendie et risques connexes qu'en responsabilité civile, notamment en ce qui concerne les dommages occasionnés aux tiers par les biens, à partir de la signature de l'acte authentique.

### CESSION DU DROIT D'EMPHYTEOSE

L'emphytéote ne pourra céder ses droits au présent contrat à un tiers que moyennant accord préalable et écrit du Collège communal tout en restant solidairement garant de son exécution et en imposant au cessionnaire le respect des clauses et conditions du droit d'emphytéose.

Il restera cependant toujours tenu d'acquitter le canon personnellement.

L'emphytéote ne pourra octroyer aucun droit à quiconque sur le bien donné en emphytéose sans l'accord préalable et écrit du Collège communal.

L'emphytéote sera, en outre, toujours tenu de garantir le propriétaire contre les actes de possession de tiers qui pourraient mener à la prescription acquisitive.

### RESILIATION DU DROIT D'EMPHYTEOSE

Le propriétaire pourra résilier le présent contrat par anticipation et sans indemnité :

- a) en cas de défaut de paiement du canon dans le mois de son exigibilité;
- b) en cas de défaut par l'emphytéote de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat;
- c) en cas de faillite, de déconfiture, de dissolution ou de liquidation de l'emphytéote;
- d) au cas où la cabine électrique n'aurait pas été installée ou ne serait pas mise en activité dans le délai de trois ans à compter de la signature de l'acte authentique;
- e) en cas d'enlèvement de la cabine électrique par l'emphytéote en cours de bail emphytéotique sans la remplacer par une nouvelle cabine mise en activité dans le délai de trois ans à dater de l'enlèvement.

### DROIT D'ACCESSION

Le bailleur renonce formellement au droit d'accession sur tout matériel généralement quelconque installé par l'emphytéote dans les biens donnés à bail.

### FIN DU DROIT D'EMPHYTEOSE

En cas de dénonciation du bail ou lors de l'extinction du droit d'emphytéose en général, les servitudes pour pose de câbles en sous-sol et non aedificandi prendront fin et l'emphytéote devra rendre le terrain au bailleur dans son pristin état, en ce compris l'enlèvement à ses frais des câbles électriques placés dans le sous-sol. Toutefois, le bailleur, s'il le désire, pourra conserver les améliorations que l'emphytéote aurait faites à la parcelle, sans que ce dernier puisse prétendre à une indemnité quelconque.

### ETAT DU SOL

Le bailleur déclare :

- qu'il n'a exercé personnellement ni laissé exercer sur le bien objet des présentes aucune activité qui soit de nature à générer une pollution et déclare ne pas avoir abandonné de déchets sur le bien pouvant engendrer une telle pollution;
- qu'il n'a pas connaissance d'une pollution émanant soit d'une activité antérieure, soit d'un réservoir à mazout nécessitant un assainissement conformément à la législation wallonne existante, ni de la présence d'une activité qui soit de nature à générer une pollution;
- qu'aucune étude du sol dite d'orientation ou de caractérisation au sens du décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols n'a été effectuée sur le bien objet des présentes;
- pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le bailleur est exonéré vis-à-vis de l'emphytéote de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

## **III.- URBANISME**

### **A. Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie**

#### **a) Information circonstanciée**

Le propriétaire déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal, est la suivante : zone de services publics et d'équipements communautaires;

- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir ou d'urbanisation, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1<sup>er</sup> janvier 1977 ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

**b) Absence d'engagement du propriétaire**

Le propriétaire déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à

l'article 84 § 1<sup>er</sup> et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84 § 2, alinéa premier dudit Code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

**c) Information générale**

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84 §1<sup>er</sup> et 2 dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la préemption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

**B) Déclarations complémentaires du propriétaire**

Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance le bien :

- n'est pas soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants dudit Code;
- n'est ni classé ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année; n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- n'est pas concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- n'est pas repris dans le périmètre d'un remembrement légal et qu'il ne lui a pas été notifié d'avis de remembrement.

**IV.- OCCUPATION – IMPOTS**

Le bien donné en emphytéose est libre d'occupation.

L'emphytéote supportera, à partir de la signature de l'acte authentique et prorata temporis, toutes les contributions et impositions de nature fiscale généralement quelconques, liées à la présence sur le bien de la cabine électrique.

**V.- CANON**

Le présent droit d'emphytéose est consenti et accepté contre le paiement d'un canon annuel d'un euro.

Le canon est annuel et est payable pour la première fois au plus tard le jour de la signature de l'acte authentique rédigé par le Comité d'acquisition d'immeubles. Pour les années ultérieures, le canon devra être payé par anticipation avant le jour anniversaire de l'entrée en vigueur du bail emphytéotique.

**VI.- DISPOSITIONS FINALES**

**FRAIS**

Tous les frais de bornage et de mesurage ainsi que tous les frais des présentes sont à charge de l'emphytéote.

#### ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, le propriétaire et l'emphytéote font élection de domicile chacun en leur siège respectif.

#### TITRE DE PROPRIETE

Il ne sera fourni d'autre titre à l'emphytéote qu'une expédition du présent acte.

#### ACTES ULTERIEURS

L'emphytéote s'engage, pour lui-même et pour ses ayants cause, à respecter les termes de la présente convention. Les actes translatifs ou déclaratifs de droits réels, de même que les éventuelles conventions de copropriété, d'apports de biens, de cessions ou de baux devront contenir une clause imposant à ces ayants cause le respect de cette obligation.

#### SOLIDARITE – INDIVISIBILITE

Les droits et obligations des parties sont solidaires et indivisibles entre leurs ayants droit et ayants cause à tous titres.

#### LITIGES

En cas de litige, les tribunaux de Tournai seront seuls compétents.

#### DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Les parties déclarent qu'elles sont d'avis qu'il n'existe pas de privilège immobilier et que, dès lors, il ne doit pas être pris inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

#### DECLARATIONS

Le comparant déclare :

- qu'il n'est pourvu ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour;
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de tout ou partie de l'administration de ses biens.

#### DECLARATION PRO FISCO

La Société Coopérative à responsabilité limitée «ORES Assets» déclare vouloir bénéficier des dispositions de l'article 26 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, étant donné que l'emphytéose est constituée pour la réalisation de son objet social et donc, pour cause d'utilité publique, et vouloir bénéficier de l'enregistrement gratuit, conformément à l'article 161.2° du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. Elle déclare également vouloir bénéficier de l'exemption du droit d'écriture, conformément aux articles 21.1 et 22 du Code des droits et taxes divers.

#### **DONT ACTE.**

Passé à .....

et signé par le fonctionnaire instrumentant, après lecture commentée."

11. Tournai, rue d'Amiens. Convention de mise à disposition au profit de la prézone de secours de Wallonie picarde. Approbation.

Monsieur l'Echevin **R. DELVIGNE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 3 novembre 2011, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de la conclusion d'une convention avec la prézone opérationnelle (PZO) et sous réserve de l'affectation de moyens budgétaires 2012 de la prézone opérationnelle à la Ville de Tournai, sur l'occupation d'une partie du bâtiment communal sis à Tournai, rue d'Amiens, 4, cadastré ou l'ayant été 3<sup>ème</sup> division, section L, n°153 R d'une contenance totale de 30 a 58 ca.

Nous avons approuvé en date du 14 août 2013 le plan de mesurage et de division dressé par Monsieur le géomètre communal le 28 juin 2013 délimitant la partie mise à disposition.

Les principales conditions de cette convention de mise à disposition sont les suivantes :

- pour une durée déterminée de deux ans à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2013;
- moyennant un loyer annuel, toutes charges comprises, de 3.000,00 €;
- l'entretien du magasin sera effectué par l'occupant.

Nous vous invitons à approuver les termes de cette convention au profit de la prézone de secours de Wallonie picarde sur lesquels nous avons marqué notre accord en date du 5 décembre 2014."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu les articles L1122-30 et L 1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du Collège communal en date du 3 novembre 2011 de marquer son accord de principe, sous réserve de la conclusion d'une convention avec la prézone opérationnelle (PZO) et sous réserve de l'affectation de moyens budgétaires 2012 de la prézone opérationnelle à la Ville de Tournai, sur l'occupation d'une partie du bâtiment communal sis à Tournai, rue d'Amiens, 4, cadastré ou l'ayant été 3<sup>ème</sup> division, section L, n°153 R d'une contenance totale de 30 a 58 ca;

Considérant le compte-rendu de la séance du 2 juillet 2013 du Collège de prézone opérationnelle de secours du Hainaut-Ouest;

Considérant le plan de mesurage et de division dressé par Monsieur le géomètre communal en date du 28 juin 2013 et approuvé par le Collège communal du 14 août 2013;

Considérant la décision du Collège communal en date du 14 août 2013 d'établir une convention de mise à disposition d'une partie du bâtiment communal précité au profit de la prézone opérationnelle de secours du Hainaut;

Considérant que cette convention est conclue aux conditions suivantes :

- pour une durée indéterminée à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2013,
- moyennant un loyer annuel, toutes charges comprises, de 3.000,00 €;

Considérant le projet de convention de mise à disposition approuvé par le Collège communal le 9 mai 2014 et soumis pour avis à la prézone opérationnelle de secours du Hainaut-Ouest en date du 13 mai 2014;

Considérant que, suite à plusieurs rappels, ladite prézone a fait part de son souhait, par correspondance du 30 septembre 2014, d'ajouter à l'article 18 (résiliation – dissolution de la Prézone) que celle-ci prendra fin au plus tard le 31 décembre 2014;

Considérant la modification de la dénomination de la prézone;

Considérant que le Collège communal, en sa séance du 5 décembre 2014, a ratifié cette mise à disposition pour une durée de 2 ans et a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur les termes de la convention y afférente;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

- 1) d'approuver les termes de la convention entre la Ville de Tournai et la prézone de secours de Wallonie picarde portant sur la mise à disposition d'une partie d'un bâtiment communal sis à Tournai, rue d'Amiens, 4, cadastré ou l'ayant été 3<sup>ème</sup> division, section L, n°153 R :

" **ENTRE** la Ville de Tournai, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L 1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 16 décembre 2014,  
**ci-après dénommée "la Ville",**

**ET** la prézone de secours de Wallonie picarde, ayant son siège social à 7522 Marquain, rue de la Terre à Briques, représentée par son président M. Daniel SENESAEEL agissant en exécution de la délibération du Conseil de la prézone opérationnelle (P.Z.O.) du 23 octobre 2012 approuvant le plan zonal et de la délibération du Conseil de prézone opérationnelle (P.Z.O.) du 24 avril 2013 approuvant le budget 2013,  
**ci-après dénommée " Prézone de secours de Wallonie picarde ",**

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet**

La Ville met à disposition de la prézone de secours de Wallonie picarde, qui l'accepte, un local situé dans le bâtiment communal sis à Tournai, rue d'Amiens, 4, cadastré ou l'ayant été 3<sup>ème</sup> division, section L, n°153 R, d'une contenance totale de 30 a 58 ca.

Ce local est parfaitement connu par la prézone de secours de Wallonie picarde et est repris sur le plan de mesurage et de division dressé par Monsieur le géomètre communal le 28 juin 2013 et approuvé par le Collège communal du 14 août 2013.

Selon le plan précité, ce local est cadastré 3<sup>ème</sup> division, section L, n° 159 R/pie 2 d'une contenance de 2 a 5 ca.

La Ville accorde à la prézone de secours de Wallonie picarde un droit de passage lui permettant d'accéder en tout temps au local qu'elle occupe.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumise la mise à disposition de ce local.

### **Article 2 - Accès - clefs**

La prézone de secours de Wallonie Picarde reconnaît avoir reçu une clef du bâtiment ainsi qu'une clef du local.

Il est interdit de reproduire ces clefs.

En cas de perte d'une clef/des clefs, la prézone de secours de Wallonie picarde en informera immédiatement la Ville et prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du/des barillet(s).

La prézone de secours de Wallonie picarde s'engage à prendre toutes les mesures utiles afin d'éviter la présence d'intrus dans le bâtiment et à refermer à clef le bâtiment et le local dès qu'elle quitte les lieux.

### **Article 3 - Etat des lieux – Inventaire**

Sont joints en annexe à la présente convention :

- l'état des lieux du local mis à disposition
- le plan de mesurage et de division dressé par Monsieur le géomètre communal, le 28 juin 2013 et approuvé par le Collège communal du 14 août 2013.

Ces documents ont été établis contradictoirement.

### **Article 4 - Redevance – Indexation annuelle**

La présente convention est consentie moyennant le paiement par la prézone de secours de Wallonie picarde d'une redevance annuelle non indexée d'un montant de 3.000,00 € pour le local décrit à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

Les redevances afférentes aux années 2013 et 2014 seront payées par versement au n° de compte 091-0004055-10 au nom de l'administration communale de Tournai avec la mention "Tournai, rue d'Amiens, 4 - Année 20.., prézone de secours de Wallonie picarde" dans un délai d'un mois à compter de la signature de la présente convention.

En cas de non-paiement dans les délais requis, la prézone de secours de Wallonie picarde est tenue de payer les intérêts de retard calculés au taux légal à la Ville sans que celle-ci soit tenue d'adresser de mise en demeure préalable à la prézone de secours de Wallonie picarde.

Les dépenses afférentes aux abonnements aux distributions d'eau, électricité, chauffage, ainsi que tous les frais y relatifs tels que la location des compteurs, le coût des consommations,... sont comprises dans le montant de la redevance.

#### **Article 5 – Durée**

Cette convention est établie pour une durée déterminée ayant pris cours le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et se terminant le 31 décembre 2014.

#### **Article 6 - Destination**

La présente convention est envisagée et conclue afin de permettre le transit et le stockage de tout le matériel acheté pour les dix services incendie de la prézone de secours de Wallonie picarde. Le local sert de magasin pour la prézone de secours de Wallonie picarde.

Pendant toute la durée de la convention, la prézone de secours de Wallonie picarde est tenue de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation du local n'est autorisée.

Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du Collège communal.

#### **Article 7 - Locations – Cession de droit**

Toute "sous-location" du local et toute cession des droits dérivant de la présente convention sont interdites.

#### **Article 8 - Aménagements – Transformations**

La prézone de secours de Wallonie picarde ne pourra apporter au local mis à disposition aucun aménagement, aucune transformation sans l'accord préalable et écrit du Collège communal.

#### **Article 9 - Surveillance**

La prézone de secours de Wallonie picarde s'engage à entretenir en bon père de famille le local mis à sa disposition.

La prézone de secours de Wallonie picarde se charge de conserver le local en bon état et de veiller à ce que ses représentants et préposés utilisent correctement celui-ci.

La prézone de secours de Wallonie picarde doit permettre l'accès au local à la Ville à toute demande afin de visiter celui-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

#### **Article 10 - Entretien – Réparations**

La Ville a, à sa charge, toutes les grosses réparations, telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de la prézone de secours de Wallonie picarde.

La prézone de secours de Wallonie picarde doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations locatives ou de menu entretien ou encore à un défaut de prévoyance sont également à la charge de la prézone de secours de Wallonie picarde.

La prézone de secours de Wallonie picarde s'engage :

- à entretenir en parfait état le local mis à disposition et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles (remplacement des vitres fendues ou brisées...)
- à équiper le local d'un extincteur adapté, à effectuer le contrôle et la maintenance de celui-ci et à procéder à son remplacement ou à sa remise en état.

#### **Article 11 - Sort des travaux**

Lorsque la présente convention prendra fin pour quelque cause que ce soit, la propriété des ouvrages que la prézone de secours de Wallonie picarde aura effectués ou fait effectuer passera gratuitement à la Ville, à moins que celle-ci ne préfère leur enlèvement et la remise du bien dans son état primitif, et ce aux frais de la prézone de secours de Wallonie picarde.

#### **Article 12 - Responsabilité**

Pendant la durée de la convention, la prézone de secours de Wallonie picarde occupe le local mis à disposition à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du local mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à la prézone de secours de Wallonie picarde, à ses représentants et préposés ou à des tiers.

La prézone de secours de Wallonie picarde déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

#### **Article 13 - Assurances**

La Ville déclare que ledit bien est couvert en assurance "incendie" avec clause "abandon de recours".

La prézone de secours de Wallonie picarde s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurances suivantes :

- assurance "incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes" couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des voisins)
- assurance-loi couvrant son personnel.

A toute demande de la Ville, la prézone de secours de Wallonie picarde justifiera du paiement régulier des primes.

#### **Article 14 - Occupations exceptionnelles par la Ville**

La prézone de secours de Wallonie picarde s'engage à satisfaire aux demandes d'occupation gratuite du local introduites ponctuellement par la Ville.

En cas d'occupation par la Ville, la prézone de secours de Wallonie picarde veillera à ne pas perturber la réalisation des activités et des obligations de la Ville. Durant cette occupation par la Ville, elle ne pourra accéder au local.

En cas de nécessité, la prézone de secours de Wallonie picarde prendra les informations nécessaires à la bonne occupation auprès de la Ville avant l'occupation.

#### **Article 15 - Droits des voisins**

La prézone de secours de Wallonie picarde s'oblige à prendre toute disposition utile pour que l'occupation du local mis à disposition ne perturbe pas la tranquillité des voisins.

Elle s'engage tout particulièrement à respecter et à faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

#### **Article 16 - Interdiction de fumer**

Il est interdit de fumer dans le local mis à disposition.

La prézone de secours de Wallonie picarde s'engage à faire respecter cette interdiction.

#### **Article 17 - Bonbonnes de gaz – Interdiction**

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans le local mis à disposition.

#### **Article 18 - Résiliation – Dissolution de la Prézone**

La présente convention est résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement de la prézone de secours de Wallonie picarde à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts
- sans préavis et sans indemnité le 31 décembre 2014.

#### **Article 19 - Respect des lois et conventions internationales en vigueur**

La prézone de secours de Wallonie picarde sera seule responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

#### **Article 20 - Enregistrement**

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de la prézone de secours de Wallonie picarde qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

#### **Article 21 - Litige**

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Hainaut - section Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai en triple exemplaire, le .....,  
chacune des parties ayant reçu le sien.";

- 2) de solliciter de la prézone le paiement des redevances pour les années 2013 et 2014, soit 6.000,00 € par versement au n° de compte 091-0004055-10 au nom de l'administration communale de Tournai avec la mention "TOURNAI, rue d'Amiens, 4 – Années 2013 et 2014, prézone".

Madame la Conseillère communale **L. BARBAIX** sort de séance.

12. Tournai, rue Saint-Piat. Locaux de l'Agence Locale pour l'Emploi (ALE). Convention de mise à disposition au profit de la Ville de Tournai. Approbation.

Monsieur l'Echevin **R. DELVIGNE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Suite aux différentes négociations entre la Ville de Tournai et l'Agence locale pour l'emploi (ALE), un accord a été trouvé afin que celle-ci mette à disposition des locaux lui appartenant situés au rez-de-chaussée du bâtiment, rue Saint-Piat, 88 à 7500 Tournai, au profit de la Ville de Tournai pour l'implantation de l'atelier "Méli-Vélo".

Cet atelier a comme but principal d'apprendre au public à réparer son vélo grâce à des conseils avisés et à un outillage adapté et se charge également du marquage des vélos afin de limiter les risques de vol.

En séance du 21 novembre 2014, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de votre approbation, sur le plan de mesurage levé et dressé par notre géomètre communal et sur le projet définitif de convention de mise à disposition aux conditions suivantes :

- à titre gratuit;
- une durée d'un an prenant cours le jour de sa signature et renouvelable par tacite reconduction pour la même durée;
- avant chaque échéance, chacune des parties peut y mettre fin, sans motif, moyennant préavis de trois mois notifié par lettre recommandée;
- autorisation accordée à la Ville de Tournai de réaliser à ses frais les travaux d'aménagement des locaux nécessaires pour permettre leur utilisation selon la destination convenue (chauffage, électricité, peinture, serrurerie et menuiserie).

Nous vous invitons dès lors à approuver les termes de cette convention au profit la Ville de Tournai portant sur la mise à disposition des locaux appartenant à l'Agence locale pour l'emploi (ALE)."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant, pour rappel, qu'un contrat lie la Ville de Tournai et l'ASBL Canal J depuis le 1<sup>er</sup> mars 2011 portant sur la mise à disposition d'une pièce située dans les bâtiments de l'ancienne piscine Madame sis à Tournai, rue Madame, cadastrés ou l'ayant été 1<sup>ère</sup> division, section H n° 239n, pour l'implantation de l'atelier "Méli-Vélo";

Considérant que cet atelier a comme principal but d'apprendre au public à réparer son vélo grâce à des conseils avisés et à un outillage adapté et se charge également du marquage des vélos afin de limiter les risques de vol;

Considérant que suite à la vente de l'ancienne piscine Madame, un accord avait été trouvé en 2013 avec l'Agence locale pour l'emploi (ALE) pour l'occupation par l'ASBL Canal J Mobilité et la Ville de Tournai [Service d'aide à l'intégration sociale (SAIS)] des locaux situés au rez-de-chaussée du bâtiment sis à 7500 Tournai, rue Saint-Piat, 88 cadastré ou l'ayant été 1<sup>ère</sup> division, section H 330 G ;

Considérant la décision du Collège communal en date du 10 octobre 2014 de finaliser le projet de convention de mise à disposition y afférent;

Considérant que le projet de convention approuvé par le Collège communal du 30 août 2013 a été modifié selon les desiderata de l'Agence locale pour l'emploi (ALE) et en supprimant le partenariat avec l'ASBL Canal J;

Considérant qu'en cas de partenariat avec le centre public d'action sociale (C.P.A.S.), un avenant à cette convention sera rédigé;

Considérant que ce projet, soumis à l'avis de l'Agence locale pour l'emploi (ALE) le 27 octobre 2014, a comme principales conditions :

- à titre gratuit;
- une durée d'un an prenant cours le jour de sa signature et renouvelable par tacite reconduction pour la même durée;
- avant chaque échéance, chacune des parties peut y mettre fin, sans motif, moyennant préavis de trois mois notifié par lettre recommandée;
- autorisation accordée à la Ville de Tournai de réaliser à ses frais les travaux d'aménagement des locaux nécessaires pour permettre leur utilisation selon la destination convenue (chauffage, électricité, peinture, serrurerie et menuiserie);

Considérant pour information que suite à une décision du Collège communal du 30 août 2013, l'Agence locale pour l'emploi (ALE), par correspondance du 29 novembre 2013, a marqué son accord sur une mise à disposition des locaux anticipativement à la signature de la convention afin d'effectuer les travaux nécessaires pour la mise en fonctionnement dudit atelier;

Considérant le plan de mesurage levé et dressé en date du 7 novembre 2014 par M. Alain LETOT, géomètre communal, et approuvé par le Collège communal le 21 novembre 2014;

Considérant l'accord en date du 19 novembre 2014 émanant de l'Agence locale pour l'emploi (ALE) ;

Considérant que le Collège communal en date du 21 novembre 2014 a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur le projet définitif de convention portant sur cette mise à disposition des locaux au profit de la Ville de Tournai;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Vu l'article 1122-30 du Code wallon de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

d'approuver les termes du projet de convention portant sur la mise à disposition des locaux sis à Tournai, rue Saint-Piat, 88, appartenant à l'Agence locale pour l'emploi (ALE) au profit de la Ville de Tournai en vue d'y installer l'atelier "Méli-Vélo" dont les termes sont les suivants :

" Entre l'AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI DE TOURNAI, dont le siège social est établi à 7500 Tournai, rue des Fossés, 12 boîtes 1 et 2, statuts publiés pour la dernière fois aux annexes du Moniteur belge le 18 juin 2013 sous le n° d'entreprise 0455.412.822, ici représentée par Mme Ludivine DEDONDER, présidente, domiciliée à 7500 Tournai, chaussée de Bruxelles, 125/11, et M. Michel DORCHIES, vice-président, domicilié à 7540 Kain, rue de la Botte d'asperges, 7, ci-après dénommée "**l'ALE**",

et

La VILLE DE TOURNAI dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L 1132/3, L1123/5 et L1124-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par :

- 1) M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale
  - 2) M. Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint,
- agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 16 décembre 2014, ci-après dénommée «**la Ville**»

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

#### Préambule

La Ville de Tournai organise un atelier de réparation de vélos dénommé «Méli-Vélo».

Cet atelier a pour but d'apprendre au public à réparer son vélo grâce à des conseils avisés et à un outillage adapté.

Il se charge également du marquage des vélos afin de limiter les risques de vol.

Cet atelier était installé dans des locaux de l'ancienne piscine Madame.

La Ville de Tournai, propriétaire de ce bâtiment, a décidé de le vendre.

L'ALE est propriétaire de l'immeuble situé rue Saint-Piat, 88 à 7500 Tournai.

Elle accepte de mettre quelques locaux de ce bâtiment à la disposition de la Ville de Tournai pour y transférer l'atelier «Meli-Vélo».

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet du contrat**

L'ALE met à disposition de la Ville, qui l'accepte, des locaux au rez-de-chaussée du bâtiment sis à 7500 Tournai, rue Saint-Piat, 88, cadastré ou l'ayant été 1<sup>ère</sup> division, section H 330 G. Ces locaux sont parfaitement connus de la Ville qui déclare les avoir visités. Ils figurent en bleu sur le plan repris en annexe.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumise la mise à disposition de ces locaux.

### **Article 2 : Accès - Clefs**

Les parties s'accordent mutuellement un droit de passage afin de pouvoir accéder en tout temps aux parties de l'immeuble qu'elles occupent.

La Ville disposera d'un jeu de clefs permettant d'accéder aux locaux mis à disposition et ne pourra les reproduire.

En cas de perte d'une clef/de clefs, la Ville informera l'ALE.

La Ville prendra en charge tous les frais résultant du remplacement du/des barillet(s).

La Ville s'engage à prendre toutes mesures utiles afin d'éviter la présence d'intrus dans le bâtiment et à refermer à clef le bâtiment dès qu'elle quitte celui-ci.

### **Article 3 : Etat des lieux**

Un état des lieux est établi contradictoirement en présence de l'Agence locale pour l'emploi (ALE) et la Ville. Chaque partie a le droit de faire appel à son expert dont elle supportera les frais et honoraires.

Après avoir été établi et signé en autant d'exemplaires que de parties, l'état des lieux est joint à la présente convention et en fait partie intégrante.

### **Article 4 : Durée**

La convention de mise à disposition est accordée pour une durée d'un an prenant cours le jour de sa signature et renouvelable par tacite reconduction pour la même durée. Avant chaque échéance, chacune des parties peut y mettre fin, sans motif, moyennant préavis de trois mois notifié par lettre recommandée.

### **Article 5 : Gratuité – Frais énergétiques**

La mise à disposition est accordée à titre gratuit.

La Ville prendra en charge :

- l'installation de nouveaux compteurs (eau, gaz, électricité) dans les locaux figurant en bleu sur le plan annexé
- les frais de location des compteurs, de consommation d'eau, d'électricité et de chauffage de ces locaux.

La Ville évitera tout gaspillage (fermeture complète du robinet du lavabo après utilisation, diminution du chauffage et extinction des interrupteurs avant de quitter le bâtiment...).

### **Article 6 : Destination**

La présente convention est envisagée et conclue pour permettre à la Ville d'organiser dans les locaux figurant en bleu sur le plan annexé l'atelier «Méli-Vélo».

Cet atelier a pour objet de :

- permettre aux clients de réparer leur vélo à prix démocratique avec un outillage adapté et les conseils d'un technicien compétent
- apprendre à ces clients à refaire ces gestes eux-mêmes
- permettre aux jeunes et aux personnes moins favorisées de se confectionner un vélo à partir de pièces de récupération à prix coûtant
- proposer conjointement un service de gravage de vélos
- mettre à disposition des informations concernant l'usage du vélo (code de la route, prévention, éducation,...)
- mettre à disposition des informations concernant les itinéraires cyclables (quotidiens et touristiques,...)
- favoriser et encourager la récupération, la réutilisation et la réparation des vélos en particulier et des biens en général.

Le local figurant en rose sur le plan annexé sera utilisé exclusivement pour le stockage de vélos.

Pendant toute la durée de la convention, la Ville est tenue de respecter en permanence cette destination.

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, la Ville s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques, ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice de droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

### **Article 7 : Locations – Cession de droit**

Toute "sous-location" des locaux et toute cession des droits dérivant de la présente convention sont interdites.

## **Article 8 : Aménagements – Transformations**

La Ville ne pourra apporter aux locaux mis à disposition aucun aménagement, aucune transformation sans l'accord préalable et écrit de l'ALE.

L'ALE marque son accord sur la réalisation par la Ville des travaux nécessaires pour la mise en fonctionnement dudit atelier à savoir : chauffage, électricité, peinture, serrurerie, sanitaire et menuiserie.

## **Article 9 : Entretien locatif - Surveillance**

La Ville :

- s'engage à entretenir en bon père de famille les locaux mis à sa disposition;
- se charge de conserver les locaux en bon état et de veiller à ce que ses membres et préposés utilisent correctement ceux-ci.

La Ville assurera à ses frais les réparations locatives et de menu entretien (à savoir : les réparations courantes, sauf si la détérioration est due à la force majeure, à un vice propre qui n'est pas imputable à la Ville).

La Ville devra permettre l'accès aux locaux à l'ALE à toute demande afin de visiter ceux-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

## **Article 10 : Sort des travaux**

Lorsque la présente convention prendra fin pour quelque cause que ce soit, la propriété des ouvrages que la Ville aura effectués ou fait effectuer avec l'accord préalable et écrit de l'ALE passera gratuitement à l'ALE sans possibilité pour celle-ci d'imposer leur enlèvement et la remise du bien dans son état primitif.

## **Article 11 : Responsabilités – Assurances**

Pendant la durée de la convention, la Ville de Tournai souscrira une police d'assurance couvrant sa responsabilité pour tous les faits qui pourraient survenir du fait de l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition.

La Ville s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurances suivantes :

- assurance incendie et périls connexes pour son contenu (ses biens meubles) et ses aménagements
- assurance «responsabilité civile objective» conformément à la loi du 30 juillet 1979 et ses arrêtés royaux d'application
- assurance couvrant sa responsabilité civile locative en cas d'incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes
- assurance-loi couvrant son personnel.

A toute demande de l'ALE, la Ville justifiera du paiement régulier des primes.

## **Article 12 : Droits des voisins**

La Ville s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans les locaux mis à disposition ne perturbent pas la tranquillité des voisins.

La Ville s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du Règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

#### **Article 13 : Interdiction de fumer**

Il est interdit de fumer dans les locaux mis à disposition.

La Ville s'engage à faire respecter cette interdiction.

#### **Article 14 : Bonbonnes de gaz – Interdiction**

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans les locaux mis à disposition.

#### **Article 15 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement de l'une des parties à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention sans préjudice du droit pour la partie lésée de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts
- au cas où la Ville n'organiserait plus l'atelier Méli-Vélo.

#### **Article 16 : Respect des lois et conventions internationales en vigueur**

La Ville sera responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur, notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

#### **Article 17 : Enregistrement**

Les frais d'enregistrement de la présente convention seront pris en charge par la Ville qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

#### **Article 18 : Litige**

Tout litige relatif à la validité, à l'interprétation, à l'exécution de la présente convention sera tranché par les tribunaux du Hainaut, section de Tournai.

Fait à Tournai en triple exemplaire, le .....,  
chacune des parties ayant reçu le sien."

Madame la Conseillère communale **L. BARBAIX** rentre en séance.

13. Caméras de surveillance. Nouveau centre de visionnage. Avenant. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 14 octobre 2013, vous avez décidé de passer, par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, un marché de services ayant pour objet la réalisation et le suivi d'une étude relative à l'installation d'un réseau de caméras de surveillance sur le territoire de la Ville de Tournai.

En date du 20 décembre 2013, nous avons décidé de désigner la Firme AV PROTEC comme prestataire de services dans le cadre du susdit marché de services au montant de son offre négociée s'élevant à 6.900,00 € hors TVA (phase 1) et à 8.490,00 € hors TVA (phase 2), soit un montant total de 15.390,00 € hors TVA, soit 18.621,90 € TVA comprise, offre régulière jugée la plus intéressante.

En date du 10 octobre 2014, nous avons décidé de rajouter une seconde hypothèse de localisation du centre de visionnage, à savoir dans les bâtiments situés au square Bonduelle entre le self du Parc et les Amis de Tournai.

L'exécution de ces prestations supplémentaires par la firme AV PROTEC s'élève à 2.420,00 € TVA comprise soit 13,00 % en plus par rapport au montant de la désignation.

Des crédits ont été inscrits par voie de modification budgétaire extraordinaire n° 1 sous l'article 1241/733-60/13.

Il vous appartient d'approuver l'exécution de ces prestations supplémentaires."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, demande pourquoi il faut étudier un nouveau lieu de visionnage.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, lui répond :

" On avait pensé à l'installer au commissariat mais il est un peu trop petit. On a envisagé la possibilité d'une nouvelle construction sur le parking. Cela nécessiterait un certain nombre d'autorisations en matière d'urbanisme puisque nous sommes en centre-ville, mais cela soulèverait aussi des questions concernant la sécurité, parce qu'il y a quelques craintes en ce qui concerne le parking souterrain. Tout cela risquerait de retarder le projet. Nous avons donc choisi d'étudier d'autres solutions, notamment celle qui vous est proposée ce soir."

Par 31 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 37;

Vu sa décision prise en date du 14 octobre 2013 de passer, par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, un marché de services ayant pour objet la réalisation et le suivi d'une étude relative à l'installation d'un réseau de caméras de surveillance sur le territoire communal de la Ville de Tournai;

Vu la décision du Collège communal du 20 décembre 2013, de désigner la firme AV PROTEC comme prestataire de services dans le cadre du susdit marché de services au montant de son offre négociée s'élevant à 6.900,00 € hors TVA (phase 1) et à 8.490,00 € hors TVA (phase 2), soit un montant total de 15.390,00 € hors TVA, soit 18.621,90 € TVA comprise, offre régulière jugée la plus intéressante;

Vu la décision du Collège communal prise en date du 10 octobre 2014 de rajouter une seconde hypothèse de localisation du centre de visionnage à savoir dans les bâtiments situés au square Bonduelle entre le self du Parc et les Amis de Tournai;

Considérant que l'exécution de ces prestations supplémentaires par la firme AV PROTEC s'élève à 2.420,00 € TVA comprise soit 13,00 % en plus par rapport au montant de la désignation;

Considérant que des crédits ont été inscrits par voie de modification budgétaire extraordinaire n° 1 sous l'article 1241/733-60/13;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 3 abstentions;

#### **DECIDE :**

- d'approuver l'exécution, par la firme AV PROTEC, de prestations supplémentaires relatives à l'emplacement du futur centre de visionnage et à l'analyse des bâtiments situés au square Bonduelle entre le Self du Parc et les Amis de Tournai, pour un montant supplémentaire de 2.420,00 € TVA comprise;
- d'imputer ces dépenses sous l'article 1241/733-60/13 par voie de modification budgétaire 2014 n° 1.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE,

T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** sort de séance.

14. Cimetière de Tournai Sud. Création d'un espace multiphilosophique de prise de la parole. Honoraires. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 23 décembre 2011, nous avons décidé de faire nôtre la décision du comité d'accompagnement et de désigner la SPRL Jacques DESABLENS en qualité de prestataire de services pour la conception et l'étude de l'aménagement d'un espace multiphilosophique de prise de la parole au cimetière de Tournai Sud, au montant de son offre négociée s'élevant à 57.863,12 € hors TVA, soit 70.014,38 € TVA comprise.

En même séance, il a été décidé d'engager la totalité du crédit prévu sous l'article 878/733-60, soit 65.000,00 € et d'inscrire un crédit de 5.100,00 € en modification budgétaire 2012.

Un crédit de 70.100,00 € a été inscrit au budget extraordinaire 2012, mais celui-ci n'a été engagé qu'à concurrence de 65.000,00 €.

En date du 4 novembre 2014, l'administration a reçu une facture émanant de la SPRL Jacques DESABLENS d'un montant de 5.786,31 € hors TVA, soit 7.001,44 € TVA comprise, relative à l'article 11 point 3 : paiement de 10 % à la réception provisoire des travaux, sans remarque.

Nous avons accordé la réception provisoire des travaux le 18 juillet 2014 et les remarques ont été levées.

Le solde du crédit engagé sous l'article 878/733-60/11 s'élève à 1.987,06 € et s'avère insuffisant pour honorer cette facture.

Il y a donc lieu de prévoir un crédit complémentaire de 5.020,00 € en modification budgétaire 2015.

Le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, à savoir des intérêts de retard. Par conséquent, nous avons décidé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense et de vous en donner connaissance.

Il appartient à votre assemblée de prendre acte de notre décision et d'admettre ou non la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'en séance du 23 décembre 2011, le Collège communal a décidé de faire sienne la décision du comité d'accompagnement et de désigner la SPRL Jacques DESABLENS en qualité de prestataire de services pour la conception et l'étude de l'aménagement d'un espace multiphilosophique de prise de la parole au Cimetière de Tournai Sud, au montant de son offre négociée s'élevant à 57.863,12 € hors TVA, soit 70.014,38 € TVA comprise;

Considérant qu'en même séance, il a été décidé d'engager la totalité du crédit prévu sous l'article 878/733-60, soit 65.000,00 €, et d'inscrire un crédit de 5.100,00 € en modification budgétaire 2012;

Considérant qu'un crédit de 70.100,00 € a été inscrit au budget extraordinaire 2012, mais que celui-ci n'a été engagé qu'à concurrence de 65.000,00 €;

Considérant qu'en date du 4 novembre 2014, l'administration a reçu une facture émanant de la SPRL Jacques DESABLENS d'un montant de 5.786,31 € hors TVA, soit 7.001,44 € TVA comprise, relative à l'article 11 point 3 : paiement de 10 % à la réception provisoire des travaux, sans remarque;

Considérant que la réception provisoire des travaux a été accordée le 18 juillet 2014 par le Collège communal et que les remarques ont été levées;

Considérant que le solde du crédit engagé sous l'article 878/733-60/11 s'élève à 1.987,06 € et qu'il s'avère insuffisant pour honorer cette facture;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir un crédit complémentaire de 5.020,00 € en modification budgétaire 2015;

Considérant que le moindre retard occasionnerait un préjudice évident, à savoir des intérêts de retard et que le Collège communal a décidé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense et d'en donner connaissance au Conseil communal qui décidera s'il admet ou non cette dépense;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**PREND ACTE :**

de la décision du Collège communal du 5 décembre 2014 prise en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- conformément aux dispositions de l'article L1311-5, de pourvoir à la dépense liée aux prestations du marché de services pour la conception et l'étude de l'aménagement d'un espace multiphilosophique de prise de la parole au cimetière de Tournai Sud;
- d'approuver la facture s'y rapportant et d'en autoriser le paiement, soit la somme de 7.001,44 € TVA comprise, et ce pour mission accomplie;
- de prévoir les crédits nécessaires, soit 5.020,00 € au budget extraordinaire 2015 par voie de modification budgétaire;
- de donner connaissance de cette décision au Conseil communal qui décidera s'il admet ou non la dépense;

#### **ADMET :**

la dépense.

15. Quartier De Bongnie. Raccordement électrique pour la mise en place de l'éclairage. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 7 avril 2011, nous avons décidé de désigner l'entreprise TRAVEXPLOIT SA, route de Sartiau, 27 à 6532 Ragnies, comme adjudicataire des travaux ayant pour objet l'aménagement des abords du site de l'ancien hôpital militaire du quartier De Bongnie au montant de son offre corrigée, régulière et la plus basse s'élevant à 1.307.218,18 € TVA comprise.

Ces travaux comprennent la pose d'un éclairage, qui fait partie d'un contentieux entre l'administration, l'entreprise et l'auteur de projet.

Le rapport de Monsieur l'ingénieur civil architecte stipule :

" Le nouveau raccordement pour la mise en place d'un éclairage dans le nouveau quartier sur le site de l'ancien hôpital militaire est indispensable pour permettre l'éclairage du site précité.

Au vu des nombreuses plaintes et réclamations des riverains habitant sur le site et du rapport de police faisant état de la dangerosité des lieux, il devient primordial et urgent de mettre en route l'éclairage du site.

Il conviendrait donc de présenter le dossier, conformément à l'avis du directeur financier, au prochain Conseil communal pour une modification budgétaire en 2015.

La société opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) a décidé de ne pas reprendre l'éclairage en obligation de service public, le dossier initial datant de 10 ans, le matériel d'éclairage n'est plus conforme aux nouvelles exigences d'obligation de service public."

Pour ce raccordement, le devis du gestionnaire du réseau d'électricité, ORES, s'élève à 2.089,74 € TVA comprise.

Aucun crédit n'est disponible au budget extraordinaire 2014.

En conséquence, nous avons décidé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense et de vous en donner connaissance.

Il appartient à votre assemblée de prendre acte de notre décision et d'admettre ou non la dépense."

Comme promis, Monsieur l'Echevin **A. BOITE** remet une photo du site illuminé à Madame la Conseillère communale CdH H. CLEMENT-COUPLET.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant qu'en séance du 7 avril 2011, le Collège communal a décidé de désigner l'entreprise TRAVEXPLOIT SA, route de Sartiau, 27 à 6532 Ragnies, comme adjudicataire des travaux ayant pour objet l'aménagement des abords du site de l'ancien hôpital militaire du quartier De Bongnie au montant de son offre corrigée, régulière et la plus basse s'élevant à 1.307.218,18 € TVA comprise;

Considérant que ces travaux comprennent la pose d'un éclairage qui fait partie d'un contentieux entre l'administration, l'entreprise et l'auteur de projet;

Vu le rapport de Monsieur l'ingénieur civil architecte qui stipule :

" Le nouveau raccordement pour la mise en place d'un éclairage dans le nouveau quartier sur le site de l'ancien hôpital militaire est indispensable pour permettre l'éclairage du site précité.

Au vu des nombreuses plaintes et réclamations des riverains habitant sur le site et du rapport de police faisant état de la dangerosité des lieux, il devient primordial et urgent de mettre en route l'éclairage du site.

Il conviendrait donc de présenter le dossier, conformément à l'avis du directeur financier, au prochain Conseil communal pour une modification budgétaire en 2015.

La société ORES a décidé de ne pas reprendre l'éclairage en obligation de service public, le dossier initial datant de 10 ans, le matériel d'éclairage n'est plus conforme aux nouvelles exigences d'obligation de service public.";

Considérant que, pour ce raccordement, le devis du gestionnaire du réseau d'électricité, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES), s'élève à 2.089,74 € TVA comprise;

Considérant qu'aucun crédit n'est disponible au budget extraordinaire 2014 et que le Collège communal a décidé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense et d'en donner connaissance au Conseil communal qui décidera s'il l'admet ou non cette dépense;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**PREND ACTE :**

de la décision prise par le Collège communal, en séance du 12 décembre 2014, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense liée aux travaux de raccordement électrique pour la mise en lumière du site de l'ancien hôpital militaire du quartier DE BONGNIE s'élevant au montant de 2.089,74 € TVA comprise;
- de confier ces travaux au gestionnaire du réseau d'électricité, ORES;
- de prévoir les crédits en modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire 2015;
- de soumettre la présente délibération au Conseil communal;

**ADMET :**

la dépense.

16. Stade Jules Hossey. Eclairage du terrain de sport. Engagement.  
Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 28 décembre 2012, nous avons décidé de désigner, sous réserve d'obtention des subsides, la firme TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai, pour les travaux d'éclairage du terrain de sport du stade Jules Hossey, au montant de son offre régulière et la plus basse s'élevant à 49.005,00 € TVA comprise.

Les crédits n'ont pas été engagés faute de promesse de subsides.

La promesse ferme de subsides d'un montant de 36.750,00 € a été reçue le 25 juin 2014.

En séance du 11 juillet 2014, nous avons décidé de prévoir à nouveau lors de la prochaine modification budgétaire, en cas de maintien des conditions de son offre, les crédits permettant la poursuite de ce marché.

Par courrier du 25 juillet 2014, la firme TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE nous a informés qu'elle maintenait les conditions initiales de son offre jusqu'au 31 décembre 2014.

Suite à une manipulation répétée des tableaux préparatoires de la modification budgétaire et à une erreur purement matérielle, les crédits inscrits ne figuraient pas dans la modification budgétaire n° 2 du budget 2014.

Le Collège communal en séance du 5 décembre 2014 a décidé, en vertu des dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense liée aux travaux d'installation de l'éclairage du terrain de sport du stade Jules Hossey s'élevant au montant de 49.005,00 € TVA comprise.

Il appartient à votre assemblée de prendre acte de notre décision et d'admettre ou non la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la décision du Collège communal du 28 décembre 2012 de désigner, sous réserve d'obtention des subsides, la firme TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE, rue de la Lys, 21 à 7500 Tournai, pour les travaux d'éclairage du terrain de sport du stade Jules Hossey, au montant de son offre régulière et la plus basse s'élevant à 49.005,00 € TVA comprise;

Considérant que les crédits n'ont pas été engagés faute de promesse de subsides;

Considérant que la promesse ferme de subsides, d'un montant de 36.750,00 € a été reçue le 25 juin 2014;

Considérant la décision du Collège communal du 11 juillet 2014 de prévoir à nouveau, lors de la prochaine modification budgétaire 2014, en cas de maintien de la part de la firme TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE des conditions de son offre, les crédits permettant la poursuite de ce marché;

Considérant le courrier reçu en date du 25 juillet 2014 de la firme TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE par lequel celle-ci maintient les conditions initiales de son offre jusqu'au 31 décembre 2014;

Considérant que, suite à une manipulation répétée des tableaux préparatoires de la modification budgétaire et d'une erreur purement matérielle, les crédits inscrits ne figuraient pas dans la modification budgétaire n° 2 du budget 2014;

Considérant la décision prise par le Collège communal en séance du 5 décembre 2014, en vertu des dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense liée aux travaux d'installation de l'éclairage du terrain de sport du stade Jules Hossey s'élevant à 49.005,00 € TVA comprise;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**PREND ACTE :**

de la décision du Collège communal prise en séance du 5 décembre 2014 :

- conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense liée aux travaux d'installation de l'éclairage du terrain de sport du stade Jules Hossey s'élevant à 49.005,00 € TVA comprise;
- de notifier le marché à la firme TECHNIQUE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE;
- de prévoir un crédit de 57.000,00 € en modification budgétaire n° 1 du budget extraordinaire 2015 sous l'article 7643/725-60/12, dont 36.750,00 € en subsides;
- de soumettre la présente délibération au Conseil communal;

**ADMET :**

la dépense.

17. Ecole communale de Froidmont. Reconstruction. Electricité, chauffage et sanitaires. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 1<sup>er</sup> juillet 2013, vous avez décidé de passer un marché de travaux, par adjudication ouverte, ayant pour objet la reconstruction de l'école communale de Froidmont – électricité, chauffage et sanitaires – pour un montant estimé à 159.690,00 € hors TVA, soit 193.224,90 € TVA comprise.

En séance du 30 décembre 2013, nous avons décidé de désigner l'association momentanée C & J Constructance – CIMPRA, rue de Namur, 36c à 7141 Mont-Saint-Aldegonde, en qualité d'entrepreneur adjudicataire des travaux de reconstruction de l'école communale de Froidmont, rue des Combattants de Froidmont, 7 à 7504 Froidmont – électricité, chauffage et sanitaires - au montant de son offre régulière et la plus basse, majorée suivant les dispositions de l'article 103 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, s'élevant à 165.347,85 € hors TVA, soit 200.070,90 € TVA comprise.

Cette délibération a été transmise au ministère de la Communauté française le 5 février 2014 et les subsides ont été octroyés en date du 24 février 2014.

Le 11 avril 2014, nous avons décidé de fixer le début des travaux au 19 mai 2014.

En séance du 19 septembre 2014, nous avons approuvé le procès-verbal de carence adressé à la susdite entreprise en date du 8 septembre 2014.

Vu l'article 47 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 stipulant :

" Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44 § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par la pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au § 2".

L'entreprise association momentanée C & J Constructance – CIMPRA n'a pas fait valoir ses moyens de défense.

Par courrier du 25 août 2014, le tribunal de commerce de Mons et de Charleroi a informé l'administration que l'entreprise CIMPRA CONSTRUCT SPRL avait fait aveu de faillite.

L'article 47 § 2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 permet la résiliation unilatérale du marché.

Dans ce cas, la totalité du cautionnement, ou à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires.

Le montant du cautionnement s'élève à 8.270,00 €.

En cas de faillite de l'un des associés d'une association momentanée, l'autorité a le choix soit de résilier le marché, soit de ne pas procéder à la résiliation du marché, mais de poursuivre le marché avec l'associé non failli dès lors que celui-ci reste tenu solidairement à l'exécution complète du marché conformément à l'article 62, 1° de l'arrêté royal du 14 janvier 2014.

Toutefois, cette seconde option n'est possible que si l'associé en question dispose de l'agrération requise pour poursuivre l'exécution du marché en cause.

Pour ce marché, il était demandé une agrération en sous-catégorie D1 et D17 –classe 2 et l'entreprise C & J CONSTRUCTANCE ne dispose pas de la classe 2, mais de la classe 1.

L'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'évènements imprévisibles n'étant pas imputables au pouvoir adjudicateur, nous avons décidé de repasser un nouveau marché afin de ne pas pénaliser les autres entreprises sur chantier du fait des retards et également afin de ne pas perdre les subsides.

L'urgence dont il est question ne permet pas de respecter les délais exigés pour les procédures autres que la procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° c de la loi du 15 juin 2006.

Le rapport de l'auteur de projet stipule :

" Ce 8 octobre 2014, le service technique des bâtiments a consulté 3 entreprises agréées catégorie D17 classe 2, (agrération principale nécessaire à la bonne exécution prévalant sur les autres de ce marché) capables de répondre immédiatement à l'urgence et à l'impérieuse nécessité des travaux à exécuter, en

transmettant dans un délai très court leurs offres sur base des prescrits initiaux des cahier des charges et métrés récapitulatifs initialement dressés dans le cadre de l'avis de marché.

En ce qui concerne la partie électricité (agrégation P1) et comme dans tout marché public, l'entreprise sous-traitante désignée par l'adjudicataire pressenti devra disposer de l'agrégation requise pour laquelle la part de marché sous-traitée lui sera confiée.

Pour le marché 7 : électricité – chauffage – sanitaires, trois soumissions ont été déposées ou sont parvenues par courrier avant le 20 octobre 2014 (date immatriculation), à savoir :

1. **V.T.S SA**, dont le siège social est sis à 7543 Mourcourt, rue de Velaines, 51, au montant de 224.147,00 € hors TVA;
2. **CELCIUS HVAC SPRL**, dont le siège social est sis à 7500 Tournai, avenue de Maire, 91, au montant de 228.304,60 € hors TVA;
3. **THERSA SA** dont le siège social est sis à 7700 Mouscron, drève Gustave Fache, 5, au montant de 213.214,50 € hors TVA.

Le classement des offres, suite à la rectification des erreurs arithmétiques relevées, se présente comme suit :

	<u>Montant hors TVA</u>
1. THERSA SA	213.214,50 € hors TVA
2. V.T.S SA,	224.147,00 € hors TVA
3. CELCIUS HVAC SPRL,	228.305,29 € hors TVA.

#### Quant à l'analyse des offres

Aucune remarque n'est annexée aux offres, ni aucune rectification éventuelle des métrés joints aux offres suite à la découverte par les soumissionnaires d'omissions ou d'erreurs dans le métré récapitulatif.

Un tableau comparatif a été établi et joint au présent rapport.

De l'analyse des offres, il apparaît que l'offre de **THERSA SA** est régulière et la plus intéressante au niveau des prix et qu'elle ne comporte pas de prix unitaires apparemment anormalement bas ou anormalement élevés.

Il est considéré que le prix remis est conjoncturellement normal et qu'il correspond à une réalité économique.

#### Quant au respect du plan de sécurité-santé projet

Les offres ont été transmises au service interne de protection et de prévention de la Ville de Tournai pour le respect des impositions légales en la matière, dont les conclusions sont retranscrites ci-dessous :

*« Deux soumissionnaires ont bien pris en compte les impositions du plan de sécurité projet (entreprise THERSA et entreprise CELSIUS).*

*Un soumissionnaire n'a pas joint de document qui réfère aux impositions du plan sécurité-santé projet (entreprise V.T.S.).*

*Deux soumissionnaires répondent aux impositions légales (entreprises THERSA et CELSIUS). »*

#### Quant à l'avis du ministère subsidiant sur l'évolution administrative du dossier

Suite à un contact avec le ministère subsidiant, celui-ci a confirmé que le dossier étant déjà passé en commission inter-caractères, vu l'imprévisibilité et l'urgence quant à procéder comme ci-avant, la subvention reste acquise sur le dossier initial, la différence étant à devoir considérer sur fonds propres de la Ville de Tournai et suggère, à cette fin, qu'un crédit y soit attaché pour l'exercice 2015.

### Conclusion

Sur base des motifs ci-dessus :

- ces travaux peuvent être confiés à l'entreprise THERSA, dont le siège social est sis drève Gustave Fache, 5 à 7700 Mouscron, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et seront régis par les règles d'exécution des marchés publics reprises dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, et ce sous réserve des dispositions des documents du marché.
- l'ordre de commencer a été signifié immédiatement à l'entreprise et prend cours à la date du présent rapport.
- l'inscription budgétaire, afin de compenser la différence avec les résultats de l'adjudication publique, sera prévue sur le budget 2015."

Le coût supplémentaire à charge Ville s'élève à 57.918,65 €.

Après vérification, l'entreprise THERSA SA ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Les crédits engagés sous l'article 7221/722-60/13 ne peuvent être utilisés et ne permettent pas de supporter cette dépense.

Nous avons décidé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation nous permettant de pourvoir aux dépenses, à charge d'en donner, sans délai, connaissance au Conseil communal qui décidera s'il admet ou non la dépense.

Il appartient à votre assemblée de prendre acte de notre décision prise en séance du 7 novembre 2014 et d'admettre ou non la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et services, notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° c;

Vu la délibération prise par le Conseil communal, en séance du 1<sup>er</sup> juillet 2013, de passer un marché de travaux, par adjudication ouverte, ayant pour objet la reconstruction de l'école communale de Froidmont – électricité, chauffage et sanitaires – pour un montant estimé à 159.690,00 € hors TVA, soit 193.224,90 € TVA comprise;

Vu sa décision du 30 décembre 2013 de désigner l'Association momentanée C & J Constructance – CIMBRA, rue de Namur, 36c à 7141 Mont-Saint-Aldegonde, en qualité d'entrepreneur adjudicataire des travaux de reconstruction de l'école communale de Froidmont, rue des Combattants de

Froidmont, 7 à 7504 Froidmont – électricité, chauffage et sanitaires - au montant de son offre régulière et la plus basse, majorée suivant les dispositions de l'article 103 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, s'élevant à 165.347,85 € hors TVA, soit 200.070,90 € TVA comprise;

Considérant que cette délibération a été transmise au ministère de la Communauté française en date du 5 février 2014 et que les subsides ont été octroyés en date du 24 février 2014;

Vu la décision du Collège communal de fixer le début des travaux au 19 mai 2014;

Vu l'approbation par le Collège communal (19 septembre 2014) du procès-verbal de carence adressé à la susdite entreprise en date du 8 septembre 2014;

Vu l'article 47 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 stipulant :

" Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44 § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par la pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au § 2";

Considérant que l'entreprise association momentanée C & J Constructance – CIMPRA n'a pas fait valoir ses moyens de défense;

Vu le courrier du 25 août 2014 du tribunal de commerce de Mons et de Charleroi stipulant que l'entreprise CIMPRA CONSTRUCT SPRL a fait aveu de faillite;

Vu l'article 47 § 2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 permettant la résiliation unilatérale du marché;

Considérant que, dans ce cas, la totalité du cautionnement, ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires;

Considérant que le montant du cautionnement s'élève à 8.270,00 €;

Considérant qu'en cas de faillite de l'un des associés d'une association momentanée, l'autorité a le choix soit de résilier le marché, soit de ne pas procéder à la résiliation du marché mais de poursuivre le marché avec l'associé non failli dès lors que celui-ci reste tenu solidairement à l'exécution complète du marché conformément à l'article 62, 1° de l'arrêté royal du 14 janvier 2014;

Considérant, toutefois, que cette seconde option n'est possible que si l'associé en question dispose de l'agrément requis pour poursuivre l'exécution du marché en cause;

Considérant que pour ce marché, il était demandé une agrément en sous-catégorie D1 et D17 –classe 2 et que l'entreprise C & J CONSTRUCTANCE ne dispose pas de la classe 2 mais de la classe 1;

Considérant que, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'événements imprévisibles qui ne sont imputables au pouvoir adjudicateur, le Collège communal a décidé de repasser un nouveau marché pour ne pas pénaliser les autres entreprises sur chantier du fait des retards et afin de ne pas perdre les subsides;

Considérant que l'urgence dont il est question ne permet pas de respecter les délais exigés par les procédures autres que la procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° c de la loi du 15 juin 2006;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Vu le rapport de l'auteur de projet qui stipule :

" Ce 8 octobre 2014, le service technique des bâtiments a consulté 3 entreprises agréées catégorie D17 classe 2, (agrément principale nécessaire à la bonne exécution prévalant sur les autres de ce marché) capables de répondre immédiatement à l'urgence et à l'impérieuse nécessité des travaux à exécuter, en transmettant dans un délai très court leurs offres sur base des prescrits initiaux des cahier des charges et métrés récapitulatifs initialement dressés dans le cadre de l'avis de marché.

En ce qui concerne la partie électricité (agrément P1) et comme dans tout marché public, l'entreprise sous-traitante désignée par l'adjudicataire pressenti devra disposer de l'agrément requise pour laquelle la part de marché sous-traitée lui sera confiée.

Pour le marché 7 : électricité – chauffage – sanitaires, trois soumissions ont été déposées ou sont parvenues par courrier avant le 20 octobre 2014 (date immatriculation), à savoir :

1. **V.T.S SA**, dont le siège social est sis à 7543 MOURCOURT, rue de Velaines, 51, au montant de 224.147,00 € hors TVA;
2. **CELCIUS HVAC SPRL**, dont le siège social est sis à 7500 TOURNAI, avenue de Maire, 91, au montant de 228.304,60 € hors TVA;
3. **THERSA SA** dont le siège social est sis à 7700 MOUSCRON, drève Gustave Fache 5, au montant de 213.214,50 € hors TVA.

Le classement des offres, suite à la rectification des erreurs arithmétiques relevées, se présente comme suit :

	<u>Montant hors TVA</u>
1. THERSA SA	213.214,50 € hors TVA
2. V.T.S SA,	224.147,00 € hors TVA
3. CELCIUS HVAC SPRL,	228.305,29 € hors TVA.

#### Quant à l'analyse des offres

Aucune remarque n'est annexée aux offres, ni aucune rectification éventuelle des métrés joints aux offres suite à la découverte par les soumissionnaires d'omissions ou d'erreurs dans le métré récapitulatif.

Un tableau comparatif a été établi et joint au présent rapport.

De l'analyse des offres, il apparaît que l'offre de **THERSA SA** est régulière et la plus intéressante au niveau des prix et qu'elle ne comporte pas de prix unitaires apparemment anormalement bas ou anormalement élevés.

Il est considéré que le prix remis est conjoncturellement normal et qu'il correspond à une réalité économique.

#### Quant au respect du plan de sécurité-santé projet

Les offres ont été transmises au service interne de protection et de prévention de la Ville de Tournai pour le respect des impositions légales en la matière, dont les conclusions sont retranscrites ci-dessous :

*« Deux soumissionnaires ont bien pris en compte les impositions du plan de sécurité projet (entreprise THERSA et entreprise CELSIUS).*

*Un soumissionnaire n'a pas joint de document qui réfère aux impositions du plan sécurité-santé projet (entreprise VTS).*

*Deux soumissionnaires répondent aux impositions légales (entreprises THERSA et CELSIUS).»*

#### Quant à l'avis du Ministère subsidiant sur l'évolution administrative du dossier

Suite à un contact avec le ministère subsidiant, celui-ci a confirmé que le dossier étant déjà passé en commission inter-caractères, vu l'imprévisibilité et l'urgence quant à procéder comme ci-avant, la subvention reste acquise sur le dossier initial, la différence étant à devoir considérer sur fonds propres de la Ville de Tournai et suggère, à cette fin, qu'un crédit y soit attaché pour l'exercice 2015.

#### Conclusion

Sur base des motifs ci-dessus :

- ces travaux peuvent être confiés à l'entreprise THERSA, dont le siège social est sis drève Gustave Fache 5 à 7700 Mouscron, conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et seront régis par les règles d'exécution des marchés publics reprises dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, et ce sous réserve des dispositions des documents du marché.
- L'ordre de commencer a été signifié immédiatement à l'entreprise et prend cours à la date du présent rapport.
- L'inscription budgétaire, afin de compenser la différence avec les résultats de l'adjudication publique, sera prévue sur le budget 2015.";

Considérant que le coût supplémentaire à charge Ville s'élève à 57.918,65 €;

Considérant qu'après vérification, l'entreprise THERSA SA ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;

Considérant que les crédits engagés sous l'article 7221/722-60/13 ne peuvent être utilisés et ne permettent pas de supporter cette dépense;

Considérant qu'il est proposé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation permettant au Collège communal de pourvoir aux dépenses et d'en donner sans délai connaissance au Conseil communal qui décide s'il admet ou non la dépense;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**PREND ACTE :**

de la décision du Collège communal prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en séance du 7 novembre 2014 conformément aux articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- 1) conformément à l'article 47 § 2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 d'appliquer les mesures d'office consécutives à la faillite de l'entreprise CIMBRA CONSTRUCT en résiliant le marché de reconstruction de l'école communale de Froidmont – électricité, chauffage et sanitaire – avec l'association momentanée C & J Constructance – CIMBRA, rue de Namur, 36c à 7141 Mont-Saint-Aldegonde et de l'en avertir;
- 2) d'acquiescer de plein droit le cautionnement d'un montant de 8.270,00 € auprès de la société coopérative indépendante de cautionnement collectif conformément à l'article 47 § 2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013;
- 3) de décider, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1<sup>er</sup> : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la reconstruction de l'école communale de Froidmont – électricité, chauffage et sanitaires – avec l'entreprise THERSA SA, drève Gustave Fache, 5 à 7700 Mouscron au montant de son offre régulière et la plus avantageuse au point de vue prix s'élevant à 213.214,50 € hors TVA, soit 257.989,55 € TVA comprise. L'ordre de commencer est donné immédiatement.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché est régi par les règles générales d'exécution des marchés publics reprises dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013, et ce sous réserve des dispositions des documents du marchés.

Article 4 : le Conseil communal prendra acte de cette décision lors de sa prochaine séance conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 5 : de pourvoir à la dépense résultant de l'exécution de ce marché conformément aux dispositions de l'article L1311-5, et d'en donner connaissance au prochain Conseil communal qui décidera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits sera effectuée lors de la première modification budgétaire extraordinaire 2015.

Article 6 : la présente délibération sera transmise au ministère subsidiant et à l'autorité de tutelle;

4) d'informer les entreprises VTS SA et CELCIUS HVAC SPRL que leurs offres n'ont pas été retenues;

**ADMET :**

la dépense.

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** rentre en séance.

18. Académie des Beaux-Arts (cours du soir). Remplacement de la chaudière et gainage de la cheminée. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le chauffage de l'académie des Beaux-Arts (cours du soir) est tombé en panne.

Il s'avère que la cheminée à laquelle est raccordée la chaudière au gaz à air pulsé présente un sérieux problème de tirage, à tel point qu'un reflux de monoxyde de carbone (CO) se produit. La chaudière en question ne peut donc être remise en marche pour des raisons évidentes de sécurité. De ce fait, l'académie n'est plus chauffée.

Une société spécialisée a effectué le ramonage de la cheminée, mais le tirage n'a pas été amélioré pour autant, les parois de la cheminée étant gorgées d'eau.

La solution de gainer le conduit était irréalisable vu le diamètre de sortie de la chaudière (205 mm) et les dimensions du conduit rectangulaire de la cheminée (environ 200 x 400 mm).

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de chauffer les locaux de l'académie des Beaux-Arts, nous avons opté pour la solution la plus rapide et la moins coûteuse en faisant procéder au remplacement de la chaudière au gaz à air pulsé par deux chaudières au gaz à condensation et en faisant gainer le conduit de cheminée.

L'installation des deux chaudières au gaz à condensation et le gainage de la cheminée ont été estimés à 27.000,00 € TVA comprise. Les crédits nécessaires seront prévus lors de la première modification budgétaire 2015.

Conformément aux articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, nous vous proposons de prendre acte de notre décision et d'admettre ou non la dépense qui en découle."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1311-5 relatifs aux compétences du Conseil communal, et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant que le chauffage de l'académie des Beaux-Arts (cours du soir) est tombé en panne;

Considérant que la cheminée à laquelle est raccordée la chaudière au gaz à air pulsé présente un sérieux problème de tirage, à tel point qu'un reflux de monoxyde de carbone (CO) se produit;

Considérant que cette chaudière ne peut donc être remise en marche pour des raisons évidentes de sécurité et que, de ce fait, l'académie n'est plus chauffée;

Considérant qu'une société spécialisée a effectué le ramonage de la cheminée mais que le tirage n'a pas été amélioré pour autant, les parois de la cheminée étant gorgées d'eau;

Considérant que la solution de gainer le conduit était irréalisable vu le diamètre de sortie de la chaudière (205 mm) et les dimensions du conduit rectangulaire de la cheminée (environ 200 x 400 mm);

Considérant que, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de chauffer les locaux de l'académie des Beaux-Arts, le Collège communal a opté pour la solution la plus rapide et la moins coûteuse en faisant procéder au remplacement de la chaudière au gaz à air pulsé par deux chaudières au gaz à condensation et en faisant gainer le conduit de cheminée;

Considérant que l'installation des deux chaudières au gaz à condensation et le gainage de la cheminée ont été estimés à 27.000,00 € TVA comprise et que les crédits nécessaires seront prévus lors de la première modification budgétaire 2015;

Sur proposition du Collège Communal;

A l'unanimité;

**PREND ACTE :**

de la décision prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, par le Collège communal en séance du 30 octobre 2014 :

Article 1<sup>er</sup> : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la chaudière et le gainage de la cheminée de l'académie des Beaux-Arts (cours du soir) pour un montant estimé à 27.000,00 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : le paiement se fera sur base d'une facture dûment détaillée.

Article 5 : le Conseil communal prendra acte, lors de sa prochaine séance, de la présente résolution, comme prévu à l'article L1222-3, alinéa 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et décidera s'il admet ou non la dépense.

Article 6 : une dérogation sera sollicitée auprès d'UREBA (Utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments) pour commencer les travaux et obtenir un subside.

Article 7 : les crédits nécessaires seront prévus lors de la prochaine modification budgétaire de 2015;

#### **ADMET :**

la dépense.

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** sort de séance.

19. Service incendie. Réparation du moteur de l'ambulance immatriculée TTV660. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'ambulance immatriculée TTV660 est tombée en panne et, après vérification par les services techniques, son moteur est hors d'usage (piston troué suite à une défectuosité de l'injecteur et cylindre griffé).

Il est impératif que ce véhicule soit remis en état de marche rapidement afin qu'il puisse effectuer les missions qui lui sont dévolues.

Renseignements pris auprès de plusieurs fournisseurs, seule la firme TURBO'S HOET PARTS NV, Zwaalkomstraat, 29 à 8800 Roeselare, est à même de réparer cette ambulance dans les plus brefs délais en proposant l'offre la plus intéressante.

Le coût de ces réparations s'élève à 6.347,89 € hors TVA, soit 7.680,95 € TVA comprise.  
Servant de caution, un montant de 800,00 € hors TVA, soit 968,00 € TVA comprise sera remboursé.

Nous avons décidé, en séance du 5 décembre 2014, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer un marché de fournitures par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup> 1° a et c de la loi du 15 juin 2006, avec la firme TURBO'S HOET PARTS NV au montant de son offre s'élevant 7.680,95 € TVA comprise.

Aucun crédit inscrit aux budgets extraordinaires 2014 et 2015 ne permet de supporter cette dépense qui sera, dès lors, régularisée par voie de modification budgétaire du budget extraordinaire 2015.

Il appartient à votre assemblée de prendre acte de cette décision et d'admettre ou non la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 6 § 2, 2° et 26 § 1<sup>er</sup>, 1° c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1<sup>er</sup>, 4° et 110 alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que l'ambulance immatriculée TTV660 est tombée en panne et qu'après vérification des services techniques, son moteur est hors d'usage (piston troué suite à une défectuosité de l'injecteur et cylindre griffé);

Considérant qu'il est impératif de remettre rapidement ce véhicule en état de marche afin qu'il puisse effectuer les missions qui lui sont dévolues;

Considérant que, renseignements pris auprès de plusieurs fournisseurs, seule la firme TURBO'S HOET PARTS NV, Zwaalkomstraat, 29 à 8800 Roeselare, est à même de réparer cette ambulance dans les plus brefs délais en proposant l'offre la plus intéressante;

Considérant que le coût de ces réparations s'élève à 6.347,89 € hors TVA, soit 7.680,95 € TVA comprise et que, servant de caution, un montant de 800,00 € hors TVA, soit 968,00 € TVA comprise, sera remboursé;

Considérant la décision prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, par le Collège communal en séance du 5 décembre 2014, en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer un marché de fournitures par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a et c de la loi du 15 juin 2006, avec la firme TURBO'S HOET PARTS NV au montant de son offre s'élevant 7.680,95 € TVA comprise;

Considérant qu'aucun crédit inscrit aux budgets extraordinaires 2014 et 2015 ne permet de supporter cette dépense qui sera, dès lors, régularisée par voie de modification budgétaire du budget 2015;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### **PREND ACTE :**

de la décision du Collège communal prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en séance du 5 décembre 2014 conformément aux dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1<sup>er</sup> : il a été passé un marché de fournitures par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a et c de la loi du 15 juin 2006, ayant pour objet la réparation du moteur de l'ambulance immatriculée TTV660 avec la firme TURBO'S HOET PARTS NV, Zwaalkomstraat, 29 à 8800 Roeselare, au montant de son offre s'élevant à 6.347,89 € hors TVA, soit 7.680,95 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> sera constaté conformément aux dispositions de l'article 105 § 1<sup>er</sup>, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, vu l'estimation inférieure à 8.500,00 € hors TVA.

Article 3 : en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, connaissance de cette décision prise vu l'urgence résultant d'événements imprévisibles, sera donnée au Conseil communal qui en prendra acte.

Article 4 : en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense résultant de l'exécution de ce marché et d'en donner connaissance au prochain Conseil communal qui décidera s'il admet ou non la dépense.

La régularisation des crédits sera effectuée lors de la première modification budgétaire du budget extraordinaire 2015;

**ADMET :**

la dépense.

**20. Finances communales. Octroi de subsides aux associations locales. Approbation.**

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Dans le respect des dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (articles L3331-1 à L3331-8), nous vous proposons de prendre une quatrième délibération d'octroi de subsides aux associations locales pour l'exercice 2014.

Nous soumettons ainsi à votre accord l'octroi de subsides :

- aux associations de jeunesse,
- aux associations sportives,
- pour encouragement aux sportifs,
- aux associations d'aide sociale,
- pour l'aide au développement.

Nous vous proposons en effet d'accorder un subside aux associations ayant introduit une demande d'aide financière soit à titre de soutien au fonctionnement, soit pour l'organisation d'une manifestation ponctuelle.

A l'issue de la répartition, l'impact budgétaire dans les articles budgétaires non nominatifs est de 20.494,00 € et, par conséquent, le solde final est de 22.266,00 €.

Article	Libellé	Crédit initial 2014	Solde avant répartition	Solde 2014
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00 €	5.000,00 €	606,00 €
521/321-01	Subside à ORGA EXPO ASBL	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00 €	250,00 €	250,00 €
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00 €	1.500,00 €	1.500,00 €
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	61.000,00 €	1.800,00 €	NEANT
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	10.000,00 €	950,00 €	950,00 €

76201/332-02	Subside aux associations - Chorales	3.000,00 €	500,00 €	500,00 €
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.800,00 €	200,00 €	200,00 €
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	41.600,00 € après MB	30,00 €	30,00 €
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	5.000,00 €	1.080,00 €	1.080,00 €
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	3.000,00 €	1.250,00 €	50,00 €
764/332-02	Subsides aux associations sportives	73.000,00 € après MB	3.100,00 €	NEANT
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	18.750,00 € après MB	11.600,00 €	1.600,00 €
8105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	5.000,00 €	2.500,00€	2.500,00 €
TOTAL		260.400,00 €	42.760,00 €	22.266,00 €

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la loi du 14 novembre 1983 et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, troisième partie, livre IV, titre III, chapitre unique - articles L3331-1 à L3331-8 – relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions;

Vu le décret de la Région wallonne du 31 janvier 2013 et la circulaire explicative du 30 mai 2013, modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment :

- \* l'article 3 insérant dans le Code un article L1122-37 relatif à la possibilité pour le Conseil communal de déléguer la compétence d'octroyer les subventions :
  - qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle
  - en nature
  - motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues
- \* l'article 9 abrogeant l'article 3122-2, 5° relatif à l'exercice de la tutelle administrative;

Vu la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale de la Région wallonne [...] pour l'année 2014;

Considérant que les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ne s'appliquent pas aux subventions d'une valeur inférieure à 2.500,00 € accordées, sauf si le dispensateur souhaite imposer aux bénéficiaires tout ou partie des obligations prévues par ledit titre III;

Considérant que pour les subventions d'une valeur comprise entre 2.500,00 € et 25.000,00 €, le dispensateur peut exonérer le bénéficiaire de tout ou partie des obligations prévues par le titre III, sans que

ce dernier puisse cependant être dispensé des obligations résultant des articles L3331-6 et L3331-8 § 1<sup>er</sup>, 1°;

Considérant que par subvention, il y a lieu d'entendre toute contribution, avantage ou aide, quelle qu'en soit la forme ou la dénomination, octroyée à des fins d'intérêt public à l'exclusion :

1. des subventions soumises aux dispositions de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral ou aux dispositions de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation de la Cour des Comptes;
2. des aides qui découlent d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi ou d'un décret;
3. des cotisations versées par les dispensateurs aux organismes dont ils sont membres, en échange de prestations spécifiques exécutées par ces organismes au profit des dispensateurs;
4. des prix décernés en reconnaissance ou en récompense des mérites de leur bénéficiaire;
5. des subventions octroyées par la commune au CPAS qui la dessert;

Considérant que le dispensateur peut demander à une personne morale ou à une association dépourvue de la personnalité juridique qui sollicite l'octroi d'une subvention ou à laquelle il souhaite octroyer une subvention les documents suivants :

1. le budget de l'exercice auquel se rattache la subvention;
2. le budget de l'événement ou de l'investissement particulier que la subvention est destinée à financer;
3. ses comptes annuels les plus récents;

Considérant que le bénéficiaire qui demande une subvention destinée à couvrir des dépenses déjà engagées joint, à sa demande, les justifications de ces dépenses;

Considérant que le dispensateur formalise l'octroi de la subvention dans une délibération et, sauf si un règlement du dispensateur ou une convention prise en exécution de la délibération y pourvoit, la délibération doit préciser :

1. la nature de la subvention;
2. son étendue;
3. l'identité ou la dénomination du bénéficiaire;
4. les fins en vue desquelles la subvention est octroyée;
5. les conditions d'utilisation particulières, le cas échéant;
6. les justifications exigées du bénéficiaire ainsi que, s'il y échet, les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites;
7. les modalités de liquidation de la subvention;

Considérant que le dispensateur doit surseoir à l'adoption de la délibération aussi longtemps que le bénéficiaire doit restituer une subvention précédemment reçue;

Considérant que le bénéficiaire :

1. utilise la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée;
2. atteste son utilisation au moyen des justifications
3. le cas échéant, respecte les conditions d'utilisation particulières;

Considérant que le dispensateur contrôle l'utilisation de la subvention au moyen des justifications visées précédemment et a le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'utilisation de la subvention octroyée;

Considérant qu'à l'issue du ou des contrôles, le dispensateur adopte une délibération qui précise si la (les) subvention(s) a (ont) été utilisée(s) aux fins en vue desquelles elle(s) a (ont) été octroyée(s);

Considérant que sans préjudice des dispositions résolutives auxquelles la subvention est soumise, le bénéficiaire restitue celle-ci dans les cas suivants :

1. lorsqu'il n'utilise pas la subvention aux fins en vue desquelles elle a été octroyée;
2. lorsqu'il ne respecte pas les conditions d'octroi particulières ;
3. lorsqu'il ne fournit pas les justifications dans les délais requis;
4. lorsqu'il s'oppose à l'exercice du contrôle;

Considérant que les subsides sont constitués par un ou des versements en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire, sur base d'une déclaration de créance datée, signée par le Président et/ou le Trésorier, certifiée sincère et véritable;

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la Cité et utiles à l'intérêt général;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations culturelles permettent notamment de promouvoir les arts et la culture auprès de la population tournaïsiennne, d'organiser des manifestations culturelles, de développer la lecture et de défendre le patrimoine historique de la Ville de Tournai;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations sportives permettent notamment de promouvoir et d'encourager la pratique de l'éducation physique, du sport en général et d'un sport en particulier chez les enfants, les jeunes et les adultes et d'organiser des manifestations sportives;

Considérant que les dépenses en faveur d'associations à caractère social permettent notamment d'aider la population tournaïsiennne que ce soit par la prise en charge de la petite enfance, l'accompagnement de personnes malades ou en difficulté, la réalisation de soins à domicile, la création de liens sociaux avec les personnes isolées, l'organisation de diverses activités au profit des seniors de l'entité, la défense des intérêts des familles;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi de subvention devant permettre aux associations de poursuivre leurs activités et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant ses délibérations du 31 mars 2014 et du 28 avril 2014 relatives à l'octroi d'un subside à certaines associations locales;

Considérant que de nouvelles associations ont introduit une demande d'aide financière en vue de couvrir des dépenses annuelles de fonctionnement ou en vue de l'organisation de manifestations ou activités annuelles;

Considérant que, de manière générale, les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

d'octroyer comme suit les subsides (6<sup>ème</sup> partie) repris au service ordinaire (en euros) :

SUBSIDES 2014 REPRIS DANS LES ARTICLES GENERAUX					
ARTICLE	DENOMINATION	SOLDE A REPARTIR	BENEFICIAIRE	MONTANT ACCORDE	NATURE/ DESTINATION
761/332-02	Subsides aux associations de jeunesse	1.800,00 €			
			Masure 14	1.800,00 €	Soutien au fonctionnement de l'association
			Total accordé	1.800,00 €	
			SOLDE	NEANT	
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	5.000,00 €			
			UNICEF	2.394,00 €	Aide à l'enfance dans les pays atteints par la fièvre EBOLA
			SOL.TY.S	2.000,00 €	Aide aux projets de développement
			SOLDE	606,00 €	
764/333-02	Subsides aux associations sportives	3.100,00 €			
			Tournai Hockey	3.100,00 €	Aide au

			Club		fonctionnement du club et de l'école de hockey
			TOTAL ACCORDÉ	3.100,00 €	
			SOLDE	NEANT	
801/332-02	Subsides à diverses associations-Aide sociale	11.600,00 € après MB			
			ASBL Une assiette pour tous	10.000,00 €	Soutien aux activités du restaurant social en 2014
			TOTAL ACCORDE	10.000,00 €	
			SOLDE	1.600,00 €	
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	1.250,00 €			
			Judo Top-Etudiantes-Tennis Kain-Tournai Hockey Club	1.200,00 €	Encouragement à la pratique du sport pour les enfants
			TOTAL ACCORDE	1.200,00 €	
			SOLDE	50,00 €	

**PREND CONNAISSANCE :**

des soldes dans les différents articles :

Article	Libellé	Crédit initial 2014	Solde avant répartition	Solde final
161/332-02	Subsides pour l'aide au développement	20.000,00 €	5.000,00 €	606,00 €
521/321-01	Subside à ORGA EXPO ASBL	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00 €	250,00 €	250,00 €
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00 €	1.500,00 €	1.500,00 €
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	61.000,00 €	1.800,00 €	NEANT
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	10.000,00 €	950,00 €	950,00 €
76201/332-02	Subside aux associations - Chorales	3.000,00 €	500,00 €	500,00 €
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.800,00 €	200,00 €	200,00 €
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	41.600,00 € après MB	30,00 €	30,00 €
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	5.000,00 €	1.080,00 €	1.080,00 €
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	3.000,00 €	1.250,00 €	50,00 €
764/332-02	Subsides aux associations sportives	73.000,00 € après MB	3.100,00 €	NEANT
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	18.750,00 € après MB	11.600,00 €	1.600,00 €
8105/332-02	Subsides aux associations protectrices des animaux	5.000,00 €	2.500,00€	2.500,00 €
TOTAL		260.400,00 €	42.760,00 €	22.266,00 €

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** rentre en séance.

21. Finances communales. Régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables (Gazenbois). Régie foncière. Régie de l'abattoir. Exercice 2015. Budgets. Approbation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) La mise en place du contrat de délégation de gestion de la centrale de cogénération, approuvé par votre assemblée en séance du 9 décembre 2013, est maintenant effective.

Au service ordinaire, des crédits de l'ordre de 200.250,00 € sont inscrits tant en dépenses qu'en recettes. Le budget de la régie est donc en équilibre. Contrairement aux exercices précédents, une intervention communale n'est plus sollicitée pour équilibrer ce budget.

En effet, une redevance annuelle d'occupation et d'exploitation de la centrale est due par le gestionnaire au montant de 80.000,00 €. Ce montant devrait couvrir les charges de la dette de la régie.

Les énergies produites par la centrale et consommées par la piscine (électricité et chaleur) sont encore achetées au fournisseur et revendues à la piscine de l'Orient au montant estimé de 75.000,00 € tant en dépenses qu'en recettes. L'investissement photovoltaïque réalisé en 2012 devrait rapporter en certificats verts un montant de 45.000,00 € qui permettra la remise en état, estimée à 20.000,00 €, des dernières parcelles agricoles ayant produit du taillis à très courte rotation (TtCR), et qui couvrira différentes dépenses de fonctionnement à hauteur de 25.000,00 €. Il est à noter que cet investissement permet à la Ville de Tournai de réaliser une économie annuelle de 15.000,00 € en électricité dans certains bâtiments communaux.

Au service extraordinaire, seul un crédit de 5.000,00 € est encore inscrit pour l'achat d'un système de comptage de chaleur, cet investissement prévu en 2014 n'ayant pas été réalisé. Celui-ci est couvert en recettes par un emprunt d'un montant de 5.000,00 €.

Au vu des chiffres présentés, nous vous invitons à approuver, pour l'exercice 2015, les prévisions budgétaires tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire de la régie de valorisation des énergies renouvelables. Le projet de budget sera ensuite publié et transmis pour approbation aux autorités de tutelle.

A la demande de Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, le point est fait sur le fonctionnement de la centrale de Gazenbois. Il est rappelé que la convention conclue avec la société qui a fourni la centrale permet à la Ville de ne plus devoir intervenir financièrement pour équilibrer le budget.

Madame la Conseillère communale cdH, **H. CLEMENT-COUPLET**, signale que sa famille politique va s'abstenir par cohérence avec ses votes antérieurs, dont elle justifie les motivations.

Le **Président** de séance fait part de sa surprise par rapport à ce vote.

Par 31 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et première partie, livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa décision du 10 octobre 2005 de créer une régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables;

Vu les prévisions budgétaires en recettes et dépenses du service ordinaire et du service extraordinaire de la régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2015;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 21 novembre 2014, et ce conformément à l'article L1124-40 § 1<sup>er</sup>, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis favorable remis par le directeur financier en date du 21 novembre 2014 et joint en annexe;

Attendu que le Collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu qu'il veillera également, en application de l'article L1122-23 § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 3 abstentions;

#### DECIDE :

- que les crédits du budget ordinaire de la **régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables** de l'exercice 2015 ont un caractère non limitatif;
- d'approuver, comme suit, le budget de la régie pour l'exercice 2015 :

##### 1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	200.250,00 €	5.000,00 €
Dépenses exercice proprement dit	183.550,00 €	5.000,00 €
Boni / Mali exercice proprement dit	16.700,00 €	0,00 €

Recettes exercices antérieurs	0,00 €	0,00 €
Dépenses exercices antérieurs	16.700,00 €	0,00 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	0,00 €
Prélèvements en dépenses	0,00 €	0,00 €
Recettes globales	200.250,00 €	5.000,00 €
Dépenses globales	200.250,00 €	5.000,00 €
Boni / Mali global	0,00 €	0,00 €

## 2. Tableau de synthèse (partie centrale)

Budget précédent	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	236.000,00 €		- 35.750,00 €	200.250,00 €
Prévisions des dépenses globales	236.000,00 €		- 35.750,00 €	200.250,00 €
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	0,00 €			0,00 €

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

2) Nous soumettons à votre examen le budget d'exploitation de l'exercice 2015 pour la Régie foncière.

Pour l'exercice 2015, le remplacement des 2 chaudières de l'Ilot des Sept Fontaines est prévu dans le courant de l'année.

Les prévisions de recettes et dépenses sont arrêtées à la somme de 354.760,00 €.

Aucune intervention communale n'est sollicitée.

Finalement, nous vous proposons d'arrêter aux chiffres présentés le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2015.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, intervient d'emblée à propos de ce point :

" Remplacement de 2 chaudières à l'Ilot des 7 Fontaines, alors que celles-ci sont très performantes énergétiquement (chaudières à condensation) et qu'elles n'ont que 10 ans ? Pourriez-vous me donner une explication ?

A quoi correspondent, d'autre part, les indemnités au Logis tournaisien ?"

Monsieur l'Echevin PS, **V. BRAECKELAERE**, lui répond :

" Les chaudières ne sont plus performantes. Il y a des déperditions de chaleur énormes. Le Logis tournaisien, qui gère l'Ilot des 7 Fontaines, voulait qu'on intervienne au plus vite.  
Les indemnités correspondent au mandat de gestion au profit du Logis tournaisien qui gère l'Ilot des 7 Fontaines."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu les prévisions budgétaires en recettes et dépenses pour l'exercice 2015;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège Communal;

A l'unanimité;

#### **DECIDE :**

que les crédits du budget de la **Régie foncière** pour l'exercice 2015 ont un caractère non limitatif;

#### **APPROUVE :**

aux chiffres présentés le budget des recettes et dépenses de la Régie foncière pour l'exercice 2015, à savoir :

Recettes d'exploitation	354.760,00 €
Dépenses d'exploitation	<u>354.760,00 €</u>
	0,00 €

Aucune intervention communale n'est sollicitée.

La présente délibération sera soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

- 3) Nous soumettons à votre approbation le trente et unième budget d'exploitation de la régie de l'abattoir couvrant les dépenses et recettes estimées pour l'exercice 2015.

Tous les emprunts de la régie de l'abattoir sont complètement remboursés depuis 2013 et aucune recette ni dépense n'est programmée au cours de l'exercice 2015.

Nous vous invitons, dès lors, à approuver le budget de la régie de l'abattoir ainsi présenté pour l'exercice 2015."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, fait part de son inquiétude au sujet du fonctionnement de l'abattoir.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu les prévisions budgétaires en recettes et dépenses pour l'exercice 2015;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège Communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

que les crédits du budget ordinaire de la **régie de l'abattoir** de l'exercice 2015 ont un caractère non limitatif;

**APPROUVE :**

aux chiffres présentés le budget des recettes et dépenses de la régie de l'abattoir pour l'exercice 2015 :

	<u>Service ordinaire</u>	<u>Service extraordinaire</u>
Recettes	0,00 €	0,00 €.
Dépenses	<u>0,00 €</u>	<u>0,00 €.</u>
	0,00 €	0,00 €.

22. Finances communales. Transfert des emprunts de la fonction 351 (service incendie) vers la zone de

secours de Wallonie picarde.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

De par la loi du 15 mai 2007, l'organisation de la sécurité civile sera réformée ce 1<sup>er</sup> janvier 2015. Il sera créé la zone de secours de Wallonie picarde. Dès lors, les services d'incendie communaux seront regroupés et dirigés par les instances de la future zone. A cet effet, les patrimoines communaux repris dans nos bilans respectifs seront transférés à la zone pour constituer le bilan de départ.

Parmi les actifs et passifs locaux, nous retrouvons la dette communale constituée pour permettre les acquisitions de matériel d'équipement et de véhicules (spéciaux) financés aussi partiellement par subsides.

Pour la Ville de Tournai, un portefeuille de 13 emprunts conclus avec la Banque BELFIUS peut être transféré dans le futur patrimoine zonal.

Un relevé exhaustif a été établi à partir de notre tableau de la dette (repris sous le compte n° 090-1580500-32).

Les biens acquis via les emprunts seront également transférés à la zone de secours.

Dès lors, nous vous invitons donc à transférer, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les soldes encore dus des emprunts communaux ainsi que les charges et obligations y afférentes pour un montant de 401.759,93 €.

Toutefois, nous devons tenir compte pour ce transfert d'un emprunt qui sera conclu auprès de BELFIUS Banque SA pour permettre l'acquisition d'une nouvelle ambulance pour un montant estimé à 135.000,00 € (livraison et règlement en 2015).

Nous vous proposons d'ajouter ce futur emprunt à l'opération de transfert."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, en particulier l'article 219;

Considérant que les biens utilisés pour l'exercice des compétences de la zone de secours sont transférés;

Considérant que certains de ces biens ont été acquis par le biais d'emprunts contractés par la Ville de Tournai à laquelle la zone de secours doit succéder dans les obligations de remboursement à la date de son entrée en vigueur;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

- 1°) de transférer à la zone de secours de Wallonie picarde, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les (13) emprunts communaux contractés auprès de BELFIUS Banque SA, les charges et obligations y afférents, et repris dans le tableau ci-dessous à la fonction 351 (emprunts d'une durée de 10 ans) (en euros):

Numéros	Objet	Montant	Année d'échéance	Solde dû au 01/01/2015
4055	Achat de véhicules spéciaux	26.900,00	2018	12.108,64
4070	Achat de véhicules spéciaux	100.000,00	2019	53.148,24
4157	Achat de véhicules spéciaux	125.000,00	2021	87.500,00
4188	Achat de véhicules spéciaux	41.200,00	2021	28.840,00
4236	Achat de véhicules spéciaux	137.700,00	2022	112.691,39
4088	Achat de véhicules spéciaux	55.800,00	2018	25.001,81
4155	Achat de véhicules spéciaux	20.050,00	2020	12.030,00
3952	Achat de matériel d'équipement	37.900,00	2015	4.329,24
3966	Achat de matériel d'équipement	27.400,00	2015	3.121,78
3970	Achat de matériel d'équipement	8.300,00	2015	950,70
3980	Achat de matériel d'équipement	3.800,00	2015	435,26
3983	Achat de matériel d'équipement	159.000,00	2017	55.075,91
4056	Achat de matériel d'équipement	14.900,00	2018	6.526,96
TOTAL		757.500,00		401.759,93

- 2°) de transférer à la zone de secours – qui les poursuivra – toutes les procédures de marché public en cours ainsi que l'exécution des marchés déjà attribués, relatives à des emprunts auprès de BELFIUS Banque et tout particulièrement l'emprunt qui servira à financer l'acquisition d'une nouvelle ambulance pour un montant de 135.000,00 € (livraison et règlement de 2015).

23. Musée des Beaux-Arts. Prêt de l'œuvre «Chez le Père Lathuille» d'Edouard Manet à la nationale galerie de Berlin. Prêt de l'œuvre «Nature morte au canard» pour l'exposition universelle Milano 2015. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) La Nationalgalerie de Berlin organisera du 22 mai au 20 septembre 2015 une exposition intitulée «*Impressionism – Expressionism. Turning Point in Art*».

A cette occasion, ledit musée a sollicité le prêt de l'œuvre suivante :  
Edouard MANET, «*Chez le Père Lathuille*»  
(huile sur toile, 95 x 115 cm, valeur d'assurance : 40.000.000,00 €).

Monsieur le conservateur du musée des Beaux-Arts a émis un avis favorable quant à ce prêt et sur le prêt compensatoire de l'œuvre de Caspar David Friedrich «*Meeresküste bei Mondschein*» qui pourrait être présentée au musée des Beaux-Arts lors d'une prochaine exposition.

En séance du 21 novembre 2014, nous avons marqué notre accord de principe sur cette demande de prêt, sous réserve de l'acceptation du service du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles (le tableau ayant été classé au titre de trésor, il convient d'obtenir l'autorisation de la Fédération Wallonie-Bruxelles avant tout déplacement).

Les frais d'assurance (clou à clou), d'emballage et de transport (aller-retour) de l'œuvre seront entièrement à charge de la Nationale Galerie de Berlin.

Il appartient à votre assemblée d'approuver cette décision.

- 2) Dans le cadre de l'exposition universelle «*Milano 2015*» qui se tiendra d'avril à octobre 2015, pour le pavillon thématique consacré à «*Arts & Foods*» (titre provisoire), les organisateurs sollicitent le prêt de l'œuvre de James Ensor «*Nature morte au canard*» (huile sur toile, 82 x 102 cm, valeur d'assurance : 1.000.000,00 €).

Monsieur le conservateur du Musée des Beaux-Arts a remis un avis favorable et, en séance du 28 novembre 2014, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de votre approbation, sur cette demande de prêt.

Les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (type clou à clou) de l'œuvre prêtée seront totalement à charge de l'emprunteur.

Il appartient à votre assemblée d'approuver ce prêt."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant que la Nationalgalerie de Berlin organisera du 22 mai au 20 septembre 2015 une exposition intitulée «*Impressionism – Expressionism. Turning Point in Art*»;

Considérant qu'à cette occasion, ledit musée a sollicité le prêt de l'œuvre suivante :  
Edouard MANET, «*Chez le Père Lathuille*» (huile sur toile, 95 x 115 cm, valeur d'assurance : 40.000.000,00 €);

Considérant l'avis favorable de Monsieur le conservateur quant à ce prêt et sur le prêt compensatoire de l'œuvre de Caspar David Friedrich «*Meeresküste bei Mondschein*» qui pourrait être présentée au musée des Beaux-Arts lors d'une prochaine exposition;

Considérant qu'en séance du 21 novembre 2014, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur ces deux prêts;

Considérant que les frais d'assurance (clou à clou), d'emballage et de transport (aller-retour) de l'œuvre seront entièrement à charge de la Nationalgalerie de Berlin;

Considérant qu'il convient d'obtenir l'autorisation de la Fédération Wallonie-Bruxelles avant tout déplacement d'une œuvre classée au titre de trésor;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

#### DECIDE :

- du principe d'autoriser, sous réserve de l'acceptation du service du patrimoine culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le prêt de l'œuvre d'Edouard MANET, «*Chez le Père Lathuille*» (huile sur toile, 95 x 115 cm, valeur d'assurance : 40.000.000,00 €) au profit de la **Nationalgalerie de Berlin**, pour son exposition intitulée «*Impressionism – Expressionism. Turning Point in Art*», du 22 mai au 20 septembre 2015;
- que les frais d'assurance (clou à clou), d'emballage et de transport (aller-retour) de l'œuvre seront entièrement à charge de la Nationalgalerie de Berlin;
- de marquer son accord sur le prêt compensatoire de l'œuvre de Caspar David Friedrich «*Meeresküste bei Mondschein*» qui pourrait être présentée au musée des Beaux-Arts lors d'une prochaine exposition.

#### LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que, dans le cadre de l'exposition universelle «*Milano 2015*» qui aura lieu d'avril à octobre 2015, pour le pavillon thématique consacré à «*Arts & Foods*» (titre provisoire), les organisateurs sollicitent le prêt de l'œuvre de James Ensor «*Nature morte au canard*» (huile sur toile, 82 x 102 cm, valeur d'assurance : 1.000.000,00 €);

Considérant que Monsieur le conservateur du Musée des Beaux-Arts a remis un avis favorable concernant le prêt de cette œuvre et qu'en séance du 28 novembre 2014, le Collège communal a marqué son accord de principe sous réserve de l'autorisation du Conseil communal;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (type clou à clou) de l'œuvre prêtée seront totalement à charge de l'emprunteur;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

d'autoriser le prêt de l'œuvre de James Ensor, **«Nature morte au canard»** (huile sur toile, 82 x 102 cm, valeur d'assurance : 1.000.000,00 €) pour l'exposition universelle **«Milano 2015»** qui se tiendra d'avril à octobre 2015, pour le pavillon thématique consacré à **«Arts & Foods»** (titre provisoire).

24. Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG). Assemblée générale extraordinaire. Ordre du jour. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'assemblée générale extraordinaire de l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG) se tiendra le jeudi 22 janvier 2015, à 17 heures 30, au 11 rue des Marais à 5300 Andenne.

L'ordre du jour est constitué de deux points :

1. Prise de participation au capital de la srl AREWAL
2. Remplacement d'un administrateur. Cooptation.

La représentation de la Ville au sein de l'AIEG a été établie en séance du 14 janvier 2013.

Nous vous invitons à approuver les deux points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les deux points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le jeudi 22 janvier 2015 à 17 heures 30 au 11 rue des Marais à 5300 Andenne;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

**DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG), qui se tiendra à Andenne le jeudi 22 janvier 2015 :

1. Prise de participation au capital de la scrl AREWAL
2. Remplacement d'un administrateur. Cooptation.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG);
- au ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

Le Conseil communal passe ensuite à l'examen du point dont l'urgence a été déclarée en début de séance.

- \* Fêtes de fin d'année 2014. Sapin de Noël sur la Grand Place. Travaux d'implantation. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 10 octobre 2014, nous avons décidé de marquer notre accord de principe sur :

1. le projet de programme «Tournai féeries» dans le cadre des festivités de fin d'année
2. le tableau prévisionnel des dépenses établissant un montant global de ± 50.000,00 € à charge du budget communal, à répartir sur les crédits du budget ordinaire 2014 (Fêtes publiques – articles 763/122-04; 763/123-16; 763/123-48; 763/124-02; 763/124-06).

En date du 7 novembre 2014, nous avons décidé de désigner la firme INTER ARBO pour la fourniture, la livraison et la pose d'un sapin de 16 m de hauteur sur la Grand Place au montant de son offre s'élevant à 4.293,00 € TVA comprise.

Vu les considérations des responsables des services techniques et du tourisme stipulant :

" Suite à la réunion du 7 novembre 2014 à l'office du tourisme au sujet des féeries de Tournai, il a été demandé aux services techniques d'effectuer les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau socle en béton susceptible de recevoir le sapin d'une hauteur de 16 m sans l'aide de tirants pour le stabiliser. L'emplacement de ce sapin a été fixé en fonction des impératifs liés à la projection d'un spectacle lumière sur les façades de la Grand Place. Il n'était pas possible de placer le sapin comme les années précédentes car cela aurait engendré le doublement des coûts pour le spectacle laser (pose de deux tours de projection au lieu d'une).

Suite à une étude de stabilité réalisée le 21 novembre 2014 par le bureau d'étude ADAM, il s'avérait nécessaire de réaliser une semelle de béton armé de 4,60 m x 4,60 m x 1,20 m.

Le délai de séchage du béton est de 28 jours et le programme des féeries de Tournai imposait que le sapin soit placé le 5 décembre 2014.

L'administration communale ne disposant ni des effectifs ni du matériel nécessaires pour assembler ce type de structure, trois entreprises ont été consultées dans l'urgence pour assembler les fournitures sur place et couler le béton de la semelle de fondation, à savoir les firmes :

- DHERTE
- TRADECO
- Vincent LUCAS

Seule la firme Vincent LUCAS pouvait répondre aux exigences dans les délais.

Estimé à 12.000,00 €, le marché peut donc être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, prestataires de services conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services."

Des crédits inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 4213/731-60 permettent de supporter ces dépenses.

Nous avons donc décidé, en séance du 12 décembre 2014, en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer un marché de travaux ayant pour objet la modification de l'implantation du sapin de Noël sur la Grand Place de Tournai.

Il vous appartient de prendre acte de cette décision."

Pour le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, le projet est assez coûteux. Il regrette, par ailleurs, que les commerçants n'aient pas été associés à la décoration dans le cadre d'un projet participatif.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, précise que les services communaux ne disposaient pas des moyens pour réaliser les travaux. D'autre part, la décoration doit encore évoluer. Il précise en outre que le fourreau installé pour le sapin pourra être réutilisé lors des prochaines éditions, y compris à d'autres fins.

ECOLO vote contre vu le coût des travaux et les mesures d'économies imposées dans d'autres secteurs.

Monsieur le **Président** de séance félicite le service communal des espaces verts.

Par 31 voix pour et 3 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la décision du Collège communal prise en date du 10 octobre 2014 de marquer son accord de principe sur :

1. le projet de programme «Tournai féeries» dans le cadre des festivités de fin d'année
2. le tableau prévisionnel des dépenses établissant un montant global de ± 50.000,00 € à charge du budget communal, à répartir sur les crédits du budget ordinaire 2014 (Fêtes publiques – articles 763/122-04; 763/123-16; 763/123-48; 763/124-02; 763/124-06);

Vu la décision du Collège communal prise en séance du 7 novembre 2014 de désigner la firme INTER ARBO pour la fourniture, la livraison et la pose d'un sapin de 16 m de hauteur sur la Grand Place au montant de son offre s'élevant à 4.293,00 € TVA comprise;

Vu les considérations des responsables des Services techniques et du tourisme stipulant :

" Suite à la réunion du 7 novembre 2014 à l'office du tourisme au sujet des féeries de Tournai, il a été demandé aux services techniques d'effectuer les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau socle en béton susceptible de recevoir le sapin d'une hauteur de 16 m sans l'aide de tirants pour le stabiliser. L'emplacement de ce sapin a été fixé en fonction des impératifs liés à la projection d'un spectacle lumière sur les façades de la Grand Place. Il n'était pas possible de placer le sapin comme les années précédentes, car cela aurait engendré un surcoût important pour le spectacle laser (pose de 2 tours de projection au lieu d'une);

Suite à une étude de stabilité réalisée le 21 novembre 2014 par le bureau d'étude ADAM, il s'avère nécessaire de réaliser une semelle de béton armé de 4,60 m x 4,60 m x 1,20 m.

1.300 kg d'acier sont nécessaires pour 25 m<sup>3</sup> de béton.

Le délai de séchage du béton est de 28 jours et le programme des fêtes de Tournai impose que le sapin soit placé le 5 décembre 2014.

L'administration ne dispose pas des effectifs ni du matériel nécessaire pour assembler ce type de structure.

Dans l'urgence, trois entreprises ont été consultées par les services techniques pour assembler les fournitures sur place et couler le béton de la nouvelle semelle de fondation, à savoir les firmes :

- DHERTE

- TRADECO

- Vincent LUCAS

Seule la firme Vincent LUCAS pouvait répondre aux exigences dans les délais. La réalisation de ces travaux peut être estimée à 12.000,00 €.

Ce marché est estimé entre 8.500,00 € et 30.000,00 € hors TVA et peut donc être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, prestataires de services conformément à l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services";

Considérant que des crédits inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 4213/731-60 permettent de supporter cette dépense;

Vu la décision du Collège communal prise en date du 12 décembre 2014, en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer un marché de travaux ayant pour objet l'implantation du sapin de Noël sur la Grand Place de Tournai;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 3 voix contre;

#### **PREND ACTE :**

de la décision du Collège communal du 12 décembre 2014 prise conformément aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1<sup>er</sup> : il est passé un marché de travaux ayant pour objet l'implantation du sapin de Noël sur la Grand Place de Tournai.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1<sup>er</sup>, 1° a et c de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec l'entreprise Vincent LUCAS, seule entreprise ayant déposé une offre estimée à 12.000,00 € TVA comprise. Le paiement sera effectué sur base de l'offre pour les travaux principaux et sur la présentation de factures détaillées dans le cadre d'un marché à remboursement pour les travaux imprévisibles. L'ordre de commencer est signifié immédiatement à l'entreprise.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et plus particulièrement les articles 1<sup>er</sup> à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1<sup>er</sup>, 84, 95, 127 et 160.

Article 4 : le présent marché est constaté conformément aux dispositions de l'article 110, 1° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : les dépenses résultant de l'exécution de ce marché seront imputées sur l'article 4213/731-60 du budget extraordinaire 2014 (paiement par emprunt).

Article 6 : de donner connaissance de cette décision au Conseil communal.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVI, M. G. DENONNE

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, Monsieur le **Président** de séance invite Madame la Conseillère communale **M.-C. LEFEBVRE** à poser sa question :

" Depuis 2011, Tournai a été élue, comme d'autres villes wallonnes, ville pilote cyclable et une subvention d'un montant total de 1.900.000,00 € répartie sur 5 ans lui sera attribuée pour des aménagements cyclables, la promotion des déplacements cyclistes, et notamment, l'engagement d'un «responsable de la politique cyclable».

Plusieurs projets d'aménagement ont déjà été présentés et votés par le Conseil communal à plusieurs reprises, notamment, l'aménagement des avenues Bozière et Decraene, des rues Saint-Martin, Floc à Brebis, du carrefour de Marvis, pour un budget de 330.000,00 €, subsidié pour un total de 250.000,00 € par le crédit d'impulsion 2013, projets encore au stade de la réalisation, suite à plusieurs reports décidés par le Collège.

En juin 2014, le Conseil communal acceptait le projet d'aménagements cyclables présenté par le Collège dans le cadre de Tournai, ville pilote cyclable, pour un budget total de 610.000,00 €. Le Ministre de la mobilité de l'époque, Philippe HENRY, apportait un montant de 475.000,00 € pour financer ce projet. Les travaux prévus consistaient en : la mise en zone 30 km/heure (effets de porte, signalisation zone 30 km/heure), la liaison cyclable vers le Luchet d'Antoing, l'aménagement de la liaison du carrefour du Viaduc avec le boulevard Eisenhower et la chaussée d'Audenarde. Un supplément de 25.000,00 € a été voté par le Conseil communal en septembre 2014 pour l'installation d'arceaux dans différents endroits de la ville.

Le 5 décembre 2014, le Collège publie un communiqué de presse annonçant que le nouveau gouvernement wallon accorde à Tournai une subvention de 474.000,00 € et dans ce communiqué, annonce à nouveau les aménagements déjà votés par le Conseil communal en 2013 et 2014. J'avoue ne plus comprendre grand-chose, d'autant plus que la commission cycliste ne s'est plus réunie pour faire le point sur les projets à développer à Tournai.

Pouvez-vous faire le point sur les différents projets engagés dans le cadre du projet Tournai, ville cyclable, les subventions déjà reçues depuis 2011 et la destination des différents fonds reçus ? Faire le point sur les projets financés par les crédits d'impulsion. Et enfin, pouvez-vous préciser si une personne sera bientôt engagée par la Ville pour gérer ce plan cyclable ?

A ECOLO, nous pensons que la transparence et la concertation doivent prévaloir dans le développement de ces projets qui représentent des montants financiers très importants. C'est pourquoi nous vous demandons de consulter la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) afin de faire le lien entre la politique cyclable et la politique de mobilité à Tournai."

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** lui répond comme suit :

" La maxime «La mémoire est la faculté d'oublier» a toutes ses raisons d'être. Je vais une nouvelle fois commenter la politique cyclable à Tournai.

En effet, le 30 juin dernier, j'avais, je pense, été très clair dans ma réponse à la question citoyenne de M. LAGASSE DE LOCHT qui était similaire à celle de ce jour.

Certes, le communiqué de presse transmis ce 5 décembre 2014 peut porter à confusion. Toutefois, vous n'êtes plus une débutante en politique et vous deviez donc savoir qu'une subvention d'un pouvoir régional n'est accordée que sur base d'un dossier approuvé par le Conseil communal et non sur le projet. Dès lors, je vous confirme que cette subvention a été accordée pour le dossier Wallonie cyclable 2013 visant à la mise en œuvre des actions 2014, approuvé en Conseil communal du 30 juin dernier.

Je vous informe que le Collège communal de ce 12 décembre 2014 a désigné l'entreprise adjudicataire de ces travaux qui seront exécutés en 2015.

D'autre part, la réalisation d'infrastructures cyclables sur le territoire de Tournai 2011 ayant pour objet le marquage au sol des liaisons cyclables intra-muros et la mise en place des sens uniques limités (SUL) (intra-muros) est terminée.

La décision d'attribuer le marché de mise en œuvre des actions 2013 du plan communal cyclable (PCC) avec la fourniture et la pose d'arceaux vélos avec et sans abri sera prise en Collège ce 18 décembre 2014. Différents travaux relatifs aux crédits d'impulsion sont terminés tandis que le Collège communal, en sa séance du 10 octobre dernier, a désigné l'entreprise adjudicataire des travaux relatifs au crédit d'impulsion 2013, à savoir des aménagements cyclables et piétons rue des Volontaires, carrefour Marvis, avenue Bozière, avenue Decraene, rue du 11<sup>ème</sup> Régiment d'Artillerie, rue Floc à Brebis, rue de la Madeleine et rue Saint-Martin.

Il est vrai que ce dossier a traîné mais ce retard est imputable à divers problèmes survenus lors des procédures administratives.

Je vous rappelle également que l'embauche d'une personne dans le cadre du plan communal cyclable doit se faire sur fonds propres et qu'à l'heure actuelle, une rigueur s'impose dans la gestion du personnel et ce, en vertu des contraintes budgétaires. Je pense que vous comprendrez cette décision.

En ce qui concerne les commissions techniques et de suivi du plan communal cyclable, contrairement à ce qu'une certaine presse a écrit, je vous confirme qu'elles se sont réunies en temps et en heure et ce, suivant le canevas imposé aux communes cyclables. Je ne suis pas un adepte des «réunionites».

Soyez convaincue, tout comme Ecolo, que l'échevin de la mobilité et le Collège communal travaillent en toute transparence et consultent tous les organes indispensables à la pratique, en toute sécurité, du vélo. Si certains de mes collègues sont adeptes du tandem, je vous inviterai, pour ma part, sur mon porte-bagages lors de la visite en 2015 des réalisations visant à la promotion des modes doux à Tournai. Depuis le 2 décembre 2012, nous avons franchi quelques étapes importantes. Nous avons même mis le grand braquet. L'arrivée est proche... Espérons que le dérailleur ne lâche pas."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, le remercie pour la clarté de sa réponse.

Avant de clôturer la séance publique, Monsieur le **Président** de séance met à l'honneur M. Manu GUEVART, journaliste à la télévision régionale NO TELE, et salue sa carrière, au cours de laquelle il a côtoyé les quatre bourgmestres que Tournai a connus depuis la fusion des communes. M. GUEVART va désormais assurer la direction de la télévision régionale.

Le Conseil communal lui souhaite beaucoup de bonheur et d'épanouissement dans ses nouvelles fonctions.

Aucune autre observation n'ayant été formulée au sujet de la rédaction du procès-verbal de la séance publique du 10 novembre 2014, ledit procès-verbal est approuvé conformément au règlement d'ordre intérieur.

Monsieur le **Président** de séance clôture la séance publique à 21 heures 51 après avoir précisé que le prochain Conseil communal aura lieu le 26 janvier 2015 à 19 heures 30.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

Thierry LESPLINGART

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Paul-Olivier DELANNOIS